

Développement rural

Passer d'une aide permettant aux agriculteurs de subvenir à leurs propres besoins, à des efforts visant à améliorer la production agricole afin de stimuler le développement économique



Le riz NERICA cultivé en Ouganda

L'accroissement démographique que connaissent en premier lieu les pays en développement, la croissance rapide des économies nouvellement industrialisées comme la Chine et l'Inde, ainsi que les effets du changement climatique font craindre la multiplication des pénuries alimentaires à l'échelle planétaire. Ces menaces pèsent principalement sur les populations pauvres des pays en développement dotés d'une infrastructure sociale fragile. Pour améliorer les moyens d'existence de ces populations, il est essentiel d'instaurer un développement agricole et rural intégré et durable, centré sur l'amélioration des conditions de vie des ruraux, et intégrant la prise en compte de l'environnement naturel.

Cela étant, les enjeux liés au développement agricole et rural se sont diversifiés ces dernières années. Comme beaucoup en sont convaincus, le développement agricole et rural devrait jouer un rôle grandissant à l'avenir ; il devra en effet permettre de répondre à la forte croissance des besoins alimentaires mondiaux, et de faire face à des défis comme le changement climatique, les bioénergies, ou encore la reconstruction dans les pays ayant connu des troubles ou des conflits.

Développement agricole et rural

—Les trois quarts des pauvres de la planète vivent en milieu rural—

Soutenir l'agriculture permet de renforcer le socle de la nation

Situation générale

L'agriculture assure l'approvisionnement alimentaire régulier de la planète ; sans elle, la population mondiale ne pourrait plus survivre. Une production agricole régulière favorise la stabilité politique et économique d'un pays. Dans les pays en développement, le secteur agricole joue un rôle de premier plan dans l'économie nationale, et dans beaucoup d'entre eux, l'agriculture et les activités connexes emploient plus de la moitié de la population. En même temps, la majorité des résidents ruraux de ces pays vivent en état de pauvreté. Les pénuries alimentaires provoquent régulièrement des émeutes, et l'utilisation des terres agricoles est à l'origine de nombreux conflits.

L'aide en faveur du secteur agricole contribue à renforcer l'infrastructure na-

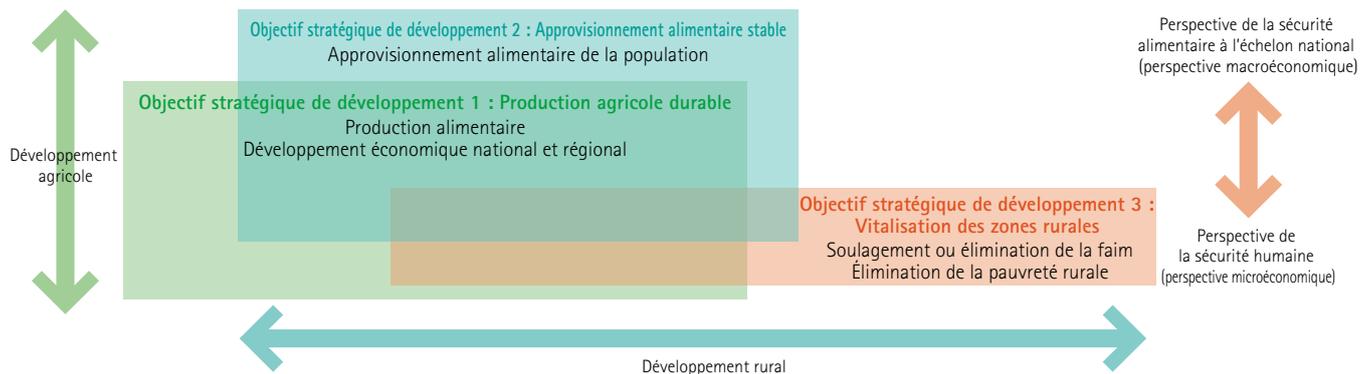
tionale, ce qui est essentiel pour la stabilité du développement économique et du gouvernement. De plus, le soutien à l'agriculture joue un rôle essentiel pour renforcer la stabilité des communautés locales. Étant donné que les trois quarts de la population mondiale pauvre vivent dans des zones rurales, l'aide au secteur agricole contribue également de manière directe à la lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, beaucoup de citadins pauvres sont des travailleurs migrants ou des agriculteurs ayant quitté leur campagne pour venir gonfler la population des villes. Ainsi, l'amélioration du niveau de vie dans les zones rurales sera déterminante pour endiguer l'afflux massif de population pauvre vers les centres urbains. Cette évolution contribuerait à réduire la pauvreté en milieu urbain. Enfin,

l'approvisionnement régulier des zones urbaines en denrées alimentaires à prix raisonnables pourrait permettre d'instaurer des conditions propices au développement économique des pays concernés.

Actions de la JICA

La JICA a longtemps considéré le développement agricole et le développement rural comme étant indissociables. En apportant une aide dans ces deux domaines, elle poursuit un triple objectif : stabilité de l'approvisionnement alimentaire, recul de la pauvreté en milieu rural et stabilité du pays et de la région. Notre but ultime est d'utiliser le levier du développement agricole pour faire reculer la faim et la pauvreté, et pour stimuler le développement économique. Pour y parvenir,

Développement agricole et rural : Objectifs stratégiques du développement et philosophie/objectifs des programmes d'aide



il est essentiel d'impulser un développement durable de l'agriculture nationale et des zones rurales, plutôt que de chercher à augmenter temporairement la production alimentaire. Dans cet esprit, la JICA a mis en place trois stratégies de développement :

1) Pérennité de la production agricole

Chaque pays doit bien cerner la spécificité de ses conditions de production agricole. L'aide fournie par la JICA pour définir et mettre en œuvre la politique agricole doit être en phase avec ces conditions. S'il y a lieu, la JICA prendra des mesures permettant de stimuler la compétitivité et de dévelop-

per un cadre favorable aux exportations. De plus, la mise en place d'une production à long terme doit intégrer le respect de l'environnement. Il convient également d'améliorer la formation des agriculteurs et de développer les ressources humaines.

2) Stabilité de l'approvisionnement alimentaire

Pour que ses zones urbaines et ses zones rurales bénéficient d'un approvisionnement alimentaire stable, un pays doit veiller à produire un volume suffisant au niveau macroéconomique, tandis qu'au niveau microéconomique, il doit assurer une distribution efficace et équitable des disponibilités alimen-

taires. Outre l'appui à la mise en place d'un système et d'un réseau de distribution à l'échelle nationale, la JICA contribue à l'élaboration d'un cadre pour les importations et les stocks d'approvisionnement.

3) Promotion de la vitalisation des zones rurales

Pour permettre la réalisation des objectifs 1) et 2), la JICA assure un appui à l'amélioration de la production agricole, à l'utilisation et à la vente des produits agricoles, au développement d'une activité économique dynamique et au développement de l'infrastructure rurale, tout en contribuant à renforcer l'autonomie des populations.

Exemple

Asie
Cambodge
Projet de centre des technologies de l'irrigation

Efforts en vue de stabiliser la production agricole et d'améliorer les moyens d'existence des agriculteurs

Au Cambodge, l'agriculture représente environ 43 % du PIB et emploie 84 % de la population active. Si ce pays possède de vastes étendues de terres agricoles et d'abondantes ressources en eau, ses infrastructures agricoles ont été très endommagée par des décennies de guerre civile, et n'ont jamais été remises en état. C'est pourquoi la productivité agricole y est très inférieure à la moyenne internationale.

En 2006, la JICA a lancé son projet de centre des technologies de l'irrigation, afin de restaurer les infrastructures d'irrigation dévastées et de former des ressources humaines capables d'en assurer l'entretien et l'exploitation. Dans le cadre de ce projet, une formation aux activités d'irrigation (formation en cours d'emploi) a été dispensée à un groupe de gestion de l'eau formé d'agriculteurs locaux sur le site pilote de Kandal Stung (dans la province de Kandal) en avril 2009. Les bénéficiaires de cette formation ont été associés à toutes les phases de développement de l'irrigation – de la pla-



Restauration d'un fossé d'irrigation au Cambodge

nification au façonnage final des fossés, en passant par les travaux d'excavation. En une seule saison, le groupe a réhabilité plus de cinq kilomètres de fossés d'irrigation. De plus, 38 ateliers de formation ont permis aux ingénieurs et techniciens d'irrigation d'acquérir des connaissances dans les domaines

suivants : arpentage et relevés hydrographiques, systèmes d'information géographique (SIG), planification, conception et construction de systèmes d'irrigation, maîtrise des eaux. Ces ateliers ont contribué à renforcer leurs capacités.

Voici le commentaire de notre expert :

« En voyant les agriculteurs participer si nombreux à ce projet, j'ai vraiment eu le sentiment d'avoir réussi quelque chose. »

Ne sachant trop à quoi s'attendre, les agriculteurs locaux ont commencé à participer à ce projet à titre d'expérience. Heureusement, en constatant la remise en état réussie de plusieurs fossés d'irrigation et la hausse du débit d'eau, les agriculteurs locaux ont été plus nombreux à vouloir réaliser le projet et travailler sur d'autres canaux. Avec le concours de responsables d'organisations administratives locales et de dirigeants d'organisations, nous sommes parvenus à convaincre davantage de ménages agricoles de s'impliquer dans ce projet. Au total, nous avons réussi à restaurer l'équivalent de cinq kilomètres de systèmes d'irrigation. Grâce à ce projet relevant de l'aide non remboursable du Japon, le canal d'irrigation principal du district de Kandal Stung a pu être restauré ; on assiste depuis à un essor de la double culture dans le périmètre qui entoure cette simple voie d'eau. Je suis certain que sur les terres entourant les canaux actuellement remis en état, les rendements agricoles augmenteront grâce à l'adoption du système de double culture.

Kenji Washino, expert en mission de longue durée (Gestion de l'eau)



■ Asie et Océanie

La JICA concentre ses efforts d'aide dans cette région sur des projets de développement de l'irrigation en Asie du Sud-Est. À cet effet, elle combine prêts d'APD, appui technique et projets de coopération technique. Parallèlement à la construction de l'infrastructure physique, les programmes de la JICA visent à former les agriculteurs aux techniques culturales s'appuyant sur l'irrigation, et à l'entretien des installations d'irrigation ; ce faisant, la JICA promeut le développement d'un socle pour l'agriculture comportant des éléments structurels et non structurels et des équipements modernes.

Dans les projets menés par la JICA, les cultivateurs locaux sont présents dès la phase de planification : ils travaillent main dans la main avec nos experts pour formuler un plan d'action. Grâce à l'intégration dans les programmes du Modèle de participation communautaire, les participants sont à même d'acquérir les compétences techniques nécessaires tout en jouant un rôle de premier plan dans le projet. En amenant les agriculteurs locaux à analyser et à résoudre les problèmes par leurs propres moyens,

la JICA entend leur permettre d'acquérir l'expérience et les compétences nécessaires pour maîtriser l'ensemble du processus de développement.

En Afghanistan, plusieurs décennies de conflit et de troubles civils ainsi que de nombreux épisodes de sécheresse ont ramené la production agricole à des niveaux bien inférieurs à ceux d'avant. La JICA a entrepris d'étendre les projets d'aide engagés dans le domaine de la production rizicole à davantage de zones rurales isolées du pays, afin de poursuivre l'effort de reconstruction agricole en cours.

En Inde, la JICA a été jusqu'à soutenir l'amélioration de la qualité des cocons de vers à soie (amélioration de la production séricicole). Si ce pays se classe au deuxième rang mondial par l'importance de sa production séricicole, l'élevage de vers à soie y a toutefois baissé en qualité et en volume. L'Inde a en effet recours à l'importation massive de soieries de haute qualité, qui ont supplanté une bonne partie de sa production de soie brute. La JICA a engagé des efforts pour développer des variétés de vers à soie adaptées aux conditions locales de l'Inde, et améliorer la qualité des feuilles

de mûrier dont ces vers se nourrissent. Tous ces efforts ont permis de produire une nouvelle soie commercialement viable, en s'appuyant sur des techniques centrées sur les besoins locaux.

Par ailleurs, soucieuse de prévenir la propagation des maladies animales transfrontières, la JICA développe des ressources humaines pour pouvoir renforcer le recours aux technologies diagnostiques et la mise en œuvre de systèmes de surveillance efficaces de ces maladies dans les pays suivants : Cambodge, Laos, Malaisie, Myanmar, Thaïlande et Vietnam. Par le biais de ses programmes d'aide à moyen et long terme, elle défend avec ardeur le renforcement des mesures de prévention des maladies animales, dont la grippe aviaire.

■ Amérique Centrale et du Sud

La plupart des pays d'Amérique Centrale et du Sud sont hispanophones. La JICA tire parti de cet avantage linguistique pour y mettre en œuvre des projets d'envergure régionale visant à améliorer les pratiques zoonosologiques des éleveurs. Parmi les pays concernés par ce projet transnational d'un genre particulier, ci-

Exemple

Asie Pakistan

Projet participatif d'amélioration de l'agriculture irriguée dans la province du Penjab

Aider davantage d'agriculteurs locaux à participer activement à la gestion de l'irrigation

L'agriculture joue un rôle crucial au Pakistan, pays qui compte 148 millions d'habitants ; ce secteur représente en effet 25 % du PNB et emploie 40 % de la population active du pays. Environ 70 % des ruraux pakistanais dépendent de l'agriculture pour vivre, et 40 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté ; ces taux sont supérieurs à ceux qui prévalent en milieu urbain. Pour améliorer les conditions d'existence des populations pauvres, et pour réduire les disparités entre régions, il est essentiel de renforcer le développement de ces zones rurales.

La province du Penjab, qui possède la plus vaste superficie irriguée du Pakistan, est fortement tributaire

de la performance de son irrigation. Or, ses infrastructures centenaires ont commencé à se délabrer et à perdre de leur efficacité. Ainsi, le développement de l'irrigation et la gestion de l'entretien des installations sont devenus des enjeux critiques pour le gouvernement de la province. Parallèlement, le pays commence à transférer au secteur privé la responsabilité de l'entretien et de la gestion des systèmes d'irrigation.

Dans ce contexte, la JICA a lancé deux projets simultanés : le projet participatif d'amélioration de l'agriculture irriguée au Penjab (projet de coopération technique) et le projet d'amélioration des systèmes d'irrigation du Penjab (projet financé par un prêt d'APD). Le premier projet fait suite à un précédent projet de coopération technique, qui a permis de créer et de structurer des associations d'irrigants et des organisations d'agriculteurs. Afin de renforcer l'efficacité des associations existantes d'irrigants et d'agriculteurs, on a élaboré des manuels de formation aux techniques d'irrigation économes en eau, et dispensé des formations aux responsables d'organismes administratifs, pour qu'ils puissent à leur tour aider les agriculteurs locaux dans différents domaines liés à l'irrigation. De plus, ce projet prévoyait des démonstrations de techniques économes

en eau dans le périmètre pilote en fin de canal, au sein des zones concernées par le projet d'APD, ainsi que la création et le développement d'une organisation d'agriculteurs en dehors du périmètre pilote.

Parallèlement, tout en respectant l'autorité de l'État pakistanais et le caractère public de la propriété foncière dans ce pays, la JICA a mis en œuvre son projet d'APD (prêt d'APD). Il s'agit d'accroître l'efficacité de l'irrigation en procédant à la réparation des infrastructures vétustes et délabrées, et au nivellement des parcelles agricoles. De plus, l'Agence soutient par une aide financière la promotion à grande échelle des techniques d'irrigation économes qu'elle a introduites via ses projets de coopération technique.

Grâce à son aide combinant projets de coopération technique et prêts d'APD, la JICA est convaincue qu'une fois ces projets achevés, le gouvernement pakistanais s'appuiera sur le cadre mis en place pour déployer de façon durable des projets de ce type sur tout le territoire national.

En Amérique Centrale et du Sud, les activités de la JICA font une large place aux programmes d'aide en faveur des populations autochtones et de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Les projets mis en œuvre par la JICA en Dominique et en République dominicaine d'une part, et au Guatemala d'autre part, ont été de véritables réussites. Les premiers portaient sur la valorisation de matières organiques comme le bokashi (qui s'utilise comme engrais) et l'acide pyroligneux, les seconds visaient à soutenir les petits agriculteurs. Enfin, les efforts de coopération triangulaire impliquant les pays nouvellement industrialisés d'Amérique du Sud suscitent un intérêt croissant ; or, la JICA a entrepris de renforcer les efforts de coopération entre le Brésil, qui est l'un des pays du BRIC, et les pays lusophones d'Afrique.



Station expérimentale pour l'irrigation économe en eau



Formation destinée à une organisation locale d'agriculteurs de Faisalabad



Canal d'irrigation à Bahawalnagar

tons l'Argentine, le Paraguay, la Bolivie et l'Uruguay. De plus, pour que d'autres pays de la région puissent profiter des manuels techniques rédigés en espagnol dans le cadre de ce projet, la JICA encourage leur diffusion via des sites web. Nous contribuons ainsi activement au partage de technologies et d'informations utiles à l'échelle de toute une région.

De plus, des activités agricoles intégrant le respect de l'environnement et le soutien aux populations autochtones sont mises en œuvre dans toute la région. En Dominique, par exemple, un projet permettant de valoriser des matières organiques comme le *bokashi* (qui s'utilise pour amender les sols) et le vinaigre de bois (ou acide pyroligneux) a été mis en œuvre avec succès, et un autre projet destiné à soutenir les petits agriculteurs au Guatemala a donné d'excellents résultats.

En outre, les programmes de coopération triangulaire faisant intervenir les pays les plus développés d'Amérique du Sud, sont de plus en plus répandus. Au Brésil, pays que l'on assimile souvent au groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine : groupe de pays qui connaissent une croissance économique rapide), les initiatives de coopération triangulaire en faveur des pays lusophones d'Afrique (pays PALOP) se multiplient.

■ Moyen-Orient et Maghreb

Bien que le Moyen-Orient et le Maghreb ferment de vastes étendues de terres arides ou semi-arides, l'agriculture joue un rôle important dans l'économie de nombreux pays de la région, en tant que source de nourriture et de devises. Cette activité consomme l'essentiel des ressources hydriques ; or, les prélèvements massifs d'eau à usage agricole conduisent à l'épuisement des nappes phréatiques. De plus, l'emploi de méthodes d'irrigation inefficaces entraîne la salinisation de la couche arable. L'épuisement des nappes et la salinisation constituent deux problèmes de taille dans la région. De surcroît, selon les experts, le changement climatique devrait se traduire par une baisse de débit des cours d'eau dans cette région. Face à ce sombre tableau, la JICA apporte une aide à la Syrie, à la Palestine et à l'Égypte via le déploiement de programmes visant à développer les infrastructures d'irrigation et les techniques d'irrigation économes en eau ; l'Agence s'emploie également à améliorer la gestion de l'exploitation agricole, en encourageant une utilisation plus efficace de l'eau pour l'agriculture et l'adoption de pratiques agricoles durables.

Au Moyen-Orient et au Maghreb, l'élevage commercial à petite échelle est très répandu ; il coexiste avec l'agriculture ou l'élevage nomade / l'élevage d'animaux sur des terres de pâture s'étendant au-delà des régions arides.

La JICA mène depuis longtemps des programmes en Iran et en Palestine. Ils doivent permettre notamment d'améliorer la qualité des sols dans les régions arides grâce à l'utilisation des effluents d'élevage (déjections animales) dans l'agriculture, et d'accroître la productivité de l'élevage en améliorant les conditions sanitaires et les techniques d'alimentation des animaux.

Par ces programmes, la JICA entend améliorer les conditions d'existence des petits agriculteurs et de leurs familles et accroître la production alimentaire dans la région, où l'on prévoit une fragilisation de l'équilibre entre l'offre et la demande alimentaires, et une baisse du taux d'autosuffisance alimentaire.

■ Afrique

Environ 70 % des Africains vivent en milieu rural, et 90 % d'entre eux travaillent dans l'agriculture ! Cette activité est la clé de voûte de l'économie africaine : elle représente 15 % du PIB de ce continent, et les produits agricoles constituent une large part des exportations africaines. Par conséquent, le développement des zones rurales, dont 65 % à 90 % des habitants vivent en état de pauvreté, joue un rôle crucial dans la réalisation de l'objectif plus global de réduction de la pauvreté.

Cela dit, l'Afrique souffre de conditions naturelles très défavorables : pluviométrie incertaine et irrégulière, médio-

Exemple

Moyen-Orient et Maghreb Palestine

Étude de faisabilité sur la mise en valeur et la gestion des ressources hydriques dans la vallée du Jourdain

Coopération technique pour renforcer le système de soutien à la mise en place d'une agriculture durable

Améliorer l'appui aux pratiques agricoles durables pour sauver l'agriculture à petite échelle

Dans la partie palestinienne de la vallée du Jourdain (Cisjordanie), l'agriculture ne représente que 12 % du PIB palestinien, mais elle emploie environ 70 % de la population active de la région. Comme chacun sait, l'agriculture joue un rôle crucial pour la stabilité et la poursuite du développement de cette région. Parmi les produits qui y sont cultivés, citons les courges, les aubergines, les tomates, les bananes, les dattes, les céréales, les plantes fourragères et les herbes aromatiques. À cela s'ajoute la production animale (élevage). Cette zone de plaine dotée d'un sol fertile s'étend sur la rive Ouest de la vallée du Jourdain. Or, la vallée du

Jourdain est située dans une zone semi-aride insuffisamment pourvue en ressources hydriques, et les agriculteurs locaux ne disposent pas des compétences nécessaires pour remédier à cette situation ; ces deux obstacles menacent la croissance et le développement ultérieurs de la région.

Face à cette situation, la JICA a lancé une étude de faisabilité et commencé à définir des stratégies pour optimiser l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et mieux maîtriser les ressources hydriques existantes. L'Agence a également mené le projet visant à mettre en place des activités de vulgarisation auprès des agriculteurs ; elle a ainsi fait le lien entre la recherche et les activités de vulgarisation, pour promouvoir le développement d'une agriculture économe en eau et respectueuse des sols. Ces efforts contribueront à améliorer la productivité de la terre et les revenus des petits agriculteurs dans la région, et à tendre vers l'objectif de « Corridor pour la paix et la prospérité »* via le soutien international apporté au développement de l'agriculture.

* Junichiro Koizumi, alors premier ministre du Japon, avait défendu ce concept lors de sa visite au Moyen-Orient en juillet 2006. Selon ce concept, une coopération régionale entre le Japon, Israël, la Palestine et la Jordanie dans le secteur agricole doit permettre de développer l'économie de la vallée du Jourdain, en s'appuyant sur une utilisation stratégique de l'APD du Japon.



Activités de recherche et promotionnelles dans une ferme de démonstration

cre fertilité des sols. De plus, l'agriculture traditionnelle – qui domine les pratiques culturales sur ce continent – est de type pluvial. Elle s'appuie généralement sur une stratégie de répartition et d'évitement des risques ; les agriculteurs produisent peu, en utilisant peu d'intrants et en diversifiant les cultures. Ainsi, la productivité des sols en Afrique reste extrêmement faible, et l'évolution des conditions pluviométriques se traduit par une forte variabilité interannuelle de la production agricole. Si la production céréalière augmente en volume, elle ne parvient toutefois pas à rattraper la croissance de la demande, proportionnelle à l'accroissement rapide de la population ; le volume des céréales importées d'autres régions du globe continue à croître de 3 % à 4 % en rythme annuel. Dans une optique de sécurité alimentaire, face à une population qui continue

de croître de plus de 2 % par an, le continent africain est confronté à deux défis urgents : augmenter la productivité des céréales primaires et garantir un approvisionnement stable.

Pour faire face à l'augmentation spectaculaire de la consommation alimentaire, qui concerne avant tout les zones urbaines, l'Afrique importe aujourd'hui 7 millions de tonnes de riz poli par an. Lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), la JICA et d'autres donateurs se sont fixé un objectif ambitieux pour la riziculture en Afrique : il visent en effet à doubler la production de riz sur ce continent au cours des 10 prochaines années via la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Coalition for African Rice Development ou CARD) et d'autres moyens.

Par ailleurs, dans cette région, la JICA estime qu'il est vital de développer à la fois les infrastructures hydrauliques pour garantir l'accès à une eau de boisson salubre, et le réseau routier au service de la mobilité. Il importe également de promouvoir diverses activités économiques allant du traitement et de la valorisation des déchets agricoles aux activités artisanales et aux simples échanges commerciaux, parallèlement aux efforts entrepris pour améliorer la production agricole. Tous ces facteurs contribueront à vitaliser les zones rurales et à atteindre l'objectif d'élimination de la faim et de la pauvreté dans la région. De plus, l'autonomisation des populations par le renforcement de leurs capacités d'auto-organisation et l'amélioration des niveaux de services sanitaires et éducatifs joueront un rôle déterminant dans l'émergence d'une Afrique prospère.

Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

Doubler la production rizicole en Afrique

La JICA a présenté son initiative CARD lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Pour permettre la réalisation de l'objectif visant à doubler la production de riz sur dix ans, et faire ainsi face à l'explosion de la demande dans les zones urbaines, la JICA a formé un groupe de discussion avec d'autres donateurs afin de mieux harmoniser les efforts de coopération pour le développement de la riziculture en Afrique.

L'Institut de recherche de la JICA au Japon a

accueilli la 2ème assemblée générale de la CARD en juin 2009. Cet événement a réuni quelque 140 participants représentant des pays d'Afrique, des pays d'Asie et des donateurs.

Après les discours de Kofi Annan, Président du Conseil de l'AGRA* (Alliance pour une révolution verte en Afrique) et ancien Secrétaire général des Nations unies et de Sadako Ogata, la Présidente de la JICA, chaque pays africain est venu exposer sa stratégie nationale de développement rizicole (SNDR).

Les pays donateurs et les pays tiers ont également présenté respectivement leur politique d'aide et leurs efforts dans le cadre de la coopération Sud-Sud. À l'avenir, il apparaît nécessaire de déployer des efforts en vraie grandeur dans chaque pays africain pour atteindre d'objectif de doublement de la production rizicole sur ce continent.

* AAGRA : Alliance pour une révolution verte en Afrique



La 2ème assemblée générale de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) a attiré 140 participants.



Rizières avec en arrière-plan le Kilimanjaro, le plus haut sommet du continent africain.

Pêche —La reconstitution des abondantes ressources est le principal défi du secteur de la pêche—

Sensibiliser les communautés de pêche à la gestion des ressources

Situation générale

Les produits halieutiques prélevés dans les océans, les lacs et les cours d'eau constituent une source importante et abordable de protéines pour les habitants des pays en développement. Selon des statistiques publiées par l'Organisation des Nations unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO), les populations des pays en développement sont tributaires à hauteur de 20 % des produits de la pêche pour la satisfaction de leurs besoins en protéines animales. De plus, il n'est pas nécessaire de posséder des terres ou d'employer de coûteuses méthodes de production pour

pratiquer la pêche. Cette activité est donc à la portée de tous. Elle joue un rôle important pour les populations pauvres et pour les femmes des pays en développement, car elle leur procure des moyens de subsistance.

Le secteur de la pêche constitue donc une activité importante pour

l'économie des pays en développement. Or, dans ces régions, la surpêche et la dégradation de l'environnement ont entraîné la diminution des ressources halieutiques, voire l'épuisement de certaines zones de pêche. Toutefois, à la différence des ressources minérales, qui s'épuisent définitivement à mesure qu'on les exploite, les ressources halieutiques sont renouvelables et peuvent être utilisées durablement par des générations successives, à condition de maintenir les captures dans des limites raisonnables. Malheureusement, la notion d'aménagement des ressources n'est pas encore une évidence pour les acteurs de la filière pêche des pays en développement, où la pauvreté pousse les individus à privilégier le profit immédiat. La planète est aujourd'hui confrontée à deux grands défis : permettre aux ressources de retrouver leur niveau antérieur, et éviter les dangers de la surpêche.

Actions de la JICA

Nombre de pays en développement ne possèdent ni les systèmes ni les organisations nécessaires pour encadrer la gestion des ressources halieutiques au niveau local, comme c'est le cas au Japon, où il existe des coopératives de pêcheurs et des droits de pêche.

De plus, le pouvoir est souvent aux mains d'une poignée de magnats de la pêche et grands acheteurs de produits halieutiques. Face à ces « poids lourds »,

les petites communautés de pêcheurs n'ont pas vraiment pu réfléchir à la gestion des ressources, ce qui a conduit à la surexploitation des zones de pêche. La JICA a défini trois objectifs de développement, qu'elle s'efforce d'atteindre par le biais de ses programmes d'aide :

1) Dynamiser les communautés locales de pêcheurs

La JICA s'emploie à mettre en place un système de gestion des ressources fondé sur le principe de la participation locale. Ce système, qui repose sur la création d'organisations de pêcheurs et la réduction des coûts grâce au partage du travail et des responsabilités, contribue à revitaliser les communautés locales de pêcheurs et à améliorer leurs revenus. Un autre élément essentiel des programmes d'aide de la JICA dans ce domaine est la mise en valeur des ressources inutilisées. La JICA s'efforce en effet de diversifier et d'améliorer les revenus par la promotion de l'aquaculture et des produits halieutiques à valeur ajoutée, comme les produits transformés.

2) Exploitation rationnelle des ressources halieutiques

Bien que les produits halieutiques soient très périssables, la plupart des pays en développement ne possèdent pas les installations de réfrigération qui leur permettraient d'en préserver la fraîcheur et d'en dévelop-

per la distribution et la commercialisation. En raison de ce manque d'équipements et de la méconnaissance de bonnes pratiques d'hygiène et de contrôle de la qualité des produits de la pêche, environ un tiers des captures ne peuvent être utilisées pour la consommation alimentaire. Face à cette situation, la JICA développe l'infrastructure nécessaire pour améliorer les réseaux de distribution et assurer des formations aux techniques de traitement et de manutention des produits halieutiques frais, notamment.

3) Préservation et gestion des ressources halieutiques

Certes, les ressources halieutiques sont renouvelables. Mais si l'on souhaite les exploiter de façon durable, il est indispensable de fixer des quotas limitant le niveau des captures. Il faut également mener des efforts à long terme pour sensibiliser les communautés aux pratiques de gestion des ressources, afin que cesse la surexploitation des zones de pêche. Via le projet visant à redonner sa richesse au littoral du Vanuatu (voir ci-après), la JICA s'efforce d'accroître les ressources côtières en développant de nouvelles méthodes d'élevage pour les espèces de coquillages faciles à récolter, dont les stocks s'épuisent par conséquent plus rapidement.

Exemple

Pêche Vanuatu Projet portant sur les richesses naturelles du littoral

Reconstituer les abondantes ressources côtières grâce aux efforts des populations locales

Le Vanuatu est un archipel de plus de 80 îles (grandes et petites) situé dans le Pacifique Sud. Ce pays compte environ 220 000 habitants, répartis sur un territoire aussi vaste que la préfecture de Niigata au Japon. L'île d'Efate, qui abrite la capitale Port Vila, est serties dans le splendide décor bleu cobalt de l'océan, à l'instar des multiples îles éloignées, qui bénéficient d'un riche environnement naturel.

Environ 80 % des Vanuatais habitent des villages ou des îles reculées. La moitié d'entre eux sont vivants en autarcie. L'aliment de base est une plante à tubercule qui ressemble à la pomme de terre, et les poissons et coquillages pêchés le long des côtes constituent la source principale de protéines. Pour faire face à l'épuisement récent des ressources halieutiques côtières en raison de la surpêche, la JICA a lancé en mars 2006 son projet axé sur la reconstitution de ces ressources, en vue

de redonner sa richesse au littoral. La seconde phase de ce projet a démarré en 2009.

Deux experts japonais en mission de longue durée ont dispensé des formations sur les technologies aquacoles et la gestion des ressources côtières. Grâce à leur aide, et en collaboration avec la population locale, la JICA a mis en œuvre un programme intermédiaire d'élevage de jeunes coquillages, qui permet aux juvéniles de se développer en toute sécurité jusqu'à ce qu'ils aient la taille voulue. Les coquillages, dont la troche et le sabot turban vert, ne sont pas uniquement destinés à la consommation alimentaire. On vend également leur coquille (qui renferme de la nacre) pour en faire des perles et des boutons, ce qui constitue une source de revenus supplémentaire pour les villageois. Dans ses programmes d'appui à la gestion et à la perpétuation des ressources côtières, la JICA propose des méthodes élaborées en étroite interaction avec les communautés locales, qu'elle place au cœur de chaque projet. Il s'agit de renforcer l'autonomie des populations locales – qui ont longtemps été les gardiennes de leurs eaux côtières – pour leur permettre de revitaliser par leurs propres moyens ce littoral auparavant si richement doté en ressources naturelles.



En haut : Caisse grillagée pour protéger les jeunes coquillages des prédateurs non indigènes
En bas : Contrôle de la récolte de coquillages adultes

Développement industriel

Aider les pays en développement à poser les bases de leur croissance industrielle, à créer davantage d'emplois et à instaurer une société économiquement indépendante



Parc éolien de Zafarana, en Égypte

La JICA met en œuvre un ensemble de programmes pour aider les pays en développement à établir les bases nécessaires à l'essor de leur industrie. Les efforts portent plus particulièrement sur les échanges et les investissements, le tourisme, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), l'approvisionnement régulier en énergie électrique, les ressources minérales, les énergies renouvelables et les technologies liées à l'efficacité énergétique. Sachant que presque 30 % des prêts d'APD de la JICA concernent le secteur de l'énergie électrique, beaucoup de projets de développement industriel nécessitent un financement de grande envergure. L'aide technique et le soutien financier de la JICA sont donc d'autant plus efficaces dans ce domaine. Ces initiatives doivent faciliter l'autonomisation des populations locales et leur donner les moyens de mettre en place un socle industriel, d'accroître les perspectives d'emploi et d'instaurer une société économiquement indépendante. Les actions en faveur de la promotion du secteur industriel s'appuient d'une part sur le développement du secteur privé, d'autre part sur les ressources naturelles et énergétiques.

Développement du secteur privé

—Instaurer une économie compétitive à l'échelle mondiale en dynamisant le secteur privé—

La crise financière à laquelle le monde est aujourd'hui confronté rend d'autant plus nécessaire le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et la relance des échanges et des investissements

Situation générale

Le type de coopération adopté par la JICA permet de contribuer à l'essor économique des pays en développement en tirant parti de la vitalité du secteur privé. L'amélioration des performances des entreprises privées a des

répercussions bénéfiques sur les conditions de vie de la population en général. Parallèlement, lorsque les recettes fiscales générées par les entreprises augmentent, l'État est à même d'offrir un niveau de services plus élevé, dans des domaines comme l'éducation, la santé

et les soins médicaux, ou encore la protection sociale.

La croissance du secteur privé contribue également à créer des emplois locaux et par conséquent à réduire la pauvreté. Par ailleurs, le développement des industries locales et

Exemple

Échanges et investissements Inde

Programme destiné à former des chefs de file visionnaires dans le secteur manufacturier

Former des chefs de file aux pratiques manufacturières japonaises

Ce programme de développement des ressources humaines mis en œuvre depuis deux ans en vue de renforcer l'industrie manufacturière en Inde, a suscité de nombreux éloges. Au titre de ce programme, des cadres de l'industrie indienne sont invités au Japon pour s'initier aux pratiques de gestion des fabricants japonais ; l'objectif ultime est la formation de chefs de file capables de lancer des initiatives pour moderniser l'industrie indienne. Pour atteindre cet objectif, ce programme met l'accent sur le processus de développement des produits japonais, de la création au service client. L'un de ses points forts est le poids accordé à la formation pratique (70 % du temps, contre 30 % pour les cours théoriques) ; les participants sont donc en mesure d'appliquer les connaissances qu'ils ont acquises dès leur retour

en Inde. Une réunion d'information a eu lieu en février 2009 pour présenter des expériences réussies. À l'issue de cette réunion, qui a rencontré un écho très favorable, les demandes de participation au programme en provenance de nouvelles entreprises se sont multipliées.

À l'avenir, la JICA pense qu'il faudra veiller tout particulièrement à encourager un développement indépendant une fois le programme terminé. Pour y parvenir, il faudra s'appuyer sur trois éléments : 1) l'établissement de relations avec des entreprises japonaises présentes en Inde ; 2) la collaboration entre l'industrie, les universités et les pouvoirs publics ; et 3) l'exploitation du réseau formé par les anciens participants à ce programme. La JICA espère que le réseau de chefs de file engendré par ce programme permettra de soutenir et de mener à bien la modernisation du secteur manufacturier en Inde.

En haut : Stagiaires discutant d'un problème
En bas : À la fin du cours, les participants marquent leur sentiment d'appartenance en pratiquant le salut traditionnel « Yo wan » et en tapant dans leurs mains.



l'intensification des échanges et des investissements favorisent l'activité économique à l'échelle nationale. Enfin, il est vital pour les pays en développement de renforcer la compétitivité de leurs industries locales face à une concurrence internationale de plus en plus vive.

Actions de la JICA

Les initiatives de la JICA en faveur de l'essor du secteur privé se sont jusqu'ici concentrées sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est, deux régions qui ont enregistré une croissance économique hors du commun. Le passage d'une économie fondée sur le secteur public à un modèle faisant une large place au secteur privé s'opère sans à-coups dans ces régions. Les pays en développement cherchent à s'adapter à la mondialisation des échanges économiques, phénomène récent et qui s'accélère, en adhérant à des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en signant des accords de partenariat économique (APE).

Face à la crise financière qui ébranle aujourd'hui la planète, la JICA soutient activement le développement du secteur privé, en mettant l'accent

sur les PME, le tourisme, les échanges et les investissements.

Échanges et investissements

Les pays en développement doivent accroître le rythme de leurs échanges et de leurs investissements, et développer des atouts à l'échelle nationale pour faire face à la concurrence mondiale et aux défis économiques engendrés par la mondialisation. La JICA assure une aide dans trois domaines stratégiques : développement de l'infrastructure industrielle, renforcement organisationnel et développement des compétences. Le premier domaine comprend le renforcement des institutions : élaboration d'une législation favorable au développement des échanges et des investissements et d'autres systèmes, et création d'autres infrastructures nécessaires à l'essor de l'industrie nationale. Dans cet esprit, la JICA appuie également le renforcement d'entités comme les agences de promotion des échanges et des investissements, le renforcement de l'organisation des entreprises, et le développement des compétences des effectifs du secteur privé et des dirigeants des pays concernés. En matière d'échanges et d'investissements, la JICA apporte une aide diversifiée allant

de l'élaboration de politiques industrielles à la promotion des exportations. Parmi les projets JICA les plus appréciés, citons le projet visant à former des chefs de file visionnaires dans le secteur manufacturier en Inde (voir page 82) et le projet de promotion des exportations égyptiennes.

Un autre programme de la JICA mobilise l'attention : l'aide au développement du secteur industriel éthiopien. Ce programme a été lancé à la demande du Premier ministre Meles Zenawi, impressionné par l'expérience accumulée par le Japon au fil de ses programmes d'aide en faveur de ses partenaires asiatiques, et par un projet mis en œuvre par la JICA en Tunisie : l'étude de plan directeur pour l'amélioration de la qualité et de la productivité (voir page 85). Il s'agit d'élaborer un programme portant sur le contrôle de la qualité et l'amélioration de la productivité – un peu comme dans le projet tunisien – et prévoyant un dialogue autour de la politique industrielle, un peu comme celui planifié conjointement par l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS) du Japon et la JICA (huit rencontres prévues sur une période de deux ans) qui englobera les expériences du Japon et d'autres pays asiatiques.

Exemple

Échanges et investissements Laos

Étude préliminaire pour le développement industriel

Étude préliminaire pour le développement industriel

Dans ce pays enclavé qu'est le Laos, les difficultés de distribution des marchandises ont largement freiné le développement économique. De même, l'industrialisation a souffert du manque de ressources naturelles et humaines. Le plan national de développement socioéconomique du pays énonce quelques grands principes pour la période quinquennale qui a débuté en 2006. Tout en étant fidèle aux principes du socialisme, ce plan ouvre la voie à la modernisation et à l'industrialisation du Laos en introduisant des mécanismes de marché dans l'économie.

En conduisant une étude préparatoire pour les plans de développement industriel du Laos, la JICA a respecté cinq grands principes : 1) élaboration d'un modèle de plan directeur de développement industriel combinant appui intellectuel et aménagement d'équipements et d'infrastructures ; 2) promotion d'une approche modérée de l'industrialisation qui préserve la structure agro-industrielle du pays ; 3) définition d'un cadre législatif favorable à l'industrialisation,

et élaboration d'autres instruments pour accroître les échanges commerciaux ; 4) établissement d'un plan intégré pour les parcs industriels ; et 5) construction de parcs industriels adaptés aux besoins du pays, conformément à la volonté du gouvernement.

Par des discussions solennelles avec le gouvernement laotien, la JICA prévoit également d'améliorer la prise de conscience des enjeux environnementaux.



Inspection sur site au Laos

Tourisme

Pour l'instant, ce sont les entreprises privées qui dominent le marché touristique. Le type de tourisme le plus répandu étant exogène, cette activité n'a que peu de retombées positives pour la population locale. Afin que les communautés locales puissent profiter de l'essor du tourisme, la JICA s'efforce d'aider les pays concernés à passer d'un développement touristique exogène à une démarche endogène. La JICA pense que les pouvoirs publics, les opérateurs touristiques privés et les

résidents locaux peuvent élaborer conjointement un mode de développement touristique favorisant la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales. L'objectif de l'Agence est de promouvoir un mode de tourisme durable qui puisse contribuer au développement global de la région.

L'un des grands défis auxquels la planète est aujourd'hui confrontée est la préservation de l'environnement mondial. À cet égard, l'écotourisme offre un potentiel considérable. Pour en

apprendre davantage sur les efforts de la JICA en faveur de l'écotourisme en République dominicaine, voir ci-après. Parmi les autres nouveaux projets menés par la JICA dans le secteur touristique, citons le projet de promotion touristique de Jéricho (voir plus loin). Jéricho possède de nombreuses ressources touristiques et bénéficie d'une relative stabilité politique. Par le biais de ce projet et du développement ultérieur de l'activité touristique, la JICA souhaite procurer à la région de Jéricho un avantage culturel et économique.

Exemple

Tourisme Palestine Projet de développement du tourisme durable à Jéricho via un partenariat public-privé

Soutenir la coopération public-privé pour promouvoir le tourisme durable

Bethléem, Jéricho et Jérusalem-Est comptent parmi les sites historiques les plus connus, à côté des autres richesses touristiques de la Palestine. Avant l'éclatement de la seconde Intifada* en septembre 2000, l'industrie touristique représentait 11 % du PIB palestinien. Jéricho en particulier, dont la fondation remonte à 10 000 ans et qui passe pour l'une des plus vieilles villes du monde, a accueilli entre 230 000 et 250 000 visiteurs par an entre 1998 et 2000. Cette destination était si fréquentée que la construction d'hôtels et d'autres infrastructures étaient en projet. Toutefois, après la seconde Intifada, le nombre de visiteurs s'est effondré, passant à 1 200 en 2001, avant de stagner les années suivantes (30 000 visiteurs en 2004), ce qui s'est traduit par une baisse brutale des revenus du tourisme.

Si la ville de Jéricho a connu une embellie en

2005, avec un total de 100 000 visiteurs, il convient toutefois de prendre des mesures énergiques pour y promouvoir le tourisme. La réalisation de cet objectif passe notamment par la prise en compte des problèmes suivants : valorisation insuffisante des ressources (en particulier des monuments culturels), accès limité à l'information et produits trop peu élaborés. Dans ce contexte, l'Autorité palestinienne a demandé au Japon de l'aider à trouver des solutions à ces problèmes ; en 2009, la JICA a commencé à envoyer des experts en promotion touristique.

La première année du projet a permis de mettre sur pied le Comité du patrimoine touristique de Jéricho, chargé d'assurer la promotion du tourisme en collaboration avec les secteurs public et privé. Ce comité a pour mission de définir le modèle et la stratégie de développement touristique de la ville en s'appuyant sur la participation des habitants.



Marché artisanal

* Le terme d'Intifada – qui signifie « réveiller, secouer » en arabe – fait généralement référence aux deux soulèvements du peuple arabe palestinien contre l'occupation militaire israélienne. La première Intifada a eu lieu en décembre 1987.

Exemple

Tourisme République dominicaine Écotourisme

Valoriser les ressources naturelles par l'écotourisme, au profit de la population locale

La République dominicaine, État insulaire de la mer des Caraïbes, est une destination très prisée des touristes du monde entier. Elle attire chaque année davantage de visiteurs que tout autre pays des Caraïbes. Néanmoins, l'industrie du tourisme doit faire face à un certain nombre de défis. Par exemple, l'impact sur l'environnement de l'aménagement de stations balnéaires dévolues au tourisme de masse n'est pas suffisamment pris en compte. De plus, si le pays accueille d'innombrables touristes, beaucoup d'entre eux optent pour des formules « tout compris » dans des complexes balnéaires, dont ils sortent rarement pour partir à la découverte de l'île. C'est ainsi que la population locale ne retire quasiment aucun bénéfice de l'activité touristique.

La République dominicaine occupe une partie de l'île d'Hispaniola, dont les écosystèmes endémiques sont restés largement préservés. En plus de ses plages, ce pays abrite donc un grand nombre de parcs nationaux et de réserves

naturelles. Avec ses splendides paysages montagneux, ses lacs naturels et ses retenues artificielles, sa multitude d'anses et de baies, ses forêts et ses villes chargées d'histoire, la République dominicaine possède un immense potentiel en termes d'écotourisme. Il convient désormais de le mettre convenablement en valeur.

La JICA a engagé des efforts pour introduire l'écotourisme dans la région, en s'appuyant sur des objectifs à court et à long terme. Ces efforts visent

notamment à diversifier l'offre touristique, à protéger et à préserver les ressources naturelles, et à permettre l'amélioration globale des conditions de vie des communautés locales.



Participation à un trekking en forêt dans le cadre d'un programme de formation au Japon (Yanbaru, Okinawa)

Promotion des petites et moyennes entreprises

De nombreux pays en développement ont été pénalisés par le retard de développement des systèmes et des politiques en faveur des PME, mais aussi par l'accès insuffisant aux technologies adéquates et la pénurie de ressources

humaines compétentes pour gérer les sites de production existants. Tous ces facteurs ont entravé la croissance des entreprises de ces pays. Dans ce contexte, la JICA a déployé des programmes d'aide visant à développer les ressources humaines au sein des instances gouvernementales en charge de

la promotion des PME, et à améliorer la productivité au sein des entreprises.

Dans les régions où l'industrie reste insuffisamment développée, la JICA a mis en œuvre des programmes de développement de l'industrie locale s'appuyant sur le concept « Un village, un produit » ; l'objectif est de créer des

Exemple

Petites et moyennes entreprises (PME) Tunisie Étude de plan directeur pour l'amélioration de la qualité et de la productivité

Rendre les produits locaux plus compétitifs sur le plan international

La Tunisie est l'un des pays d'Afrique du Nord qui bordent la Méditerranée. Elle a supprimé les barrières tarifaires sur les produits industriels d'origine communautaire suite à son entrée dans la zone de libre-échange avec l'Union européenne (UE) en janvier 2008. Peu après, des produits peu coûteux mais de qualité en provenance de l'UE ont commencé à affluer sur le marché tunisien. Résultat : les industries locales qui avaient longtemps profité de politiques protectionnistes se sont retrouvées en première ligne. Leur mise à niveau s'imposait. La Tunisie était confrontée à un défi urgent : promouvoir des entreprises capables de créer des produits susceptibles de rivaliser avec les importations.

C'est dans cette optique qu'une entité nationale de contrôle qualité a été mise sur pied en 2005 ; elle bénéficie de l'appui de la JICA. La JICA

a conduit des recherches et réalisé des analyses sur les pratiques de production et de contrôle qualité de deux secteurs phares de l'industrie tunisienne, l'électronique et l'agro-alimentaire. Elle a par ailleurs élaboré un plan directeur pour tracer les grandes lignes de la politique nationale, du système d'exécution et des méthodes de formation qui permettraient de généraliser l'adoption de nouvelles pratiques dans les entreprises du pays à l'avenir. Chacun des manuels créés pour les besoins du plan directeur a été rédigé avec un soin extrême, prenant en compte le contexte socio-culturel de la Tunisie. En introduisant les méthodes japonaises d'amélioration de la qualité et de la productivité, la JICA entend aider les produits tunisiens à rester compétitifs sur les marchés internationaux.



En haut : Réalisation d'analyses dans une usine de transformation alimentaire
En bas : Améliorations apportées à une usine de construction électrique/électronique

Exemple

Petites et moyennes entreprises (PME) Mexique Projet de transfert technologique en faveur des industries dérivées (technologies d'emboutissage)

Mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en composants de haute qualité à l'échelle nationale

Le Mexique est passé d'une approche protectionniste (visant à protéger son industrie) à une politique de libéralisation et d'ouverture de ses marchés. Mais les multiples PME qui forment le tissu industriel du pays, et dont beaucoup jouaient un rôle actif dans l'industrie des composants, n'étaient pas suffisamment performantes pour résister à la concurrence des produits importés.

Ainsi, les défaillances de PME se sont multipliées à mesure que le pays progressait sur la voie libérale, ce qui n'a fait qu'accroître le chômage et l'angoisse sociale. Pour les gouvernements successifs, la politique industrielle devait mettre l'accent sur l'amélioration de la compétitivité et sur la promotion des micro-entreprises

et des PME, afin de soutenir les industries dérivées. Mais en réalité, la plupart des pièces fabriquées au Mexique n'étaient pas d'assez bonne qualité, en l'absence de technologies adéquates, comme les technologies d'emboutissage des métaux, par exemple. Le pays était donc tributaire des importations pour couvrir ses besoins en composants de haute qualité.

Soucieuse d'aider le Mexique à améliorer le niveau technologique de ses presses d'emboutissage, la JICA a détaché des spécialistes pour former des ressources humaines capables d'assurer les transferts technologiques au niveau local. Parallèlement, l'Agence a organisé des séminaires afin de diffuser les standards technologiques sur tout le territoire mexicain. Beaucoup de fabricants japonais d'automobiles,

d'appareils électroniques et d'équipements de télécommunications possèdent des usines dans ce pays, mais ils étaient jusqu'ici contraints d'importer tous les composants dont ils avaient besoin. Ces industriels bénéficieraient grandement de la possibilité de s'approvisionner en composants fabriqués sur place. Ceci contribuerait à améliorer les perspectives d'emploi locales pour les Mexicains – qui seraient moins nombreux à devoir s'exiler aux États-Unis pour y chercher du travail – et favoriserait la création et le développement des PME et des micro-entreprises.



Conférence sur les technologies d'emboutissage donnée par un expert



Cet homologue explique le fonctionnement de la presse prêtée dans le cadre du projet

emplois et de corriger les disparités régionales. En Afrique, la JICA s'efforce de lancer ce système dans 12 pays. Outre le Malawi, où ce concept est déjà bien implanté, l'Agence a réalisé des recherches au Kenya, au Nigeria et au Ghana, en parallèle avec les programmes d'aide technique en cours. En Asie, les efforts de la JICA mettent l'accent notamment sur le développement industriel local, toujours selon le modèle « Un village, un produit » ; des projets ont démarré au Vietnam, au Laos et en Indonésie.

Jusqu'à présent, la JICA a mis en œuvre de vastes programmes d'aide

technique et de conseil technologique dans le domaine du moulage métallique en faveur des PME. Mais depuis quelque temps, les besoins de conseil ne cessent de croître en ce qui concerne les pratiques générales de gestion des PME et les méthodes d'amélioration de la productivité et du contrôle qualité. En outre, les pays en développement sont de plus en plus demandeurs de programmes d'aide centrés sur le développement de ressources humaines capables de guider les propriétaires de PME dans leurs efforts pour aiguiser leurs compétences

en gestion.

Grâce à l'intégration de son organisation, la JICA est désormais en mesure d'accorder des prêts d'APD pour répondre aux besoins de financement des PME qui ont de plus en plus de mal à trouver les capitaux nécessaires pour soutenir leur activité dans les pays en développement. À l'avenir, la JICA s'efforcera de susciter des synergies en associant coopération technique et aide au financement, afin de développer des méthodes d'aide plus efficaces.

Ressources naturelles et énergies

—Favoriser un approvisionnement régulier en énergie électrique via un partenariat public-privé—

Tirer parti des technologies japonaises de pointe

Situation générale

La demande énergétique mondiale ne cesse de croître, y compris en Asie et dans d'autres pays en développement, où l'accroissement démographique et l'industrialisation font exploser les besoins en énergie. Sur fond de flambée des prix du pétrole et des autres sources d'énergie, et de préoccupations internationales croissantes vis-à-vis de l'environnement, l'approvisionnement énergétique est l'un des grands défis auxquels la communauté internationale

doit (et devra continuer à) faire face.

De plus, la libéralisation du marché de l'électricité, qui touche également les pays en développement, se traduit par la place grandissante des opérateurs privés dans le secteur électrique, à mesure qu'un nombre croissant de pays engagent des réformes fondées sur des partenariats public-privé. D'un autre côté, le formidable potentiel offert par les énergies renouvelables suscite un grand intérêt. À partir d'un certain niveau d'exploitation, celles-ci con-

tribuent également à réduire les gaz à effet de serre. Pour toutes ces raisons, on espère qu'elles joueront un rôle moteur dans la diversification des ressources énergétiques.

Actions de la JICA Électricité et énergie

Deux points essentiels sont à prendre en compte dans les programmes d'aide concernant l'énergie et l'électricité : 1) instauration d'une croissance économique durable grâce à un approvisionnement

Exemple

Efficacité énergétique Programme d'appui à l'efficacité énergétique en Iran

Mettre à profit l'expérience des chocs pétroliers pour proposer des technologies d'efficacité énergétique adaptées aux besoins de l'Iran.

L'essor de l'industrie et la hausse du trafic automobile ont entraîné l'augmentation rapide de la consommation énergétique en Iran, où la consommation totale d'énergie atteint aujourd'hui 44 % de la production. C'est une question très préoccupante pour l'économie iranienne, sachant que ce pays tire 75 % de ses ressources en devises de ses exportations de pétrole. Pour optimiser l'utilisation de l'énergie dans le secteur industriel, dont les besoins représentent 25 % de la consommation totale, le gouvernement a créé un centre de formation sur l'efficacité énergétique.

Pour garantir le bon fonctionnement de ce nouveau centre, la JICA a fourni des conseils sur les technologies d'analyse énergétique d'usines telles

que les cimenteries et les aciéries, et elle a organisé des séminaires sur la gestion de la chaleur à l'intention des conférenciers du centre. Au début de ce programme, l'Iran – tout comme le Japon il y a quelques années – ne mesurait pas encore pleinement l'importance de la collecte de données sur la consommation d'énergie de ses usines. En collaboration avec des homologues, la JICA a comparé les mesures et analyses de données effectuées avec celles d'installations similaires au Japon. Cette évaluation formelle a donné lieu ultérieurement à l'élaboration d'un rapport sur le type d'améliorations à apporter et sur la manière dont elles pouvaient être réalisées.

Bien que l'appui au centre de formation sur l'efficacité énergétique ait pris fin en mars 2007, ce centre a évolué conformément aux attentes, et il est désormais à même de proposer ses propres programmes de formation. Après le choc pétrolier, le Japon a appliqué des méthodes qui lui ont permis de réduire de 30 % la quantité d'énergie utilisée en dix ans.



Le programme de formation suit son cours

La réussite de ce projet montre que la JICA a su une nouvelle fois tirer parti de l'expérience du Japon pour promouvoir des méthodes similaires en Iran. L'Agence a reçu récemment une nouvelle demande de l'Iran concernant la promotion de techniques liées à l'efficacité énergétique des bâtiments. Elle prépare actuellement le lancement de ce programme d'aide.

stable en électricité, et 2) promotion de l'électrification des zones rurales.

La JICA a déployé de nombreux projets d'APD (prêts) et d'aide technique dans le secteur de l'énergie et, à l'avenir, elle entend poursuivre ses efforts dans ce domaine pour mettre en œuvre des projets avec une efficacité accrue. Par exemple, une approche intégrée combinant des études sur la construction de centrales électriques et la construction elle-même permettra à l'Agence de réaliser des projets d'aide beaucoup plus rapidement et efficacement qu'avant, ce qui raccourcira sensiblement les délais d'exécution.

Les projets d'aide dans le secteur de l'énergie se concentraient auparavant sur l'aménagement des infrastructures connexes et le développement de ressources humaines capables d'assurer l'exploitation, la maintenance mais aussi la construction des équipements énergétiques. Toutefois, sur fond de libéralisation croissante du marché de l'électricité à travers le monde, les pays en développement tendent eux aussi de plus en plus à confier l'exploitation de leurs réseaux électriques à des opérateurs privés, alors que cette fonction était jusqu'ici dévolue à l'État. Les programmes de la JICA doivent les aider à progresser en douceur sur cette voie. Par ailleurs, s'agissant de la promotion de l'électrification en milieu rural, il convient de renforcer les capacités administratives des pouvoirs publics dans les pays en développement, en prenant en compte la dimension sécurité humaine et le point de vue des populations locales – à qui les projets d'aide doivent bénéficier en premier lieu – dans les zones qui ne sont pas encore raccordées au réseau. Dans ce secteur, la JICA s'emploie également à renforcer les programmes d'aide en faveur du secteur électrique en Afrique.

En mars 2009, l'Institut de recherche de la JICA à Tokyo a accueilli le Forum de l'électricité en Asie. Les pays en développement doivent aujourd'hui trouver les moyens d'assurer une fourniture stable d'électricité face à une demande qui augmente rapidement ; ce qui ne va pas sans poser un certain nombre de défis. Le Forum a rassemblé des représentants du secteur électrique de cinq pays d'Asie et des opérateurs privés japonais œuvrant dans ce secteur. Sur le thème de la réforme du secteur électrique, chaque

pays participant au Forum a présenté des rapports d'études de cas, et des débats ont eu lieu sur les possibilités de coopération entre les gouvernements et le secteur privé, le recours au partenariat public-privé et un certain nombre d'autres sujets. Les participants ont apporté des contributions très positives, conscients de l'importance de ces échanges d'informations et d'expériences. En outre, les représentants du gouvernement japonais ont fait le point sur l'avancement de la réforme structurelle du secteur électrique au Japon. En fin de compte, le Forum a permis aux pays participants de réfléchir ensemble aux efforts à entreprendre pour réformer leur propre secteur électrique.

Ressources naturelles et efficacité énergétique

Pour soutenir la préservation des ressources naturelles et de l'énergie, la JICA met en œuvre des efforts dans les trois domaines suivants : ressources minières, énergies renouvelables et efficacité énergétique.

1) Exploitation minière

La JICA contribue au développement de ressources informationnelles et à l'élaboration de plans directeurs pour l'exploitation durable des ressources minières. Elle déploie par ailleurs des efforts pour améliorer la compétitivité des pays en développement sur la scène internationale.

2) Énergies renouvelables

Dans une optique de protection de l'environnement mondial, la JICA conduit des études sur les plans de développement de systèmes photovoltaïques et de petites centrales hydroélectriques, l'objectif étant de mettre en place une électrification rurale s'appuyant sur des solutions énergétiques indépendantes. En outre, l'Agence a créé un nouveau programme d'aide sous forme de dons, baptisé « Programme d'aide non remboursable pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique* ». Les efforts entrepris dans le cadre de ce nouveau programme se concentrent actuellement sur la production d'électricité photovoltaïque dans les pays bénéficiaires. En particulier, la JICA a élaboré des plans relatifs aux projets d'énergie solaire dans les pays participant au « Cool Earth Partnership », un programme de partenariat en faveur des énergies propres. Elle a commencé par mettre en œuvre des

activités dans plusieurs pays océaniques, où des systèmes photovoltaïques seront raccordés aux réseaux électriques locaux. Au Kenya, en Indonésie et dans plusieurs pays d'Amérique Centrale et du Sud, la JICA a également engagé des programmes visant à développer la géothermie.

* Ce nouveau programme a été lancé durant l'exercice 2008, pour contribuer aux mesures de réduction des gaz à effet de serre (mesures d'atténuation) et soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique (mesures d'adaptation).

3) Efficacité énergétique

La formation par la JICA de techniciens en maîtrise de l'énergie constitue un autre point fort de ses projets d'efficacité énergétique capitalisant sur les technologies japonaises. Jusqu'à présent, la JICA a contribué à former des techniciens en maîtrise de l'énergie capables de gérer la consommation de chaleur et d'électricité en Thaïlande, en Turquie et en Pologne. À l'issue d'une série de projets d'aide en Turquie, les techniciens nouvellement formés ont pu voler de leurs propres ailes ; ils sont aujourd'hui capables de former d'autres techniciens dans des pays tiers. Dans l'ensemble, la JICA a enregistré des résultats très positifs avec ce programme de formation appliqué à la maîtrise de l'énergie.

De plus, avec le lancement de la nouvelle JICA, le système des programmes de prêts d'APD devrait être encore plus facile à déclencher et permettre une meilleure efficacité des programmes d'aide. La JICA déploie actuellement en Inde un système de prêts avec un intermédiaire financier (*two-step loan**) dans le domaine de l'efficacité énergétique. L'Agence table sur les synergies que devrait susciter le recours parallèle à la coopération technique et aux programmes d'aide au financement, sachant qu'elle compte étendre à d'autres pays ce système de prêts. Par ailleurs, la nouvelle JICA peut nouer beaucoup plus facilement des liens avec le secteur privé. La JICA est convaincue qu'à l'avenir, un nombre encore plus important de pays pourront profiter ainsi de l'excellence de la technologie japonaise.

* Système permettant d'utiliser les prêts d'APD accordés aux institutions de financement du développement du pays emprunteur pour prêter de l'argent aux PME locales.

Stratégie de la JICA en matière d'aide pour le commerce

Qu'est-ce que l'aide pour le commerce (APC) ?

L'aide pour le commerce (APC) est conçue pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leur infrastructure liée au commerce afin qu'ils puissent bénéficier de l'essor des échanges commerciaux et réduire la pauvreté. En d'autres termes, tous les bénéfices commerciaux contribueront directement à la croissance économique du pays concerné.

Cette idée a pris naissance dans les années 1990, alors que la participation croissante des pays en développement dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) braquait les projecteurs sur les problèmes de développement de ces pays.

Depuis la conférence ministérielle de Seattle, l'OMC accorde davantage d'attention non seulement aux négociations de libre-échange, mais aussi aux questions de développement lors de ses réunions, par égard pour les pays en développement. Par la suite, lors du cycle de Doha (cycle de négociations commerciales multilatérales) et de la 6^{ème} conférence ministérielle qui s'est tenue à Hong Kong, les membres de l'OMC ont reconnu que le libre-échange aurait un impact négatif sur les pays en développement. Le concept d'APC a été promu pour améliorer les capacités en matière d'offre dans les pays en développement, afin d'atténuer cet impact.

L'APC part de l'idée qu'en aidant les pays en développement à se doter d'infrastructures liées au commerce et de capacités en matière d'offre, on peut leur permettre de réaliser des bénéfices grâce au commerce et stimuler

ainsi leur croissance économique. L'APC se concentre par exemple sur l'aménagement d'infrastructures qui permettent de réduire le coût des marchandises offertes, et sur le développement de capacités dans le domaine du commerce et des investissements. Voici quelques domaines particuliers de l'APC :

- ▶ Politique et réglementation commerciales
- ▶ Promotion du commerce
- ▶ Infrastructures liées au commerce
- ▶ Acquisition de capacités de production
- ▶ Ajustements liés au commerce
- ▶ Autres besoins liés au commerce

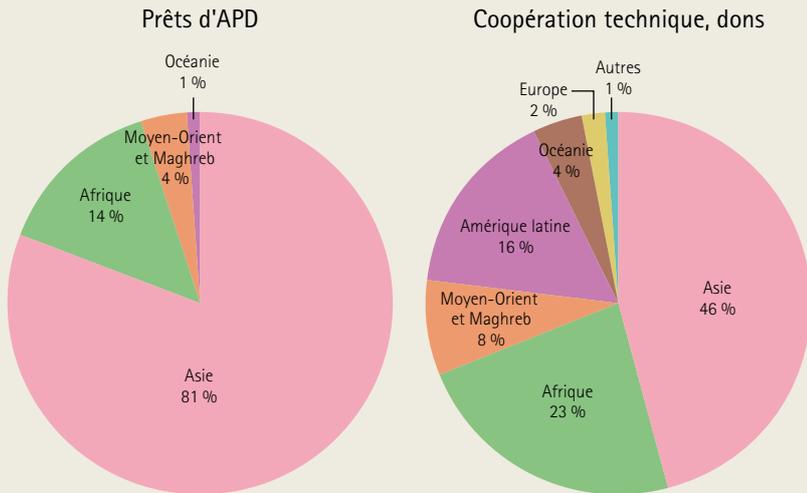
Efforts d'APC menés par la JICA

Dans ce contexte, la JICA élabore également des programmes en relation avec l'APC. À titre d'exemple, environ 76 % de l'ensemble des projets liés à des prêts d'APD concernaient l'APC. L'Asie et l'Afrique sont les principales régions bénéficiaires de projets liés à l'APC (voir figure 1). L'aide aux pays d'Asie représente plus de 81 % de l'ensemble des projets d'APD (prêts) liés à l'APC, et 46 % des projets de coopération technique / d'aide non remboursable liés à l'APC. Quant à l'aide aux pays d'Afrique, elle correspond à 14 % de l'ensemble des projets d'APD (prêts) liés à l'APC, et à 23 % des projets de coopération technique / d'aide non remboursable liés à l'APC. Rien qu'à l'intérieur de la région ANASE, la moitié des projets de coopération technique liés à l'APC concernent les pays CLMV (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). La plupart des projets d'APD (prêts) de cette région ciblaient le Vietnam, mais le Cambodge a également bénéficié de cer-

tains d'entre eux. Ceci témoigne de l'approche adoptée par la JICA pour contribuer à atténuer les disparités régionales et à améliorer l'intégration des pays de l'ANASE par l'essor des échanges commerciaux (voir figure 2). En outre, quand on observe les différents domaines d'intervention au sein de la région ANASE, il apparaît clairement que la JICA se focalise sur le développement de l'infrastructure économique. Ainsi, l'Agence cherche à promouvoir une croissance économique globale par un développement des infrastructures au niveau régional, avec des retombées bénéfiques pour chaque pays (voir figure 3).

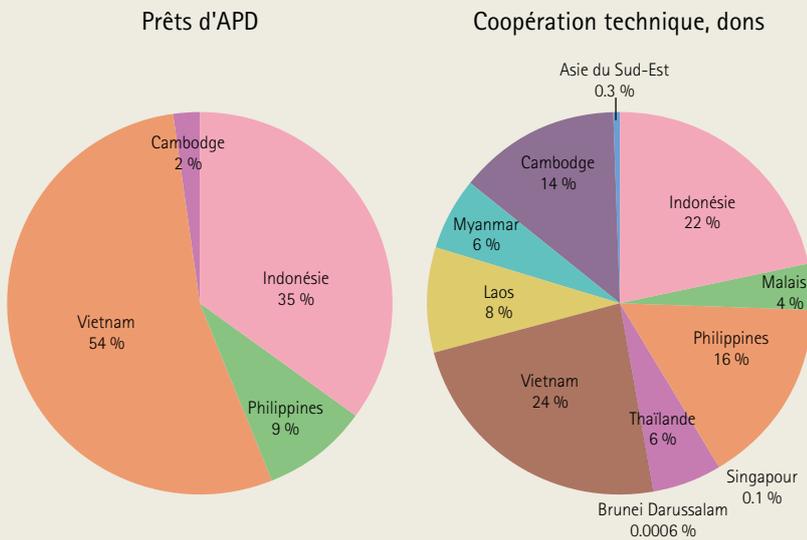
L'OMC a décidé de procéder en 2009 à un examen global de l'aide pour le commerce ; une réunion mondiale consacrée à ce bilan a eu lieu les 6 et 7 juillet 2009 à Genève. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Shintaro Ito représentait le Japon lors de ce forum de haut niveau. Des représentants de la JICA ont également participé aux réunions de section ; ils y ont présenté les efforts de la JICA et les contributions générales en matière d'APC. Avant la réunion consacrée à l'examen global, la JICA a aussi pris part à un certain nombre de réunions régionales. En particulier, l'Agence a participé à la réunion régionale de l'ANASE qui s'est tenue au Cambodge. Elle a ainsi pu exposer sa contribution et sa politique concernant l'APC au sein de l'ANASE. Lors de la réunion consacrée à l'examen global, le suivi de l'APC et les stratégies relatives à la coordination des donateurs ont fait partie des thèmes débattus.

Figure 1 Résultats 2007 de l'APC par région



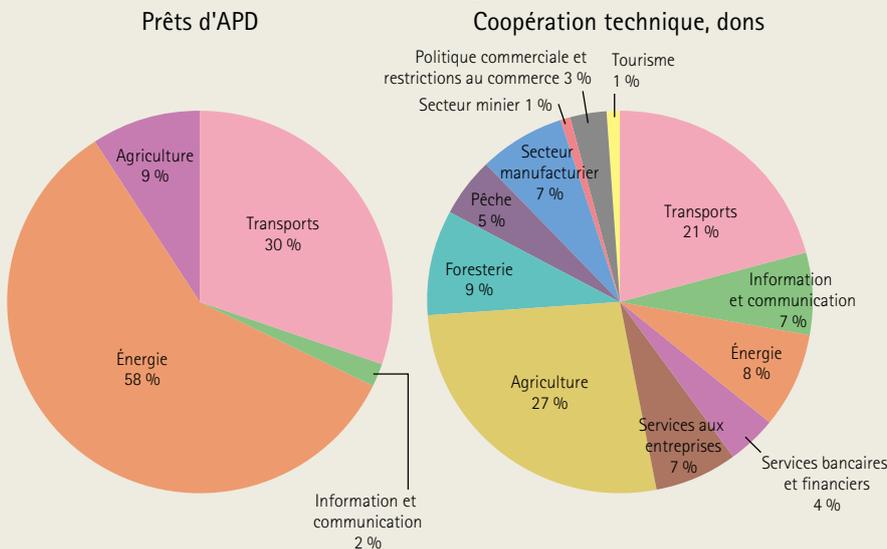
- En 2008, environ 76 % des programmes de prêts d'APD de la JICA étaient consacrés à l'APC
- L'Asie et l'Afrique sont devenues les principales régions bénéficiaires des programmes d'aide : l'Asie représente 81 % de l'ensemble des programmes de prêts d'APD liés à l'APC et 46 % de l'ensemble des programmes de coopération technique et de dons liés à l'APC.
- L'Afrique représente 14 % des programmes financés de prêts d'APD liés à l'APC et 23 % des programmes de coopération technique et de dons liés à l'APC.

Figure 2 Résultats 2007 de l'APC par pays dans la région ANASE



- Au sein de la région ANASE, plus de la moitié des projets de coopération technique liés à l'APC concernent les pays CLMV (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam).
- Des projets liés à des prêts d'APD ont démarré au Vietnam et au Cambodge, ce qui montre l'orientation des programmes d'aide visant à réduire les disparités entre pays de l'ANASE grâce à l'expansion du commerce et au renforcement de l'intégration régionale.

Figure 3 Résultats 2007 de l'APC par secteur dans la région ANASE



- Le développement de l'infrastructure économique est le principal domaine ciblé par les programmes d'aide dans la région ANASE, ce qui montre que la JICA cherche à promouvoir une croissance économique globale par un développement des infrastructures au niveau régional, avec des retombées bénéfiques pour chaque pays.

Remarque : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Études préparatoires

Exploiter les spécificités des trois programmes d'aide pour gagner en mobilité, rapidité et synergie



Expert de la JICA réalisant une étude sur la végétation forestière avec l'un de ses homologues (Vietnam).

Caractéristiques des études préparatoires

Avant la création de la nouvelle JICA, les processus d'élaboration des projets relevant des principaux programmes, à savoir la coopération technique, les prêts d'APD et l'aide non remboursable (dons), étaient conduits séparément. Les études préparatoires ont été introduites pour simplifier ces opérations en les intégrant en un seul et même processus.

Les caractéristiques inhérentes aux études préparatoires permettent à la JICA de fournir une aide plus mobile et plus rapide, car la décision d'exécution

peut être prise à tout moment si nécessaire, en consultation avec le ministère des Affaires étrangères. Les études conduites séparément par le passé (élaboration du programme de coopération ou des différents projets) peuvent au besoin être réunies en une étude.

Les études préparatoires permettent en outre à la JICA d'apporter une coopération plus efficace et de réaliser des combinaisons d'aides optimales en profitant des effets de synergie générés par l'exploitation des spécificités des différents programmes et en les associant de la meilleure façon possible.

Objectifs et contenu des études

On peut schématiquement diviser les objectifs des études préparatoires en deux types.

- 1) Définition d'objectifs de coopération permettant d'atteindre des objectifs de développement spécifiques et élaboration de scénarios de coopération appropriés permettant d'atteindre ces objectifs.
- 2) Identification et élaboration de projets individuels et de plans d'exécution correspondants, proposition de thèmes de coopération et examen de la pertinence, de l'efficacité et de la rentabilité des projets soumis à l'étude.

Durant la seconde moitié de l'exercice 2008, 179 études préparatoires ont été réalisées (données au 31 mars 2009).

Principales études préparatoires

Nom du pays	Nom de l'étude
Indonésie	Étude préparatoire sur le projet d'amélioration du système de sécurité portuaire, phase II
Indonésie	Étude préparatoire relative au programme d'enseignement supérieur
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet de développement de l'approvisionnement en eau du sud de Bali
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet de centrale hydroélectrique de Kusan
Indonésie	Étude préparatoire relative au projet d'extension de la ligne nord-sud du système de transports en commun de Jakarta
Indonésie	Étude préparatoire relative au développement des infrastructures publiques et privées
Malaisie	Étude préparatoire relative au projet d'usine de traitement des eaux usées (II)
Philippines	Étude préparatoire relative au projet de ports de pêche à l'échelon national (III)
Philippines	Étude préparatoire relative au projet de développement intégré des infrastructures dans le centre des Philippines
Philippines	Étude préparatoire relative au programme de prêts sectoriels pour la gestion des catastrophes
Philippines	Étude préparatoire relative au projet d'amélioration du réseau d'égouts du métro de Manille et de l'environnement sanitaire
Philippines	Étude préparatoire relative au programme de gestion du patrimoine routier
Timor-Leste	Étude préparatoire relative au projet de réaménagement d'urgence du port d'Oecusse
Région Océanie	Étude préparatoire relative au développement de ressources humaines dans le secteur de la santé
Région Océanie	Étude préparatoire relative à la stratégie de lutte contre le changement climatique dans la région Pacifique
Îles Salomon	Étude préparatoire relative au réseau de radiodiffusion pour gérer la prévention des catastrophes
Tuvalu	Étude préparatoire relative à la modernisation du réseau de radiodiffusion en ondes moyennes
Samoa	Étude préparatoire relative à la modernisation des installations de prévision météorologique de Samoa et aux applications météorologiques dans d'autres secteurs
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de développement du littoral maritime méridional
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de développement des ressources humaines
Thaïlande	Étude préparatoire relative au projet de lutte contre le changement climatique
Cambodge	Étude préparatoire relative au projet d'extension de l'approvisionnement en eau de Siem Reap
Cambodge	Étude préparatoire relative à la promotion du secteur privé
Laos	Étude préparatoire relative à l'élaboration d'une stratégie de base pour le développement des grandes métropoles régionales
Laos	Étude préparatoire relative au développement industriel en République démocratique populaire lao
Laos	Étude préparatoire relative à l'extension de la centrale hydroélectrique de Nam Ngum 1
Vietnam	Étude préparatoire relative au renforcement du système de mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires
Kazakhstan	Étude préparatoire relative à la promotion des exportations au Kazakhstan
Ouzbékistan	Étude préparatoire relative à l'assistance juridique destinée à l'amélioration des conditions de développement des entreprises privées
Ouzbékistan	Étude préparatoire dans le domaine de la gestion des catastrophes en Asie centrale

Nom du pays	Nom de l'étude
Ouzbékistan	Étude préparatoire relative au projet de modernisation de la centrale de production d'énergie thermique de Tachkent
Bangladesh	Étude préparatoire relative au projet de modernisation du système d'approvisionnement en eau de Khulna
Bangladesh	Étude préparatoire sur le projet de développement du réseau de transport urbain de Dhâkâ
Bangladesh	Étude préparatoire relative au projet de construction du pont polyvalent de Padma
Bangladesh	Étude préparatoire relative au projet d'électrification rurale
Inde	Étude préparatoire relative au projet sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
Inde	Étude préparatoire relative au projet d'approvisionnement en eau pour huit villes de l'État de Haryana
Pakistan	Étude préparatoire relative au projet de modernisation de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et du drainage à Lahore
Région Amérique du Nord, Amérique Centrale et Amérique latine	Étude préparatoire relative à l'appui régional destiné à améliorer la gestion de l'environnement et des risques de catastrophes
Salvador	Étude préparatoire relative au programme d'assainissement de l'environnement
Guatemala	Étude préparatoire relative au projet lié à la stratégie municipale de réduction de la pauvreté à San Juan Ixcoy, Ixchiguan et San Bartolomé Jocotenango
Guatemala	Étude préparatoire relative à la promotion des activités de production par des énergies propres dans les villages du Nord
Guatemala	Étude préparatoire relative au programme de prévention des catastrophes
Guatemala	Étude préparatoire relative au projet de réfection de la route Zonapaz (II)
Honduras	Étude préparatoire relative au développement de l'agriculture irriguée dans les vallées de Sulaco et d'Otoro
Honduras	Étude préparatoire relative au programme de réseau de transport et de communication
Mexique	Étude préparatoire relative à la promotion des économies d'énergie
Bolivie	Étude préparatoire relative au projet de développement agro-industriel dans le nord du département de La Paz
Brésil	Étude préparatoire relative au projet de contrôle de l'eau non génératrice de recettes dans l'État de Sao Paulo
Brésil	Étude préparatoire relative au projet de développement des transports urbains à Sao Paulo
Brésil	Étude préparatoire relative au projet de réseau de bus des transports urbains à Belém
Paraguay	Étude préparatoire relative à la modernisation du réseau d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la zone de Ciudad del Este
Pérou	Étude préparatoire relative au secteur d'évacuation des déchets
Pérou	Étude préparatoire relative au projet de modernisation et d'extension de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de l'Amazonie rurale
Pérou	Étude préparatoire relative au projet de modernisation de l'irrigation de la Sierra
Soudan	Étude préparatoire relative au développement agricole dans l'est du Soudan
Ghana	Étude préparatoire relative à la modernisation du secteur des ports et des transports
Ghana	Étude préparatoire relative au programme de renforcement du système de santé maternelle et infantile dans la région de l'Upper West
Kenya	Étude préparatoire relative au soutien à la communauté d'accueil du camp de réfugiés somaliens
Malawi	Étude préparatoire relative au programme de promotion de l'irrigation
Malawi	Étude préparatoire relative au programme de développement de l'infrastructure de transport
Namibie	Étude préparatoire relative au projet de développement du terminal à conteneurs du port de Walvis Bay
Tanzanie	Étude préparatoire relative au projet d'élargissement de la nouvelle route de Bagamoyo
Burundi	Étude préparatoire relative à l'élaboration de projets pour la consolidation de la paix au Burundi
Cap-Vert	Étude préparatoire relative au projet de développement du système d'approvisionnement en eau au Cap-Vert
Cap-Vert	Étude préparatoire relative au projet de développement du système de transmission et de distribution d'électricité
Madagascar	Étude préparatoire relative au projet d'extension de l'aéroport d'Ivato
Mali	Étude préparatoire relative à l'élaboration du programme de coopération pour le développement de la riziculture
Maurice	Étude préparatoire relative au projet d'assainissement de Grand Baie, phase 1-B
Mozambique	Étude préparatoire relative au plan d'aménagement routier le long du corridor de Nacala (Cuamba-Mandimba-Lichinga)
République démocratique du Congo	Étude préparatoire relative à la remise en état des routes à Kinshasa
Iraq	Étude préparatoire relative au projet de mise à niveau de la raffinerie de Baiji
Iraq	Étude préparatoire relative au prêt sectoriel pour l'approvisionnement en eau dans le centre-ouest de l'Iraq
Yémen	Étude préparatoire relative au développement de l'électricité / à l'électrification des zones rurales
Égypte	Étude préparatoire relative à la mise en place d'un parc éolien dans la vallée du Nil
Égypte	Étude préparatoire relative à la remise en état et à la modernisation du groupe de régulateurs de débit de Dirout
Égypte	Étude préparatoire relative à la ligne n°4 du métro de la région métropolitaine du Caire
Cambodge	Étude préparatoire relative à l'étude du plan directeur concernant la promotion de l'industrie minière au Cambodge
Région Océanie	Étude préparatoire relative à l'exploitation des énergies renouvelables dans les pays du Pacifique
Turquie	Étude préparatoire relative à la production d'énergie optimale pour la demande de pointe en Turquie
Turquie	Étude préparatoire relative au projet de système de conseil pour les PME en Turquie



Établissement de formation professionnelle à Dhâkâ (Bangladesh)

Système d'exécution : Modalités de la coopération

Projets de coopération technique

Une coopération sur mesure avec la participation de la communauté

Les projets de coopération technique constituent l'un des principaux volets des initiatives de la JICA outre-mer. L'Agence élabore avec les pays partenaires des projets sur mesure, en prenant en compte les situations locales et en exploitant les connaissances, l'expérience et la technologie du Japon et des pays en développement, afin de résoudre leurs problèmes dans les délais convenus.

Les besoins des pays en développement sont plus divers et variés que jamais. Outre l'agriculture et le développement de l'infrastructure sociale, l'aide englobe, depuis ces dernières années, les mesures de lutte contre les maladies infectieuses, le passage à l'économie de marché et le développement de systèmes juridiques, la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction, notamment en Afghanistan et au Soudan.

La JICA estime qu'il est important de répondre aux besoins de ces pays avec davantage de précision et de rapidité, en planifiant et en mettant en œuvre la coopération avec une efficacité maximale selon la situation et les problèmes de développement de chaque pays.

Caractéristiques des projets de coopération technique

Une coopération respectueuse de l'appropriation

La coopération technique assurée par la JICA est destinée à développer les capacités des ressources humaines et à mettre en place des cadres institutionnels permettant aux pays en développement de se lancer dans des activités économiques et de construire une société stable par leurs propres moyens. Pour garantir un développement économique et social durable même après la fin de la coopération, il est important d'encourager le sentiment d'appropriation des pays en développement au regard des projets. C'est pourquoi l'Agence adopte pour les projets de coopération technique des méthodes

« participatives » associant la population de la zone concernée par le projet aux activités de planification, de gestion opérationnelle et d'évaluation.

Projets conjoints

Les projets de coopération technique sont réalisés en collaboration avec les gouvernements des pays partenaires. La JICA assure non seulement les dépenses relatives aux projets, mais partage également les responsabilités et encourage les efforts d'auto-assistance des pays partenaires en vue d'assurer la pérennité des projets après la fin de la coopération.

Une coopération technique adaptée à la situation locale

La JICA s'efforce de mettre au point des technologies appropriées intégrant le savoir-faire local et la technologie japonaise.

Réforme institutionnelle et renforcement organisationnel

La JICA ne se contente pas de fournir des conseils techniques et d'opérer des transferts de technologie, elle favorise le développement des capacités, afin que les pays en développement puissent eux-mêmes plus efficacement résoudre leurs problèmes, tant au niveau des individus, des organisations que de la société dans son ensemble.

Coopération avec le secteur privé

Pour exploiter pleinement l'expérience et le savoir-faire accumulés par les entreprises privées, les universités, les ONG, etc., la JICA étend sa collaboration avec les acteurs concernés et poursuit une démarche axée sur les résultats dans les secteurs les plus divers.

Exécution et gestion des projets de coopération technique

La matrice de conception du projet (Project Design Matrix, PDM) est un cadre logique structurant le déroulement du projet suivant le schéma : « in-

trants » -> « mise en œuvre des activités » -> « réalisation des objectifs ». La JICA l'utilise comme outil de gestion des projets de coopération technique et afin d'assurer la cohérence des activités de planification, de mise en œuvre et d'évaluation.

Dans la matrice PDM, les « objectifs » sont divisés en trois niveaux :

1) Résultats (extrants)

Biens ou services spécifiques générés par les activités mises en œuvre

2) Objet du projet

Découlant des résultats obtenus, c'est l'objectif que l'on souhaite avoir atteint à la fin du projet

3) Objectif ultime

Objectif de développement que l'on espère atteindre en maintenant les effets de l'objectif atteint du fait de la réalisation du projet. L'objectif de développement est réalisable avec un degré élevé de certitude au bout d'une certaine période à compter de l'achèvement du projet

La matrice PDM permet de rapprocher logiquement les causes et les effets, afin d'établir de quelle manière les liens entre les « intrants » et les « activités » sont combinés en vue d'atteindre les trois niveaux d'objectif. Des indicateurs sont définis pour vérifier la réalisation des « objectifs ». Les conditions extérieures requises pour passer à l'étape suivante sont précisées à chaque stade, jusqu'à ce que la matrice PDM soit terminée. Les projets sont conduits conformément au processus défini par la matrice PDM.

Principaux intrants

Les projets de coopération technique doivent permettre d'obtenir de meilleurs résultats grâce à une combinaison optimale et flexible des intrants – « envoi d'experts », « accueil de participants à une formation technique » et « fourniture d'équipements », par exemple – ainsi qu'à une gestion des projets structurée, englobante et cohérente depuis leur

planification jusqu'à leur mise en œuvre et leur évaluation.

1) Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour travailler avec des représentants du gouvernement et des ingénieurs locaux à la diffusion de technologies et à la création d'institutions adaptées à la situation de ces pays. Si besoin, la JICA envoie des experts de pays tiers (autres que le Japon ou le pays partenaire) à la place des experts japonais, afin de fournir un service spécifique avec plus d'efficacité.

2) Accueil de participants à une formation technique

La JICA invite du personnel compé-

tent de pays en développement, exerçant de hautes responsabilités en matière de développement économique et social, à participer à une formation technique au Japon. Ces personnes peuvent ainsi acquérir le savoir-faire et les technologies dont leur pays d'origine a besoin. La JICA organise également des programmes de formation dans les pays partenaires ou des pays tiers.

3) Fourniture d'équipements

Les matériels et équipements dont les experts ont besoin pour mettre en œuvre une coopération efficace sont fournis aux pays partenaires.

4) Partenariat avec des ONG

La JICA favorise la coordination avec des ONG lorsqu'il faut diffuser large-

ment des technologies, des systèmes et des cadres institutionnels ou dans le cadre d'activités à l'échelon local.

5) Dépenses liées aux activités exercées localement

Pour renforcer les effets de l'aide au développement, la JICA assure les dépenses liées à la formation, aux séminaires, aux campagnes de sensibilisation, aux activités de relations publiques et aux mesures permettant aux experts de conduire leurs activités sur site sans incident.

Exemple

Éthiopie

Projet visant à renforcer la création, le test, le transfert et l'adoption de technologies grâce aux groupes de recherche en agriculture (GRA)

L'élaboration des principes directeurs des GRA* se poursuit progressivement, avec en parallèle une augmentation des revenus

En Éthiopie, l'agriculture mobilise environ 85 % de la population active et représente 52,3 % du produit intérieur brut (PIB). C'est donc l'un des principaux secteurs d'activité du pays. Après avoir souffert pendant des années d'insuffisance des approvisionnements alimentaires, ce pays a un besoin urgent d'augmenter sa productivité agricole et les pouvoirs publics ont tenté de promouvoir une nouvelle méthode de recherche (l'approche GRA). Celle-ci prône la coopération des agriculteurs, des chercheurs et des agents de développement dans l'élaboration et l'amélioration des technologies agricoles. Dans la pratique en effet, bien des activités conduites jusqu'ici avaient plutôt été imposées d'en haut, sans de réels efforts pour comprendre les vrais besoins des agriculteurs locaux. De vibrants appels ont donc été lancés afin que soient instaurés des systèmes garantissant la mise en œuvre d'évolutions et de modifications conformes aux besoins et aux capacités des agriculteurs.

En 2003, l'Éthiopie a présenté au gouvernement japonais une demande de coopération technique portant sur la création d'un système de développement technologique fondé sur la participation des agriculteurs et sur l'amélioration des systèmes de diffusion des technologies ap-

propriées. Face à cette demande, la JICA a proposé un projet de coopération technique. Lancé en juillet 2004 et d'une durée de cinq ans, il combine l'envoi d'experts, la formation technique, la fourniture d'équipements, la prise en charge partielle des dépenses, etc., ainsi qu'une mise en œuvre conjointe avec l'Éthiopie.

Objectif du projet :

Mettre en place une nouvelle « approche GRA » devant servir de base aux méthodes de recherche et de diffusion.

Contribution :

Côté japonais

Experts en mission de longue durée

Quatre personnes au total
(Trois personnes en permanence)

Experts en mission de courte durée

16 personnes au total
(Environ 27 personnes/mois)

Formation technique

65 personnes
(Formation dans un pays tiers incluse)

Fourniture d'équipements

Dépenses liées à la gestion du projet

Côté éthiopien

Homologues en poste

14 personnes au total

Dépenses liées à la gestion du projet

Fourniture de terres et d'installations, ainsi que de bureaux pour les experts japonais

Jusqu'ici, le projet a recueilli la participation de nombreux intervenants pour l'élaboration des principes directeurs des GRA, lesquels ont conduit à des activités permettant d'augmenter les revenus, ainsi que le volume de la production agricole et la productivité, notamment pour les foyers se consacrant à la culture de légumes et à la production de semences. Alors que le projet approchait de son terme, l'attention s'est tournée vers des problèmes annexes, comme la création de matériels pédagogiques destinés à mieux diffuser les technologies, ainsi que le renforcement des systèmes de surveillance et d'évaluation. Des efforts sont en cours pour mettre en œuvre des projets de suivi destinés à renforcer et diffuser les résultats obtenus grâce à ce projet.



Les activités des GRA sont expliquées aux agriculteurs.



Charrue améliorée.

Prêts d'APD

Des prêts au développement à des conditions préférentielles pour favoriser l'appropriation par les pays en développement



Deuxième pont sur le Bosphore (Turquie)

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports et des communications sont insuffisamment développés. Ces dernières années, outre l'augmentation du nombre de personnes frappées par la pauvreté dans certaines régions, des problèmes de portée mondiale sont apparus, comme le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, ainsi que les conflits et le terrorisme. Pour lutter contre ces problèmes, la communauté internationale a défini des objectifs communs appelés « objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)* » et divers pays ont lancé toute une série de mesures. Accordés à long terme, à faibles taux d'intérêt et à des conditions préférentielles, les prêts d'APD permettent aux pays en développement de financer leurs efforts d'appropriation.

Caractéristiques des prêts d'APD

—Soutien aux efforts d'appropriation des pays en développement—

L'appropriation est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays en développement. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des pro-

jets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'aide publique au développement.

Domaines ciblés

Les organisations internationales et les pays industrialisés accomplissent toute une série d'efforts pour atteindre les OMD. D'autre part, la Charte de l'APD, adoptée par le Cabinet en août 2003, s'est fixé comme priorités la réduction de la pauvreté et la consolidation de la paix, dans le droit fil des OMD. Depuis l'adoption de la Charte, les prêts d'APD sont activement utilisés pour financer les domaines contribuant à la réduction de la pauvreté, à la consolidation de la paix et à la lutte contre les problèmes de portée mondiale.

Déroulement des prêts d'APD

—Cycle du projet—

Les prêts d'APD comportent six étapes. Les enseignements tirés de l'évaluation ex-post au stade final de tout projet sont réinjectés dans les nouveaux projets au moment de leur élaboration. Cette série de phases est appelée « cycle du projet ».

Régions ciblées

Les prêts d'APD sont pour l'essentiel accordés à la région asiatique, compte tenu de ses puissants liens géographiques, historiques et économiques avec le Japon. Les besoins sont toutefois également très pressants dans d'autres pays. L'Agence a donc soutenu de cette manière un grand nombre de pays et régions, 103 au total pour être plus précis.

Contenu et nature des prêts d'APD

1. Prêts liés à des projets

1) Prêts-projets

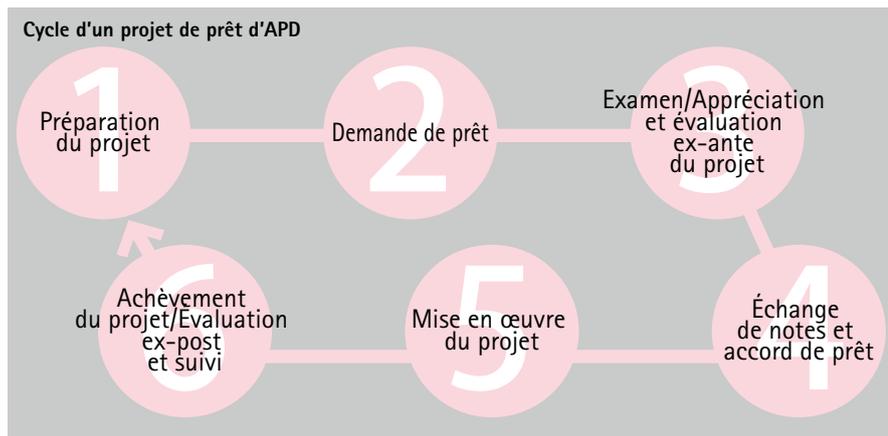
Principaux prêts d'APD, les prêts-projets servent à financer des projets, tels que routes, centrales électriques ou installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ces prêts sont utilisés pour l'achat d'installations, d'équipements et de services ou pour réaliser des travaux de génie civil ou d'autres travaux associés.

2) Prêts d'assistance technique (PAT)

Les prêts de ce type sont utilisés pour les services techniques nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets : bilans des études de faisabilité, études de détail du projet sur site, avant-projets détaillés et préparation des documents d'appel d'offres. L'obtention d'un prêt de ce type est subordonnée à l'exécution préalable d'une étude de faisabilité ou similaire.

3) Prêts à un intermédiaire financier (Two-step loans)

Ces prêts sont remis par les institutions financières du pays bénéficiaire conformément aux programmes prévus au budget du pays concerné. Ces prêts assurent les fonds nécessaires à la mise en œuvre des politiques définies, notamment la promotion des PME dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture et des autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des plus démunis. Ces



prêts sont appelés « *two-step loans* », car il faut au moins deux étapes avant que les bénéficiaires finaux reçoivent leurs fonds. Ce type de prêt permet de proposer des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux dans le secteur privé. Étant accordés par des institutions financières locales, ils permettent également de renforcer les capacités opérationnelles de ces institutions et de développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

4) Prêts sectoriels

Les prêts de ce type servent à la fourniture de matériels et d'équipements, de services et de conseils requis pour la mise en œuvre des plans d'aménagement d'un secteur particulier comprenant plusieurs sous-projets ; ils servent aussi à améliorer les politiques et les systèmes du secteur concerné.

2. Prêts hors projets

1) Prêts d'appui aux politiques de développement

Les prêts de ce type aident les pays bénéficiaires à améliorer leurs politiques et à réaliser des réformes systémiques générales. Contrairement aux prêts d'ajustement structurel classiques, ils appuient la mise en œuvre de stratégies nationales ou de réduction de la pauvreté sur de longues périodes. Les accords de prêts sont signés et les fonds sont versés après vérification de la mise en œuvre des éléments de réforme par le gouvernement. Le prêt le plus courant est celui dont le produit est directement intégré dans le budget du pays ciblé (prêt de type « rétrospectif »). Lorsqu'il est confirmé que les premiers éléments de réforme ont bien été mis en œuvre, la consultation se poursuit concernant les éléments suivants et ainsi de suite, jusqu'à ce que la réforme soit entièrement mise en place sur la base d'un programme à long terme. Un grand nombre de prêts de ce type prennent la

forme d'un cofinancement avec la Banque mondiale ou d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

2) Prêts en marchandises

Les prêts de ce type sont destinés à soutenir la balance des paiements et la stabilité économique des pays bénéficiaires. Ces prêts sont souvent utilisés pour importer des marchandises dont les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire auront convenu au préalable : machinerie industrielle et matières premières, fertilisants et pesticides, machines agricoles ou d'autres types.

3) Prêts à l'appui de programmes sectoriels

Ce sont des prêts en marchandises servant à soutenir les politiques de développement dans les secteurs prioritaires des pays en développement. Les fonds en devises locales (fonds de contrepartie) sont utilisés pour des investissements destinés au développement d'un secteur spécifique.

Exemple

Indonésie Prêts d'appui à la politique de développement (V)

Coopération avec des banques multilatérales de développement pour le soutien actif de réformes économiques et politiques en Indonésie

En Indonésie, 50 % des habitants vivent avec moins de deux dollars par jour et deux millions de nouveaux chômeurs arrivent chaque année sur le

marché de l'emploi. La croissance économique est donc essentielle pour réduire le chômage. Depuis 2004, le Japon s'est associé à la Banque mondiale et à la Banque asiatique de développement (BAsD) pour accorder quatre prêts destinés à soutenir un programme de réformes politiques durables du gouvernement indonésien. En mars 2009, la JICA a signé un accord de prêt portant sur des prêts de soutien à la politique de développement (V).

Dans le cadre des efforts visant à améliorer le climat d'investissement, ce programme doit, d'une part, simplifier le processus d'obtention de visas

pour les emplois à court terme, afin d'éviter toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle aux frontières, et d'autre part, promouvoir les lois relatives aux investissements et les lois de réglementation fiscale. Partant d'une évaluation des efforts de réforme politique du gouvernement indonésien suite aux premiers prêts de soutien à la politique de développement, on espère que ce programme contribue en Indonésie : 1) à l'amélioration du climat d'investissement en Indonésie ; 2) à la réforme de la gestion financière et à la réduction de la corruption ; et 3) à la réduction de la pauvreté.

Exemple

Kenya Projet de développement du port de Mombasa

Projet portuaire soutenant la compétitivité du commerce international en Afrique de l'Est

Plus grand port d'Afrique de l'Est et unique port de commerce international du Kenya, le port de Mombasa sert de centre d'import-export pour le Kenya mais aussi pour des pays sans littoral comme l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda, qui s'appuient sur ses capacités portuaires pour leurs

propres échanges. Pour répondre à l'augmentation du volume de fret d'une année sur l'autre à Mombasa, la JICA a signé en novembre 2007 un accord de prêt s'inscrivant dans le cadre du projet de développement du port de Mombasa. Cet accord permet la construction d'un nouveau terminal à conteneurs et l'installation de grues et d'autres équipements pour charger et décharger les conteneurs sur les bateaux et assurer leur manutention au sein du terminal à conteneurs. Destiné à faciliter la distribution du fret du Kenya et de l'ensemble de la région de l'Afrique orientale, ce projet devrait contribuer à revitaliser l'économie régionale.

Le taux de contamination par le VIH/sida à Mombasa dépasse par ailleurs le taux moyen au Kenya. Aussi s'avère-t-il nécessaire de prévenir la diffusion du VIH/sida liée à l'afflux d'ouvriers participant aux projets de construction. Dans le cadre d'un projet réalisé en étroite collaboration avec les ONG locales, il est prévu d'organiser des séminaires à l'attention des ouvriers de construction, des employés de bureau travaillant dans les agences d'exécution et des résidents locaux, ainsi que de renforcer les capacités des services médicaux des agences d'exécution.

Aide non remboursable

Une coopération financière destinée à construire l'infrastructure sociale des pays en développement



Système radar météorologique (Bangladesh)

Mise en œuvre dans le cadre des dons d'APD du gouvernement japonais, l'aide non remboursable est une coopération financière sans obligation de remboursement pour le pays en développement concerné. Destinée en priorité aux pays à faible revenu, ce type d'aide couvre un large éventail d'activités de coopération liées à l'avenir des pays en développement, comme le développement de l'infrastructure économique et sociale, notamment la construction d'hôpitaux, de ponts, etc., l'éducation, la sensibilisation au VIH/sida, la santé des enfants, l'environnement, etc.

Ces dernières années, l'aide non remboursable ne s'est plus limitée aux mesures structurelles, comme la construction d'installations ou la fourniture d'équipements, elle a aussi concerné les mesures non structurelles, comme l'assistance technique ou le développement des ressources humaines, etc., avec à la clé une coopération plus efficace. Ainsi, pour transmettre à la population locale le savoir-faire en matière de maintenance et de gestion des équipements installés grâce à l'aide non remboursable, des experts sont détachés du Japon ou des membres de la population locale sont invités à suivre une formation au Japon. Dans certains cas également, des installations de formation et de recherche nécessaires à la coopération technique sont construites grâce à l'aide non remboursable.

Auparavant, le gouvernement japonais (ministère des Affaires étrangères) assurait la mise en œuvre des projets d'aide non remboursable et la JICA contribuait à leur exécution. Depuis la création de la nouvelle JICA (octobre 2008), l'Agence est chargée de certains programmes d'aide non remboursable, dont les projets d'aide générale (voir le tableau de droite), depuis la réalisation des études préliminaires jusqu'à l'exécution, en passant par les opérations de paiement et de gestion du suivi en fin de projet.

Secteurs ciblés et classifications

Les principaux secteurs ciblés sont la

santé et les soins médicaux, l'assainissement, l'approvisionnement en eau, l'éducation primaire et secondaire, le développement rural et agricole, les transports, l'électricité, l'information et les communications et autres besoins essentiels de l'être humain. Ces dernières années, ces domaines se sont étendus et diversifiés pour inclure la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'éradication des mines terrestres, les mesures de lutte contre le terrorisme et la piraterie, la prévention des catastrophes et la reconstruction après une catastrophe, l'environnement, etc.

Procédure de mise en œuvre de l'aide non remboursable

Identification et formulation des projets

Par rapport au contenu des projets, la JICA réalise, en consultation avec les gouvernements des pays partenaires, des études préparatoires afin d'examiner sous divers angles la situation actuelle du pays, les objectifs du projet, l'étendue de la coopération, les

structures de fonctionnement et de gestion en cas de mise en œuvre du projet et les résultats attendus. Les fonds requis sont calculés sur la base de ces informations.

Examen et approbation des projets

La JICA communique au gouvernement japonais toutes les informations relatives au processus de mise en œuvre et aux résultats des études préparatoires, elle vérifie le bien-fondé du projet et examine le contenu de la coopération. Des représentants du gouvernement reçoivent les résultats des études conduites par la JICA, exécutent les examens nécessaires et les procédures requises pour libérer les budgets et soumettent leurs propositions au Cabinet, lequel émet une décision finale concernant l'exécution du projet.

Échange de notes et accords de subvention

Après approbation par le Cabinet, le gouvernement du pays partenaire et le gouvernement du Japon signent des documents (Échange de notes) réca-

Types d'aides non remboursables mises en œuvre par la JICA

Nom du programme	Résumé
Projets d'aide générale	Soutien aux projets mis en œuvre pour répondre aux besoins essentiels de l'être humain, tels que l'éducation (ainsi que la construction d'hôpitaux, d'écoles et de routes, l'acquisition de matériels et d'équipements pour les véhicules de transport en commun, etc.)
Aide non remboursable pour l'habilitation communautaire	Soutien au développement intégré de compétences dans les communautés dont les moyens de subsistance et l'existence sont menacés
Aide non remboursable pour prévenir et reconstruire après les catastrophes	Aide à la prévention et à la reconstruction après les catastrophes
Aide non remboursable pour les programmes environnementaux	Soutien à l'adoption de mesures et de plans liés à la politique de lutte contre le changement climatique, etc., et pour les projets associés
Aide non remboursable pour soutenir la stratégie de réduction de la pauvreté	Soutien financier public aux pays mettant en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté
Aide non remboursable pour le développement de ressources humaines	Soutien à la formation de jeunes fonctionnaires dans les administrations des pays en développement
Aide non remboursable pour la pêche	Soutien aux projets de promotion de l'industrie de la pêche dans les pays en développement
Aide non remboursable pour la culture	Soutien à l'achat d'équipements et au développement d'installations de promotion de la culture, etc.
Aide alimentaire	Soutien à l'achat de grains et de semences dans les pays en développement confrontés à des pénuries alimentaires
Aide non remboursable pour les agriculteurs défavorisés	Soutien à l'achat d'équipements et de fertilisants agricoles, etc., pour encourager les efforts d'auto-assistance en vue de l'autosuffisance alimentaire
Aide non remboursable pour la coopération en faveur de la lutte contre le terrorisme et du renforcement de la sécurité*	Soutien en faveur de mesures de lutte contre la piraterie et d'autres mesures de sécurité publique

*La JICA assure uniquement les études préparatoires et la promotion de la mise en œuvre.

pitulant les objectifs et le contenu de la coopération pour le projet concerné. La JICA signe alors avec le gouvernement du pays partenaire un « accord de subvention » qui définit les conditions de l'aide non remboursable.

Mise en œuvre des projets

Suite à la signature de l'échange de notes et des accords d'aide non remboursable, la JICA fournit aux pays bénéficiaires et aux consultants, des avis techniques et des recommandations

pour la mise en œuvre des projets. Ces avis techniques et recommandations garantissent le respect des délais et des procédures de construction d'installations et d'achat de matériels et d'équipements, à compter de la date de l'accord d'aide jusqu'à la fin des travaux de construction, y compris la remise des matériels et des équipements.

Suivi des projets

Au terme de la coopération, le gouver-

nement du pays en développement prend en charge la maintenance et le fonctionnement du projet. Certains imprévus, comme une panne d'équipement, peuvent toujours se produire. La JICA assure alors une coopération ultérieure (fourniture de matériels et d'équipements, envoi d'équipes de réparation, travaux de réparation d'urgence), de façon à pérenniser les effets de l'aide.

Exemple

Mali et Sénégal Projet de développement d'un corridor dans le sud de ces pays

L'aide non remboursable pour la construction de trois ponts, contribue à redynamiser l'économie régionale et à réduire la pauvreté

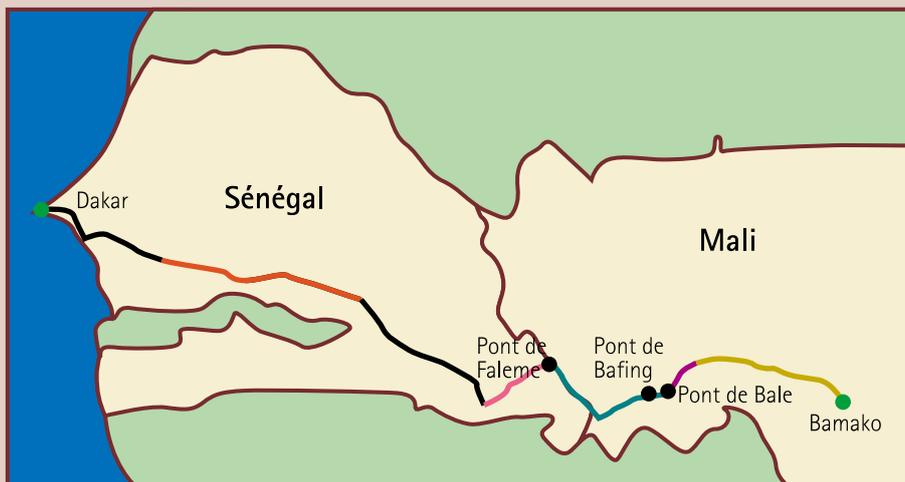
Le Sénégal, pays côtier, et le Mali, pays sans littoral, sont actuellement desservis par deux routes principales (corridors de transport internationaux) parallèles, l'une au nord, l'autre au sud. Le corridor sud passe par la partie sud du Mali, une zone au grand potentiel agricole et minier, qui devrait jouer un rôle majeur dans la revitalisation de

l'économie régionale d'Afrique de l'Ouest et l'intégration de cette région. Or, ce corridor est actuellement en mauvais état et certaines sections encore non asphaltées ou sans ponts.

Côté Sénégal, 81,3 km sur un total de 110 km sont remis en état grâce au financement coopératif (EPSA*) de la Banque africaine de développement (BafD). Le Japon ajoute un apport d'aide non remboursable (3,808 milliards de yens) pour la construction de trois ponts (ponts de Bale, Bafing et Faleme), actuellement dans la phase de planification. Une fois terminés, les ponts de Bale et Bafing côté malien s'étendront respectivement sur 110 et 238 mètres, alors que le pont de Faleme, à la frontière entre le Sénégal et le Mali, s'étirera sur environ 274 mètres.

On attend beaucoup de ce dernier pont, qui devrait permettre le trafic de véhicules tout au long de l'année et réduire le temps passé pour traverser le fleuve de 20 minutes actuellement à tout juste 3 minutes. Le projet devrait donc : 1) faciliter les transports dans toutes les circonscriptions longeant le corridor sud ; 2) redynamiser les économies du Mali et du Sénégal ; 3) améliorer les efforts en faveur de la réduction de la pauvreté et l'accès aux services sociaux pour les résidents vivant le long du corridor ; et enfin 4) contribuer à redynamiser les économies de l'Afrique de l'Ouest et promouvoir l'intégration économique de cette même région.

* EPSA : *Enhanced Private Sector Assistance for Africa* ou Initiative pour le soutien renforcé au secteur privé africain



Soutien au corridor Sud apporté par plusieurs donateurs

Côté malien

- Prêt de l'UE et de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW, Allemagne)
- Prêt de la Banque islamique de développement
- Prêt de la BafD et de la Banque Ouest Africaine de Développement

Côté sénégalais

- Prêt de la JICA et de la BafD
- Prêt de la BafD

Programmes de formation et de dialogue au Japon

La pierre angulaire d'une plateforme intellectuelle



Participants à une formation technique sur l'élimination des déchets (JICA Kyushu)

Efforts pour l'accumulation et la diffusion du savoir et de l'expérience

Les bureaux à l'étranger, les départements régionaux et les départements thématiques* participant à la mise en œuvre des projets sur le terrain travaillent en étroite collaboration avec le département de la formation et de la participation du public, ainsi que les antennes de la JICA au Japon. Ensemble, ils assurent la gestion de divers programmes : programmes de formation et de dialogue, programmes de coopération pour la participation du public, programmes à long terme pour les diplômés, programmes de dons, collaboration avec les universités et activités d'APD conduites depuis le Japon pour aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes.

Comme on peut le voir dans le diagramme ci-après, les antennes de la

JICA s'investissent dans la réalisation de projets efficaces et rationnels en exploitant les ressources locales du Japon, où le savoir et l'expérience se sont accumulés au fil des activités de coopération menées dans le cadre des projets d'APD dans les pays en développement. Grâce à cette collaboration avec les ressources locales japonaises, chaque antenne s'est spécialisée dans des programmes de formation et de dialogue sectoriels afin de mieux répondre aux problèmes de développement de ces pays.

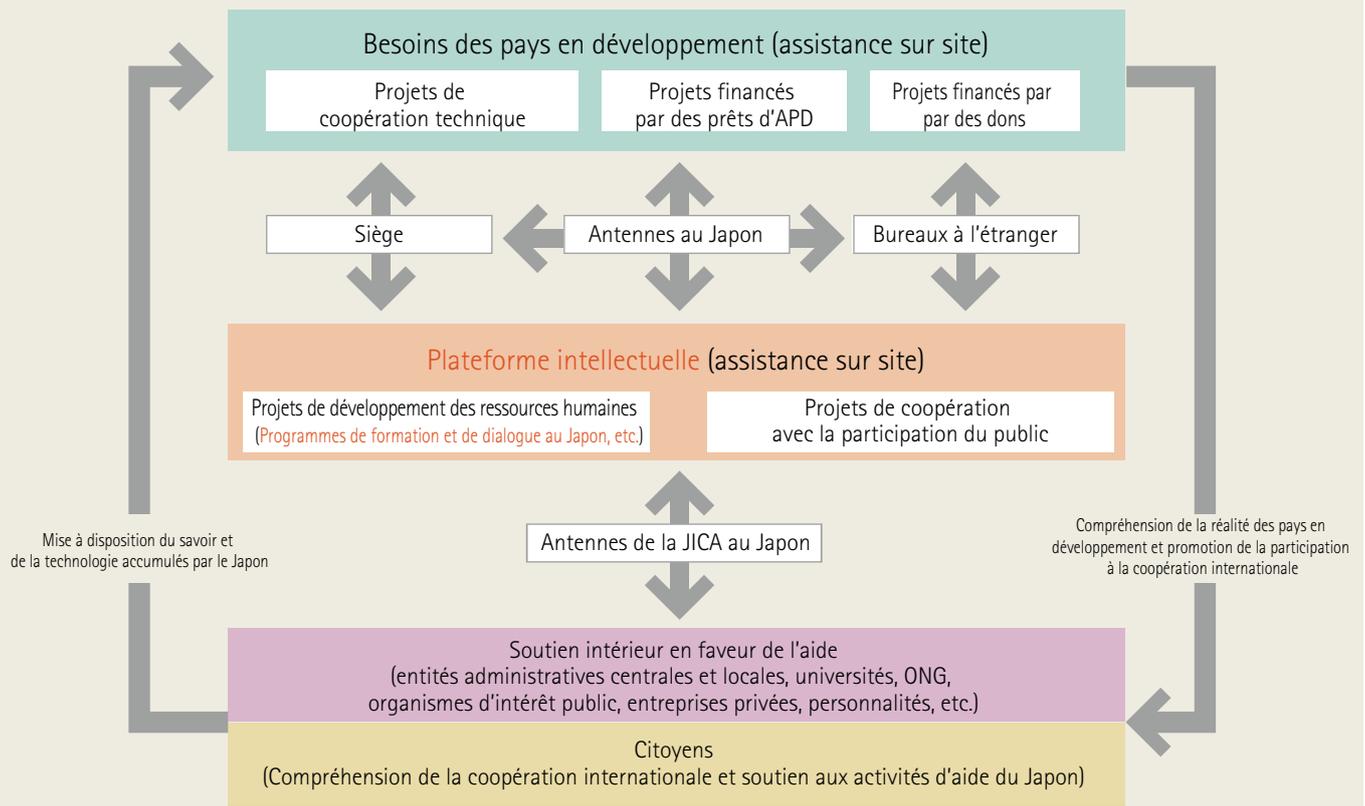
On peut voir les antennes de la JICA au Japon comme des plateformes d'accumulation de savoir et des viviers intellectuels. L'expérience et le savoir-faire accumulés sur site par les experts, les volontaires, les membres de missions d'étude et les autres ressources humaines japonaises détachées dans les pays en développement sont réinjec-

tés dans les programmes au Japon. Cette expérience et ce savoir-faire sont combinés aux activités des grands organismes et associations d'aide proches des antennes de la JICA et réexploités ensuite dans les projets de développement sur le terrain.

Les programmes de formation et de dialogue conduits au Japon jouent un rôle essentiel : ils permettent, en établissant le lien entre les projets sur site et les ressources internes au Japon, de transmettre le savoir et l'expérience accumulés aussi bien aux pays en développement qu'aux ressources locales proches des antennes de la JICA au Japon.

* La JICA comprend six départements thématiques : Infrastructure économique, Développement humain, Développement industriel et rural, Politique publique et Environnement mondial.

Accumulation et diffusion de savoir et d'expérience pour l'aide aux pays en développement



Des programmes de formation unique dans le monde

La coopération technique suit principalement deux méthodes : d'une part, l'envoi de personnel japonais dans les pays en développement pour une coopération sur site et, d'autre part, l'accueil au Japon de personnel de contrepartie, que l'on appelle de manière générale « Programmes de formation et de dialogue ».

Pour appréhender le savoir et l'expérience accumulés par la société japonaise, il faut souvent en faire l'expérience pratique au Japon. C'est le cas par exemple de l'organisation japonaise et des systèmes sociaux sur lesquels elle se fonde. Les programmes de formation et de dialogue donnent en

outre aux participants de pays en développement la possibilité d'entrer en contact avec une culture différente et d'observer leurs expériences et la réalité de leur propre pays par le prisme d'un pays étranger et d'opérer ainsi une analyse diversifiée des problèmes de développement de leur pays. Les programmes de formation et de dialogue s'avèrent donc un outil important de la coopération technique, car ils permettent aux pays en développement d'appliquer le savoir japonais de sorte à promouvoir le développement de leurs ressources humaines et à mieux affronter leurs problèmes.

La JICA dispose de 11 centres internationaux dotés d'installations de formation et de capacités de logement à

travers le Japon, de Hokkaido jusqu'à Okinawa. Près de 10 000 stagiaires sont reçus chaque année (10 041 durant l'exercice 2008). Si la majorité des participants sont affiliés à des administrations ou des organismes publics, on a vu ces dernières années augmenter le nombre de membres d'ONG. Au Japon, les programmes de formation et de dialogue ont été proposés dans pratiquement tous les secteurs, en collaboration avec le gouvernement central, des collectivités locales, des universités, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public, des ONG, etc., avec au total plus de 1 400 programmes en 2008. Avec une diversification à une telle échelle, les programmes de formation et de dialogue de la JICA au Japon demeurent véritablement uniques et constituent l'une des caractéristiques les plus exceptionnelles de la coopération internationale japonaise.

Comme l'expression imagée « wa-kon-yosai » (« esprit japonais, compétences occidentales ») le résume, le Japon sait depuis longtemps adapter le savoir et les compétences de l'étranger et les conjuguer à ses ressources intérieures. Cette expérience à l'échelon national est unique au plan international, et il est bien des éléments que les pays en développement pourront utiliser pour devenir des États-nations face à la mondialisation. La stratégie de la JICA consiste à mettre le plus possible en avant ces spécificités japonaises dans les programmes de formation et de dialogue au Japon.

À ce jour, plus de 200 000 personnes ont participé aux programmes de formation et de dialogue au Japon. Ces personnes ont connu de nombreux Japonais durant leur séjour et elles sont retournées dans leur pays avec une connaissance approfondie du Japon et une bonne perception de la culture japonaise. La JICA fournit son soutien à l'association des anciens de la JICA, un groupe formé par d'anciens participants dans tous les pays d'origine, pour faire en sorte qu'un plus grand nombre de personnes de pays en développement connaissent et comprennent le Japon.



Participants à une formation sur les techniques de soudage. Cette formation permet d'acquérir une qualification reconnue à l'échelon international (JICA Chubu).



Participants à un stage observant un nouveau type de lit pour nouveau-nés simulant le ventre de la mère (JICA Osaka).

Programme des volontaires japonais

« Agir pour changer le monde, et se changer soi-même »

Une coopération internationale conduite par les citoyens



Conseils d'un JOCV en matière de riziculture (Ouganda).

Dans le cadre du programme de volontaires de la JICA, des citoyens japonais contribuent au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction de régions en développement qui en font la demande. Les participants au programme, tout en contribuant à ces causes, peuvent faire d'intéressantes expériences en termes de reconnaissance internationale, de compréhension mutuelle et d'ouverture de perspectives à l'échelon international.

Les programmes de volontaires qui restent les plus appréciés des Japonais pour être au cœur de la coopération internationale sont les suivants : le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), le programme des volontaires seniors, le programme des volontaires auprès des communautés *Nikkei* (émigrés japonais et leurs descendants) et le programme des volontaires en mission à court terme. Chaque programme est adapté en fonction de l'âge et du niveau d'expérience de ses participants.

Présentation générale des programmes

Ensemble avec la population locale JOCV

Le programme des JOCV cible un public âgé de 20 à 39 ans et touche des domaines répartis en huit secteurs et une gamme diversifiée d'environ 120 sous-secteurs, dont l'agriculture, la foresterie et la pêche, la fabrication, la réparation, le génie civil, l'assainissement, l'éducation et la culture, les sports, ainsi que la planification et l'administration. Durant l'exercice 2008, 1 365 personnes ont été détachées à l'étranger et, à ce jour, 32 742 personnes ont été envoyées dans 87 pays. Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans* dans un pays en développement. « Main dans la main avec la communauté locale » est la devise qui résume le mieux l'orientation de leurs activités. Dans l'exercice de leur mission, les JOCV vivent et travaillent ensemble avec la population de leur pays d'affectation, parlent la langue locale et encouragent les efforts d'auto-assistance tout en améliorant la compréhension mutuelle.

* Outre la période d'affectation ordinaire de deux ans (mission à long terme), des volontaires en mission à court terme sont parfois recrutés pour des périodes de moins d'un an en réponse aux demandes locales.

Mise à profit d'une expérience technique et professionnelle diversifiée - Volontaires seniors

Ce programme cible un public âgé de 40 à 69 ans, ayant une forte motivation pour participer aux activités de coopération dans divers domaines et partager leur longue expérience du monde du travail, un savoir technologique et d'autres compétences susceptibles d'intéresser les pays en développement.

Les domaines de coopération couvrent neuf secteurs, dont l'agriculture, la foresterie et la pêche, l'énergie, la santé et les soins médicaux, et les ressources humaines (éducation, culture, sports, etc.). Le nombre de volontaires envoyés en mission a augmenté : de 87 participants en 1999, première année d'existence de ce programme, ce nombre est passé à 433 participants pour l'exercice 2008. Au total, 3 808 volontaires ont été affectés dans 62 pays depuis la création du programme.

Les volontaires seniors ont 58 ans en moyenne. En général, les personnes recrutées ces dernières années cherchaient à se rendre plus utiles dans leur « seconde vie » après la retraite.

Jeunes volontaires japonais pour le développement outre-mer et volontaires seniors auprès des communautés japonaises outre-mer

Le programme des volontaires auprès des communautés *Nikkei* fait suite aux demandes d'aide de communautés d'ascendance japonaise vivant au Mexique, en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Paraguay et dans d'autres pays d'Amérique latine. Depuis le lancement de ce programme en 1985, 968 jeunes volontaires et 358 volontaires seniors ont été affectés auprès des communautés japonaises d'outre-mer.

Le programme spécial pour les maîtres d'école*, anciennement accessible uniquement aux JOCV, a été ouvert depuis l'exercice 2008 aux jeunes volontaires pour le développement auprès des communautés *Nikkei*. À leur retour, ces volontaires sont appelés à con-

tribuer à des activités de coexistence multiculturelle, spécialement pour les enfants des communautés japonaises outre-mer qui résident désormais au Japon.

* Le programme spécial pour les maîtres d'école recrute des enseignants du public ou d'écoles rattachées aux universités nationales, afin qu'ils participent au programme de volontaires de la JICA et qu'ils étudient la culture et la langue d'un pays sans perdre leur emploi au Japon.

Recrutement, sélection et formation des volontaires, et soutien à leur retour au Japon

Recrutement et sélection

Le recrutement a lieu deux fois par an, au printemps et à l'automne (dans le cas des volontaires auprès des communautés japonaises outre-mer, une seule fois par an, à l'automne). La JICA diffuse sur son site web les informations de recrutement et organise plus de 500 sessions d'information et de recrutement chaque année dans tout le Japon. La sélection prend en compte l'état de santé, les compétences techniques et linguistiques, etc. Elle s'effectue sur examen du dossier et entretien. Des sessions de recrutement et de sélection pour des missions de courte durée sont par ailleurs organisées six fois par an.

Formation et études avant affectation

Avant d'être affectés à l'étranger, les volontaires suivent une formation, dont le principal module est consacré à l'apprentissage de la langue parlée dans le pays d'accueil. Les autres modules portent sur les principes fondamentaux de la coopération internationale, la compréhension des différences interculturelles, l'histoire et la culture du



Gestion des routes par un volontaire senior.

pays bénéficiaire, la gestion de la santé et les mesures de sécurité.

Soutien des volontaires à leur retour au Japon

Aujourd'hui au Japon, on attend beaucoup des anciens volontaires japonais, notamment qu'ils s'impliquent, au plan local, dans la vie sociale ou dans des activités liées à l'administration, l'éducation ou l'entreprise, et aussi qu'ils soient capables de s'ouvrir et de dialoguer avec diverses cultures et sociétés. Preuve manifeste de ces attentes, un nombre croissant d'administrations locales et de rectorats ont introduit des quotas d'embauche spéciaux pour les volontaires revenant au Japon. Fin mars 2009, il existait 25 programmes (mis en place par 18 rectorats et 7 administrations locales) de ce type.

La JICA a mis au point un programme de soutien destiné à aider les volontaires de retour au Japon, à tirer parti de l'expérience acquise dans leur pays d'accueil. Concrètement, ce programme comprend : 1) une formation au développement de carrière ; 2) des

séminaires sur les techniques d'avant-garde en termes de développement de carrière ; 3) un soutien destiné à la dynamisation et à la gestion de carrière ; 4) un positionnement par les conseillers en développement de carrière ; 5) une mise à disposition d'informations relatives au développement de carrière ; et 6) un soutien pour la poursuite d'une carrière dans le domaine de la coopération internationale.

Par ailleurs, à leur retour au Japon, nombre de volontaires de la JICA contribuent à résoudre divers problèmes auxquels la société japonaise est aujourd'hui confrontée, notamment en soutenant, par leur expertise, l'éducation des enfants et de revitalisation des communautés japonaises. La JICA s'efforce ainsi de montrer que les programmes des volontaires sont importants non seulement pour leur apport aux pays en développement, mais aussi pour les activités qui aident le Japon à être une nation dynamique.



Ancien membre des JOCV faisant découvrir la richesse de la région à des enfants qui en seront responsables pour la génération à venir.



Un ancien JOCV et des stagiaires indonésiens s'activent en vue de développer l'agriculture indonésienne et de dynamiser les collectivités agricoles japonaises.

Exemple

Ouverture du programme spécial pour maîtres d'école aux jeunes volontaires japonais pour le développement outre-mer auprès des communautés Nikkei

Des ressources humaines pour promouvoir la coexistence multiculturelle dans les établissements d'enseignement

Depuis l'exercice 2008, le programme spécial pour maîtres d'école, auparavant accessible aux seuls JOCV, est désormais ouvert aux jeunes volontaires japonais pour le développement des communau-

tés japonaises outre-mer.

Aujourd'hui, l'Amérique latine compte plus de 2,6 millions d'individus d'ascendance japonaise. Depuis 1996, la JICA envoie des volontaires auprès de ces communautés, afin de soutenir leurs efforts de développement socioéconomique. L'Agence a en outre appuyé les efforts de rapprochement au niveau local afin de favoriser des contacts étroits et directs avec les membres de ces communautés et d'encourager la compréhension mutuelle avec les ressortissants locaux.

La mondialisation de l'économie a par ailleurs entraîné une forte augmentation du nombre de Japonais de l'étranger au Japon. Leurs enfants fréquentent des écoles dans le Japon tout entier

et ont besoin d'enseignants capables de travailler dans l'esprit d'une « coexistence multiculturelle », mais aussi de comprendre la langue et le mode de vie de ces enfants. On attend par ailleurs de ces enseignants que leur expérience pratique de la coopération en matière d'éducation dans les pays en développement renforce leurs capacités à gérer les problèmes d'enseignement et leurs compétences en matière d'orientation. Dans ce contexte, il a donc été décidé de mettre en place un programme d'affectation d'enseignants actuellement en poste au Japon comme jeunes volontaires pour le développement des communautés japonaises outre-mer.

À leur retour, ces enseignants sont censés appliquer l'expérience acquise à l'étranger dans les écoles comptant un grand nombre de Brésiliens d'origine japonaise ou d'autres ressortissants non Japonais et contribuer au respect de la « coexistence multiculturelle » à l'échelon local. Le programme a déjà pris un bon départ. Ainsi, les premiers enseignants envoyés en mission de courte durée dans des écoles primaires au Brésil en tant que membres des jeunes volontaires pour le développement des communautés japonaises outre-mer indiquent désormais « pouvoir comprendre un peu mieux ce que ressentent les jeunes Brésiliens qui s'efforcent d'apprendre le japonais ».



Ancien membre des jeunes volontaires japonais pour le développement outre-mer enseignant la langue japonaise à des enfants brésiliens d'ascendance japonaise.

Partenariats public-privé

De nouveaux partenariats pour stimuler la croissance



Projet de partenariat public-privé pour le développement des ressources humaines (Afrique du Sud)

Ces dernières années, 70 % des fonds alloués par les pays industrialisés aux pays en développement provenaient du secteur privé. Aussi est-il essentiel que les activités du secteur privé dans ces pays génèrent des retombées positives, notamment sur la création d'emplois, le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités techniques, afin de conduire à une croissance économique et une évolution sociale durable. Le secteur privé a en outre un rôle crucial à jouer dans la résolution des problèmes de portée mondiale, comme la réduction de la pauvreté, l'environnement, le changement climatique, l'approvisionnement et les ressources alimentaires. Ainsi, la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue en mai 2008, a souligné combien il était important de renforcer les échanges et l'investissement privé en Afrique.

Après les crises financières mondiales d'intensité croissante en 2008, il est vital que l'APD joue un rôle de catalyseur pour attirer et mobiliser les fonds privés, en axant l'aide sur l'amélioration de l'environnement des affaires, le partage des risques inhérents

aux projets de développement et le renforcement des capacités des pays en développement.

Partenariats avec les activités du secteur privé dans les pays en développement

Comme indiqué précédemment, la JICA s'engage à promouvoir les partenariats public-privé (PPP) en concentrant essentiellement son aide sur l'amélioration de l'environnement des affaires dans les pays en développement, le renforcement de l'infrastructure de soutien et le rehaussement de l'efficacité des services publics grâce à des PPP sous la responsabilité conjointe du secteur public et du secteur privé. Dans le cadre de la sensibilisation croissante à la responsabilité sociale d'entreprise (RSE), les entreprises japonaises sont toujours plus nombreuses à mettre en place des programmes de contribution sociale et des entreprises BDP* dans les pays en développement, qui exigent de nouveaux partenariats entre les projets d'APD et les activités du secteur privé.

* Entreprises BDP (Bas de la pyramide) : entreprises ciblant les 4 milliards d'individus vivant dans la pauvreté en tant que consommateurs, employeurs et producteurs.

Activités au cours de l'exercice 2008

Création du Bureau des partenariats avec le secteur privé et instauration des principes directeurs

En octobre 2008, la JICA a créé le Bureau des partenariats avec le secteur privé, afin de renforcer les partenariats avec les sociétés privées, dialoguer avec le secteur privé et tenter de comprendre ses besoins.

Depuis, le secteur privé a adressé de nombreuses demandes et propositions concernant d'éventuels projets de partenariat public-privé. La JICA a par ailleurs élaboré et annoncé, en matière de partenariats avec le secteur privé, des principes directeurs s'inspirant des politiques de promotion du gouvernement japonais en la matière. Ces principes, ainsi que des bonnes pratiques ont été diffusés par la JICA sur son site web et dans le cadre de divers événements.

Promotion du partenariat

► À l'approche de la Coupe des Confédérations de la FIFA en juin 2009, l'Agence avait examiné la possibilité d'un rapprochement entre le programme RSE de Sony Corporation et son projet de prévention du VIH/sida

Principaux schémas de partenariat	Explication	Exemple
(1) Amélioration de l'environnement des affaires	Soutien au développement de l'infrastructure, au renforcement des politiques liées à l'investissement, au développement de ressources humaines pour les industries, etc.	Projet d'extension du port de Visakhapatnam en Inde (2007) : Soutien en faveur du développement d'un port de chargement du minerai de fer extrait de mines industrielles et destiné à l'exportation, notamment vers le Japon. Soutien à la politique économique au Cambodge (2005-2006) : Élaboration de politiques liées à l'investissement et analyse et recommandations concernant la mise en œuvre de futures industries
(2) Promotion de la participation privée en matière d'infrastructure	Soutien au développement de l'infrastructure par les PPP	Projet d'interconnexion de Bujagali en Ouganda (2007) : Soutien à la mise en place d'un système de transmission pour relier la centrale hydroélectrique de Bujagali au réseau de transport existant
(3) Collaboration avec les activités liées à la RSE et les entreprises BDP	Partenariats avec les activités de RSE des entreprises privées et les entreprises BDP	Soutien à la production de beurre de karité au Ghana (2000-2007) : Certains produits ayant bénéficié pour leur fabrication du soutien technique de la JICA par l'intermédiaire de JOCV, tel le savon au beurre de karité, sont importés et vendus par une entreprise privée avec le soutien du Centre japonais du commerce extérieur (JETRO)

par l'éducation, initié au Ghana. (Dans ces régions, le taux de pénétration de la télévision est faible et les matchs de football sont visionnés grâce à des projecteurs fournis par Sony Corporation, partenaire officiel de la FIFA. Ces sessions sont mises à profit pour faire suivre des programmes pédagogiques sur le VIH/sida aux participants et les soumettre à des examens médicaux).

► Des activités ont été réalisées au Japon : elles ont concerné d'une part, la mise en rapport d'entreprises privées avec des ONG par l'intermédiaire d'une antenne régionale et, d'autre part, l'organisation du séminaire public « Infrastructure de transport transfrontalier en Afrique subsaharienne et partenariat public-privé » et du symposium public « S'engager à préserver la nature

dans les pays en développement – une nouvelle ère pour la JICA et les échanges ».

► Dans le cadre d'une nouvelle initiative, la JICA et la JETRO ont organisé une série de séminaires sur les partenariats possibles avec les entreprises BDP, et ont invité à cet effet des spécialistes du domaine.

Principes de base des partenariats public-privé

En renforçant les partenariats avec les sociétés et les entreprises privées, en favorisant l'amélioration de l'environnement des affaires dans les pays en développement, la JICA cherche à établir des relations gagnantes-gagnantes avec les pays en développement, les entreprises privées et l'APD. Pour ce faire, elle prend les mesures suivantes :

1. Intégration de la perspective PPP dans chaque opération et projet.
2. Renforcement de la communication interactive avec le secteur privé afin d'en appréhender les besoins.
3. Développement des structures internes et externes pour renforcer les partenariats.
4. Promotion des projets réalisés en collaboration avec le secteur privé.
5. Coopération en matière de relations publiques.

Exemple

Vietnam

Projet de construction du port international Cai Mep – Thi Vai

Fourniture d'une aide technique pour la cession au secteur privé des droits de gestion de l'installation portuaire financée par la JICA
Le projet de construction du port international Cai Mep – Thi Vai (approuvé en mars 2005 pour un

budget de 36,4 milliards de yens) au Vietnam, pour lequel la JICA a consenti des prêts d'APD, prévoit que les installations portuaires une fois achevées soient gérées par le secteur privé. Dans ce cadre, la JICA a lancé le projet d'amélioration du système de gestion portuaire au Vietnam (projet de coopération technique réalisé de 2005 à 2008) et procédé au transfert de technologie requis pour opérer la cession des droits de gestion au Bureau national maritime du Vietnam (Vietnam National Maritime Bureau, VINAMARINE). La sélection des consul-

tants chargés de choisir l'opérateur portuaire est en cours. Des compagnies privées devraient par ailleurs investir commercialement pour l'aménagement portuaire parallèlement au projet.

Exemple

Arabie saoudite

Projet de création d'un Institut supérieur de l'automobile

Aide à la mise en place d'un système de formation pour les mécaniciens automobiles
En 2002, en partenariat avec l'Association japonaise des constructeurs automobiles (Japan Automobile Manufacturers Association, Inc., JAMA), les gouvernements du Japon et de l'Arabie saoudite ont créé l'Institut supérieur nippo-saoudien de l'automobile (Saudia-Japanese Au-

tomobile High Institute, SJAHI). Outre les matériels et équipements fournis à l'Institut, la JICA a contribué à l'amélioration d'un système de formation pour les mécaniciens automobiles, procédant pour ce faire à l'envoi d'experts en Arabie saoudite et à la formation technique au Japon. La JAMA a financé 50 % des frais de constitution en personne morale, apporté son expertise en matière de formation et fourni des supports d'enseignement. Le projet a contribué au développement des ressources humaines nécessaires à l'industrie automobile en général et aux entreprises en particulier. Parallèlement, l'Institut suscite de grands espoirs en tant que lieu d'étude de

la technologie japonaise et du comportement approprié au travail, consolidant ainsi les relations de coopération entre les deux pays.



Institut supérieur nippo-saoudien de l'automobile (SJAHI)

Secours en cas de catastrophe

Secourir avec rapidité et humanité les victimes de catastrophes



Équipe médicale en action (Myanmar)

Présentation générale des activités de secours en cas de catastrophe

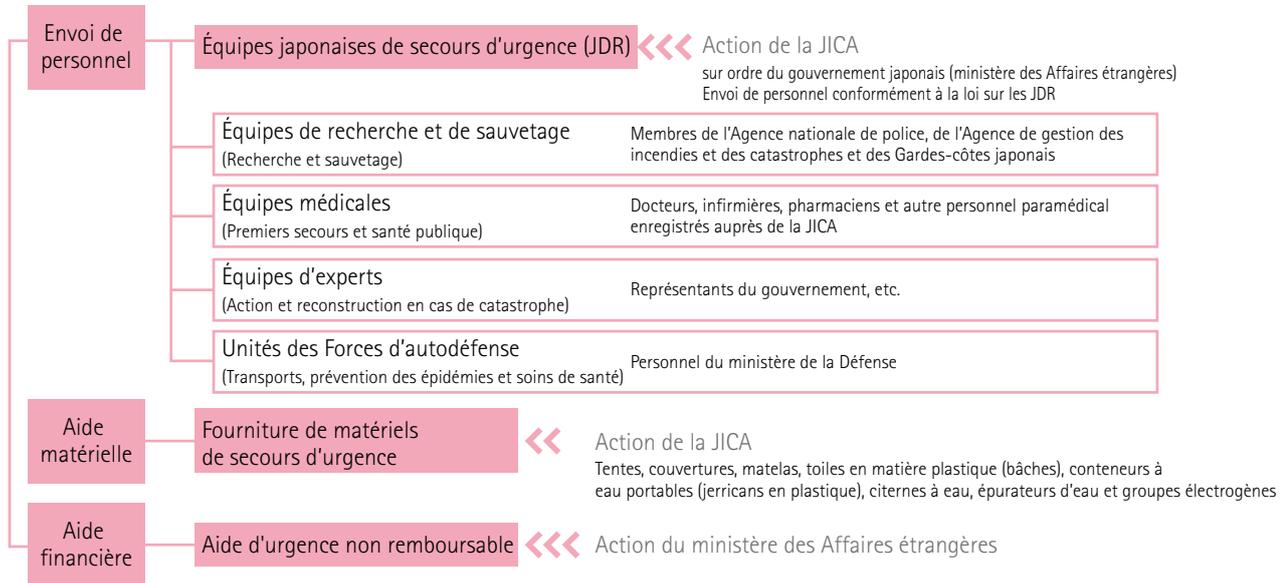
Lors d'une catastrophe majeure, la JICA assure des activités de secours d'urgence à la demande des gouvernements concernés ou d'organisations internationales. Ces activités sont déclenchées sur décision du gouvernement japonais. La JICA envoie sur les lieux des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) – équipes de recherche et de sauvetage, équipes médicales, équipes d'experts et Forces d'autodéfense – ainsi que des matériels de secours d'urgence.

Fourniture de matériel de secours d'urgence

La JICA fournit du matériel de secours d'urgence dans les zones touchées par une catastrophe pour répondre aux besoins immédiats de la population et contribuer aux efforts de reconstruction. Pour favoriser une livraison rapide et fiable du matériel de secours en grandes quantités, celui-ci doit être acheté et stocké à l'avance de façon appropriée dans des endroits proches des zones touchées. À cet effet, la JICA dispose d'entrepôts en quatre points du globe – Francfort (Allemagne), Singapour, Miami (États-Unis) et Johannesburg (Afrique du Sud). Le matériel stocké dans ces entrepôts entre dans huit catégories

– tentes, matelas, toiles en matière plastique (bâches), couvertures, conteneurs à eau portables (jerricans en plastique), citernes à eau, épurateurs d'eau et groupes électrogènes. Lorsqu'il faut du matériel d'un autre type, l'Agence intervient en urgence, notamment en l'achetant dans le pays touché ou dans un pays voisin. En cas de besoin, des fournitures médicales d'urgence sont fournies par la Division des approvisionnements du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) au Danemark ou par l'Association internationale des dispensaires (International Dispensary Association, IDA), basée aux Pays-Bas, et sont rapidement acheminées dans les pays concernés.

Secours organisé par le Japon en cas de catastrophe internationale



Fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe durant l'exercice 2008 (avril 2008 – mars)

No	Date de la catastrophe	Pays	Type de catastrophe	Valeur (estimée) de l'aide matérielle
1	Mai 2008	Myanmar	Cyclone	Env. 100 millions JPY
2	Mai 2008	Myanmar	Cyclone	
3	Mai 2008	Myanmar	Cyclone	
4	Mai 2008	Chine	Séisme	Env. 60 millions JPY
5	Mai 2008	Sri Lanka	Inondation	Env. 17 millions JPY
6	Juin 2008	Philippines	Typhon	Env. 40 millions JPY
7	Juillet 2008	Philippines	Typhon	
8	Juillet 2008	Ukraine	Inondation	Env. 12 millions JPY
9	Juillet 2008	Moldavie	Inondation	Env. 9,8 millions JPY
10	Août 2008	Vietnam	Inondation	Env. 18 millions JPY
11	Août 2008	Laos	Inondation	Env. 12,5 millions JPY
12	Août 2008	Haïti	Ouragan	Env. 17 millions JPY

No	Date de la catastrophe	Pays	Type de catastrophe	Valeur (estimée) de l'aide matérielle
13	Septembre 2008	Haïti	Ouragan	Env. 22 millions JPY
14	Octobre 2008	Kirghizistan	Séisme	Env. 10 millions JPY
15	Octobre 2008	Honduras	Pluies torrentielles	Env. 13 millions JPY
16	Octobre 2008	Yémen	Inondation	Env. 18 millions JPY
17	Octobre 2008	Pakistan	Séisme	Env. 11 millions JPY
18	Novembre 2008	Panama	Pluies torrentielles	Env. 10 millions JPY
19	Décembre 2008	Papouasie Nouvelle-Guinée	Onde de tempête	Env. 13 millions JPY
20	Janvier 2009	Fiji	Inondation	Env. 10 millions JPY
21	Janvier 2009	Îles Salomon	Inondation	Env. 10 millions JPY
22	Février 2009	Bolivie	Dengue	Env. 7 millions JPY
23	Février 2009	Colombie	Inondation	Env. 11 millions JPY

Exemple

2008 Tremblement de terre dans le Sichuan en Chine

- Une équipe de recherche et de sauvetage des JDR est partie du Japon six heures à peine après la prise de décision du gouvernement
- Une réponse rapide à la demande du gouvernement chinois

Le lundi 12 mai 2008 à 14 heures 28 (heure locale), un gigantesque tremblement de terre d'une magnitude de 7,9 sur l'échelle de Richter frappait le comté de Wenchuan, 90 km environ au nord-ouest de Chengdu, la capitale de la province du Sichuan dans l'ouest de la Chine. Ce séisme a provoqué des dégâts catastrophiques, causant 69 227 morts, 17 923 disparus et 374 643 blessés.

Le 15 mai 2008 vers midi, le gouvernement japonais prenait la décision d'envoyer une équipe

de recherche et de sauvetage des JDR, répondant ainsi à la demande du gouvernement chinois. Le premier groupe composant cette équipe a quitté le Japon six heures à peine après la prise de décision officielle, répondant ainsi à l'urgence de la situation.

Le second groupe est ensuite parti sur un vol spécialement affrété à 13 heures 17 le jour suivant (16 mai). C'était la première fois qu'une équipe de JDR utilisait un vol spécial direct pour Chengdu, chose qui n'aurait pas été possible sur un vol commercial. Ainsi, les activités de lutte contre la catastrophe, notamment la recherche et le sauvetage, ont pu démarrer rapidement.

L'équipe de recherche et de sauvetage des JDR est intervenue dans trois endroits dans les comtés du Qingchuan et du Beichuan, situés dans la province du Sichuan, et elle a permis de retrouver 16 victimes au total. Le matin du 17 mai, dans le district de Qiaozhuang (comté du Qingchuan), l'équipe a exhumé les corps d'une mère et de sa

petite fille de deux mois ensevelis sous les gravats de la salle commune d'un hôpital. Après avoir observé un moment de silence pour honorer la mémoire des défunts, l'équipe japonaise a remis les corps aux autorités chinoises. L'équipe s'est comportée comme elle l'aurait fait au Japon, et la population chinoise très impressionnée lui a exprimé sa gratitude. De nombreux membres de la population locale se sont alors portés volontaires pour seconder l'équipe. Le reportage sur le travail de l'équipe et les réactions des communautés locales dans les médias et sur Internet ont donné une nouvelle impulsion à l'amitié déjà croissante entre le Japon et la Chine.

Une attitude spontanée peut contribuer à renforcer les liens entre deux pays : ainsi, les Chinois n'ont pas seulement apprécié l'efficacité des opérations de recherche et de sauvetage mais aussi la sincérité des membres de l'équipe japonaise dans leur désir de secourir les autres.



L'équipe des JDR a travaillé sans relâche durant les opérations de recherche et de sauvetage.

Exemple

Cyclone au Myanmar

Les 2 et 3 mai 2008, le cyclone Nargis frappait le delta de l'Ayerwadi, dans l'ouest du Myanmar. Ce cyclone très puissant est le plus important dans toute l'histoire du Myanmar. Combiné à l'onde de tempête qu'il a provoquée, il a causé des destructions catastrophiques dans une vaste zone au sud du pays. Le bilan officiel faisait état de 77 738 morts, 55 917 disparus et 19 359 blessés.

Suite à l'annonce du gouvernement du Myanmar, le 24 mai, qui acceptait les secours d'urgence internationaux, la JICA a détaché le 25 mai un premier groupe chargé d'évaluer la situation après le passage du cyclone et d'apprécier les besoins en matière de secours. Le 27 mai à midi, le gouvernement japonais répondait à la demande du gouvernement du Myanmar et prenait la décision d'envoyer une équipe médicale des JDR, laquelle est partie vers la zone touchée par le cyclone le 29 mai à 12 heures 38 sur un vol spécialement affrété.

L'équipe médicale des JDR est intervenue dans un camp de réfugiés dans la commune de

Labutta, au niveau de la région côtière du delta de l'Ayerwadi. L'équipe a assuré des services médicaux pendant neuf jours, soignant au total 1 202 patients. Alors qu'un grand nombre de personnes s'étaient amassées pour être examinées par l'équipe médicale, les températures grimpaient jusqu'à environ 40 °C avec 100 % d'humidité, à cette époque de transition entre la saison sèche et la saison des pluies. Certains jours, les conditions étaient dignes d'un sauna sous la tente dressée par l'équipe pour servir de salle d'opération ambulante. Malgré tout, les membres de l'équipe médicale ont fait le maximum pour secourir le plus possible de victimes du cyclone. L'environnement difficile a aggravé le niveau de fatigue physique et mentale, et certains membres de l'équipe se sont trouvés dans l'incapacité de poursuivre leur mission. Malgré tout, grâce aux efforts combinés de l'équipe préparatoire, de l'équipe médicale et des responsables locaux, l'opération s'est poursuivie sans discontinuer et elle a permis d'atteindre des résultats dépassant de loin les attentes initiales.

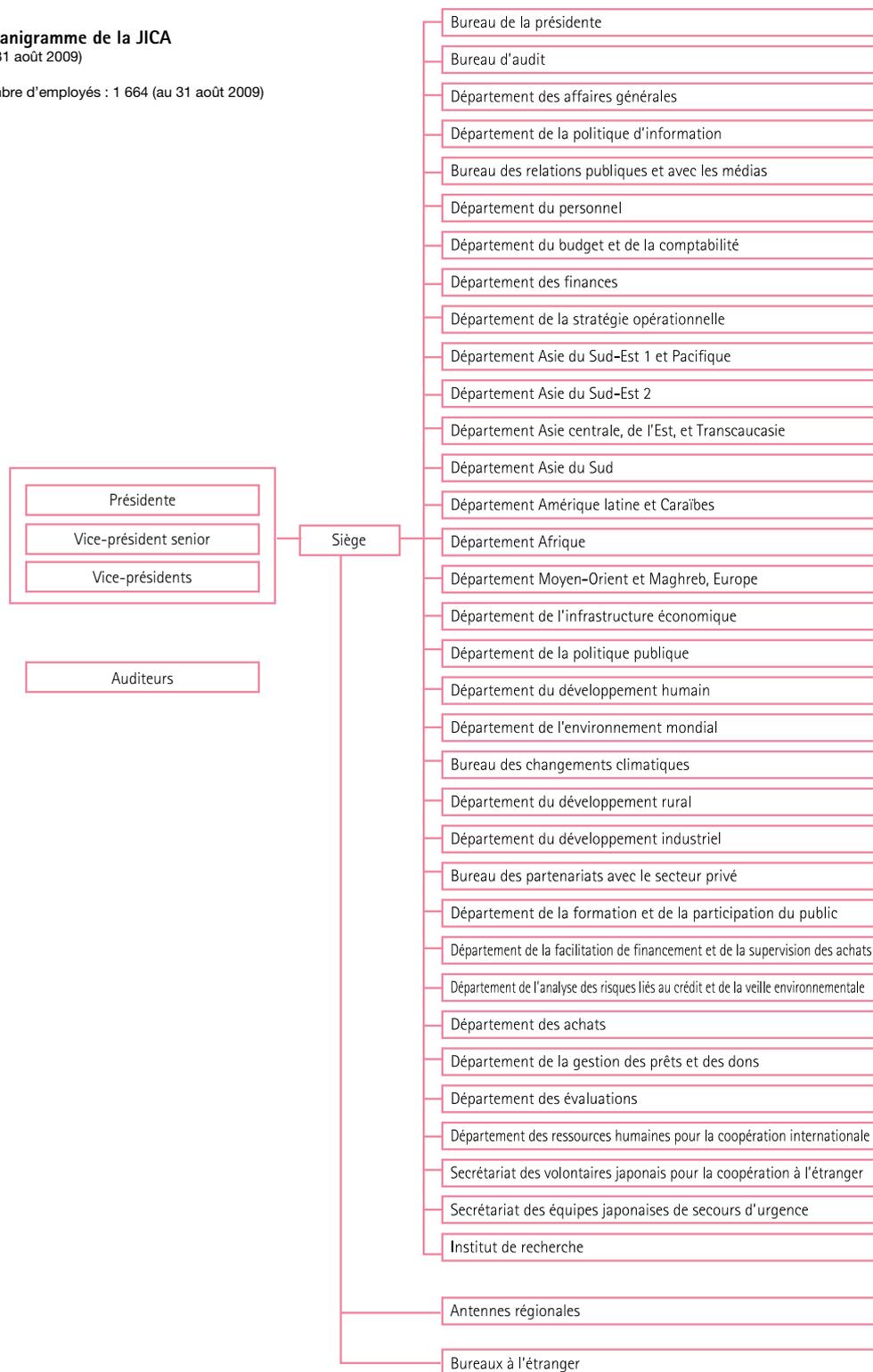


L'équipe a traité 1 202 patients au total. Malgré les conditions difficiles liées à la vague de chaleur ambiante, une longue file de personnes attendaient d'être soignées par l'équipe médicale des JDR.

Organigramme de la JICA

Organigramme de la JICA (au 31 août 2009)

Nombre d'employés : 1 664 (au 31 août 2009)



La liste des antennes régionales et des bureaux à l'étranger de la JICA est détaillée à la page 124.

Les mises à jour de ces informations figurent sur le site web de la JICA.

Présidents et auditeurs de la JICA

Au 31 août 2009

Titre	Nom	Date de nomination	Poste précédent
Présidente	Sadako Ogata	1 ^{er} octobre 2003	Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés
Vice-président senior	Kenzo Oshima	1 ^{er} octobre 2007	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Japon auprès des Nations unies
Vice-président	Takashi Kaneko	1 ^{er} avril 2005	Directeur général, Département du personnel, JICA
Vice-président	Yoshihisa Ueda	7 juin 2005	Directeur exécutif, Banque inter-américaine de développement
Vice-président	Eiji Hashimoto	1 ^{er} octobre 2007	Secrétaire en chef, Bureau de la présidente, JICA
Vice-président	Izumi Arai	1 ^{er} octobre 2008	Directeur exécutif senior, JBIC
Vice-président	Keiichi Tsunekawa	1 ^{er} octobre 2008	Professeur, National Graduate Institute for Policy Studies
Vice-président	Shiro Sadoshima	14 juillet 2009	Directeur général, Département des affaires générales, JICA
Vice-président	Atsuo Kuroda	1 ^{er} août 2009	Directeur général adjoint pour la politique commerciale, ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie
Vice-président	Izumi Takashima	1 ^{er} août 2009	Directeur exécutif, Agence de recherche sur les pêches
Auditeur	Morimasa Kanamaru	1 ^{er} octobre 2007	Directeur général, Département du personnel, JICA
Auditeur	Ken Nakazawa	1 ^{er} octobre 2008	Contrôleur de la stabilité du système financier, bureau local des finances de Kinki, ministère des Finances
Auditeur	Shoichi Matsuo	25 août 2009	Directeur général, Bureau régional de la police de Kinki, Agence de la police nationale

(Les vice-présidents et auditeurs sont classés suivant leur date de nomination).

Budget

1. Budget des recettes et des dépenses au compte général (Exercices 2008 et 2009)

(Millions de yens)

Poste	Exercice 2008	Exercice 2009
Recettes : planification budgétaire pour l'exercice	161 117	172 140
Recettes des subventions de gestion (budget initial) ^(Note 1)	153 786	155 850
Recettes des subventions de gestion (budget supplémentaire)	—	5 802
Recettes des programmes contractés	2 819	2 693
Produit des projets	612	591
Recettes des donations	120	16
Rentrées du fonds de gestion des installations	3 084	2 770
Subvention pour la gestion des installations (budget supplémentaire) ^(Note 1)	—	3 601
Recettes résultant de la reprise des réserves de la période couverte par le plan à moyen terme précédent	697	817
Fonds alloués en vertu de l'article 35 de la Loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale (dépenses pour les projets d'aide non remboursable)	—	0
Dépenses : planification budgétaire pour l'exercice	161 117	172 140
Frais généraux	12 097	11 875
Hors postes spéciaux	11 400	11 058
Dépenses d'exploitation	142 997	151 185
Dépenses pour les projets de coopération technique	79 467	77 354
Dépenses pour les projets d'aide non remboursable	610	573
Dépenses pour la coopération participative du public	25 443	23 902
Dépenses pour le programme d'émigration	469	461
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	2 876	927
Dépenses pour la recherche et le développement	624	940
Dépenses pour l'élaboration des programmes	7 689	8 252
Dépenses pour la coopération ultérieure	1 498	1 772
Dépenses pour l'évaluation des projets/programmes	305	549
Dépenses pour le soutien aux opérations	9 154	8 124
Dépenses pour l'assistance comptable	14 062	27 475
Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe	800	856
Dépenses pour la gestion des installations	3 084	6 371
Dépenses pour les programmes contractés	2 819	2 693
Dépenses pour les projets de donation	120	16
Dépenses pour les projets d'aide non remboursable ^(Note 2)	—	0

Remarques : 1. Aucun budget supplémentaire ne s'appliquait pour l'exercice 2008.

2. La JICA s'est vue confier la gestion des projets d'aide non remboursable par le ministère des Affaires étrangères le 1^{er} octobre 2008. De ce fait, ces projets n'étaient pas inclus dans le plan budgétaire initial de l'exercice 2008. En outre, du fait que le plan budgétaire concernant ces projets est déterminé par le Cabinet, un montant égal à 0 a été affecté à ces projets pour le budget initial de l'exercice 2009.

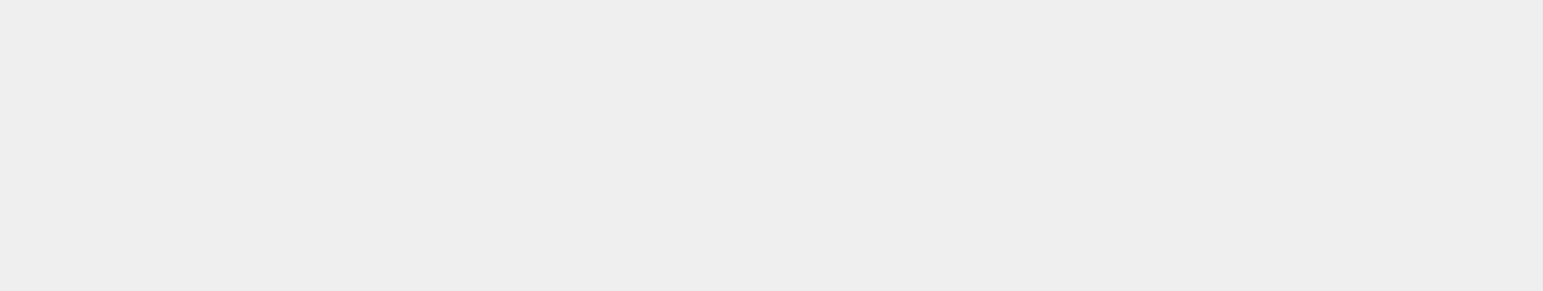
2. Plan financier relatif au compte des prêts publique au développement (APD) (Exercices 2008 et 2009)

(100 millions de yens)

		Exercice 2008	Exercice 2009
Prêts et plans d'investissement	Prêts d'APD	7 699	9 258
	Financement des investissements du secteur privé	1	2
	Total	7 700	9 260
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement	1 495	1 273
	Programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	2 923	4 056
	Fonds internes, etc.	3 282	3 931
	- Subventions du gouvernement	135	70
	- Obligations d'agences fédérales relatives au programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	300	500
	Total	7 700	9 260

Notes : 1. Pour l'exercice 2008, le tableau donne les montants du budget initial. Pour l'exercice 2009, les chiffres indiqués intègrent le budget supplémentaire.

2. Les chiffres indiqués pour l'exercice 2008 correspondent à la somme du budget initial de l'ancienne division chargée des opérations économiques au sein de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) (première moitié de l'exercice) et du compte de prêts d'APD de la JICA (seconde moitié de l'exercice).



Histoire de la JICA

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954

Création de la Fédération des associations japonaises outre-mer

Avril 1954

Création de l'Association Japon-Asie

Septembre 1955

Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.

Juin 1962

Création de l'Agence de coopération technique outre-mer (OTCA)

Juillet 1963

Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)

Avril 1965

Création par l'OTCA du Bureau des Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

Mai 1974

Promulgation de la Loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale

Août 1974

Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Décembre 1974

Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles

Avril 1978

Révision de la Loi portant création de la JICA (ajout de la promotion des opérations d'aide non remboursable)

Octobre 1983

Création de l'Institut de coopération internationale

Avril 1986

Création des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR)

Novembre 1989

Publication des lignes directrices sur l'environnement

Juillet 1990

25e anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.

Janvier 1991

Elaboration des lignes directrices sur l'évaluation

Décembre 1992

Publication du Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement

Mai 1994

Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.

Août 1995

Publication du Rapport d'évaluation

Juin 2000

Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.

1954

Ancien Fonds de coopération économique outre-mer et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)

Décembre 1960

Promulgation de la Loi sur le Fonds de coopération économique outre-mer (OECF)

Mars 1961

Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.

Mars 1961

L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles permet aux opérations de débuter.

Mars 1966

Premier prêt d'APD accordé (à la République de Corée) par l'OECF

Mai 1968

Révision de la Loi sur l'OECF (ajout des prêts en marchandises)

Mars 1980

Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement

Avril 1986

Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)

Avril 1988

Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)

Novembre 1989

Présentation des Lignes directrices sur l'environnement par l'OECF

Mai 1991

Publication par l'OECF de la Politique pour la prise en compte des femmes dans le développement

Avril 1992

Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)

Mars 1995

Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF

Avril 1996

Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)

Avril 1999

Promulgation de la Loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale

Septembre 1999

Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la Loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la Loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale

Octobre 1999

Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)

Décembre 1999

Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique outre-mer (1er octobre 1999 – 31 mars 2002)

Avril 2001

Lancement de l'évaluation de projet ex-ante pour les opérations de prêts d'APD

Septembre 2001

Publication des états financiers et de la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus)

Octobre 2001

Émission des premières obligations d'agences fédérales dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)

La nouvelle JICA

Novembre 2006

Promulgation d'une révision partielle de la Loi concernant l'institution administrative indépendante JICA

Octobre 2008

Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (ancienne division chargée des opérations économiques outre-mer au sein de cette même banque) et une partie de la gestion de l'aide non remboursable assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de fournir directement des apports d'aide non remboursable liés à sa politique diplomatique.

Octobre 2008

Modification des seconds objectifs à moyen terme

2009

Décembre 2001

Le plan de réorganisation et de rationalisation pour les institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure portant sur la transformation de la JICA en institution administrative indépendante.

Juin 2002

Création du Comité consultatif sur l'évaluation

Octobre 2002

Lancement d'un système de diffusion de l'information

Novembre 2002

La JICA est certifiée ISO 14001.

Décembre 2002

Promulgation de la Loi concernant l'institution administrative indépendante JICA

Septembre 2003

La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.

Octobre 2003

D'un organisme public spécial, la JICA devient une institution administrative indépendante. Formulation des premiers objectifs à moyen terme (1er octobre 2003 – 31 mars 2007)

Avril 2006

Ouverture de la JICA Global Plaza à Hiroo, Tokyo

Avril 2007

Formulation des seconds objectifs à moyen terme (1er avril 2007 – 31 mars 2012)

Avril 2007

Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de subvention de la JICA pour les peuples du monde »

Juin 2007

Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

Décembre 2001

Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales

Avril 2002

Publication des « Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales »
Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique
Lancement de la stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique outre-mer (1er avril 2002 – 31 mars 2005)

Octobre 2002

Mise en œuvre de la Loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes

Octobre 2003

Mise en application des « Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales » et des « Procédures de soumission des objections aux Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales »

Mars 2004

Formulation de la stratégie opérationnelle à moyen terme à partir de la mesure des performances pour une gestion stratégique (applicable à dater du 1er avril 2005)

Avril 2005

Lancement de la nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique outre-mer (1er avril 2005 – 31 mars 2008)

Mai 2005

Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.

Mai 2006

La Loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace est approuvée par la Diète

Mars 2008

La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique outre-mer (1er avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

Les résultats des programmes en quelques chiffres

1. Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2008	Exercice 2007 (référence)
1. Pays/régions en développement bénéficiaires de l'aide	151 pays/régions	153 pays/régions
2. Total de l'APD japonaise (année civile, Europe de l'Est et nations émancipées de l'aide incluses, etc.)	1 821,3 milliards JPY	1 614,0 milliards JPY
3. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	150,8 milliards JPY	146,1 milliards JPY
4. Prêts d'APD de la JICA (nouveaux engagements de prêts d'APD ; projets de la JICA)	929,4 milliards JPY	
5. Projets de dons de la JICA (nouveaux accords de dons ; projets de la JICA)	37,1 milliards JPY	
6. Participants à une formation (nouv.)	36 319	21 280
7. Envoi d'experts (nouv.)	4 597	4 940
8. Membres de missions d'étude (nouv.)	4 624	6 104
9. JOCV (nouv.)	1 365	1 482
10. Autres volontaires (nouv.)	492	410
11. Nombre d'études préparatoires*	81 (41 pays)	
12. Projets d'études de développement	42 (26 pays)	117 (59 pays)
13. Projets de coopération technique	734 (91 pays)	748 (88 pays)
14. Nombre de projets de prêts d'APD (nouveaux prêts conclus)	54 (19 pays)	
15. Projets de dons (réalisés par la JICA / nouv.)	82 (49 pays)	
16. Envoi de JDR, Fourniture de matériels de secours en cas de catastrophe	23 (19 pays)	22 (21 pays)
Taux de conversion du CAD : 1 USD =	103,5 JPY	117,8 JPY

* Projets pour lesquels les délibérations gouvernementales sont terminées et les dépenses requises engagées.

2. Répartition géographique des activités de la JICA

Pays	APD du Japon (2008)			Coopération technique de la JICA												Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA				
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (100 millions JPY)	Type (milliers de yens)																
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires		Fourniture d'équipements			Projets de coopération technique (Nouv.) (En cours)	Études de développement et études préparatoires (Nouv.)		
				Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours				Prêts d'APD (1 milliard JPY)			Montants des projets en cours (1 milliard JPY)	
2-1. Moyen-Orient et Maghreb																					
Algérie	1,99	1,56	0,47	2008	1,24	Effectifs	28	1	15	1	3						0,52				
				Dépenses			52 176		22 074		6 001										
				Total cumulé	63,78	Effectifs			623		297		386							1 614,39	1
Bahreïn		0,06		2008		Effectifs															
				Dépenses					241		30		5								
				Total cumulé	13,64	Effectifs			1 336	6	91	9	59	10	12	30	9	5			52,56
Égypte	33,22	17,35	(38,32)	2008	13,77	Effectifs	9 645		1 805		3 891		159		27		42,29	7			
				Dépenses			12 950 838		14 933 108		19 171 303		1 653 957		204 992			6 780,32	17		3
				Total cumulé	572,65	Effectifs	89	2	57	4	39							19,47	1		11,172
Iran	2,31	5,97	(23,97)	2008	5,84	Effectifs			128 863		155 950						19,47	1			
				Dépenses			91 249		128 863		155 950										
				Total cumulé	217,45	Effectifs			2 774		772		1 559					2 807,86	3		
Iraq	1 915,91	3,95	(329,31)	2008	5,19	Effectifs	694	8	1		5										
				Dépenses			408 859		25 130		7 187										
				Total cumulé	81,98	Effectifs			4 031		103		267					1 080,75	2		0,477
Israël	0,46	0,18		2008		Effectifs															
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,45	Effectifs			27		2		33								
Jordanie	21,47	10,83	(81,97)	2008	10,68	Effectifs	129	1	52	11	20		20	43	12	6	9,28	2			
				Dépenses			109 751		161 769		98 621		232 418		60 638						
				Total cumulé	275,17	Effectifs			1 582		621		1 436		364		153		4 048,32	6	
Koweït		0,02		2008		Effectifs															
				Dépenses					205		35		1								
				Total cumulé	9,35	Effectifs			378 882		489 426		15 475					43,57			
Liban	6,57	0,15	7,07	2008	0,09	Effectifs	6	1													
				Dépenses			8 687														
				Total cumulé	11,58	Effectifs			179		16		153					8,41			1,335
Libye		0,19		2008	0,05	Effectifs	8														
				Dépenses			4 889														
				Total cumulé	1,27	Effectifs			66		10		20					0,13			
Maroc	16,85	6,27	82,83	2008	6,39	Effectifs	63	2	9	5	7		14	30	7	18	5,19				
				Dépenses			75 865		104 493		113 558		204 617		111 500						
				Total cumulé	307,87	Effectifs			1 118		394		1 720		832		70		2 867,98	2	
Dépenses			2 618 210		5 767 624		10 130 363		8 234 632		799 344										

Pays	APD du Japon (2008)			Coopération technique de la JICA												Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA				
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (100 millions JPY)	Type (milliers de yens)										Fourniture d'équipements			Projets de coopération technique (Nouv.) (En cours)	Études de développement et études préparatoires (Nouv.)	Prêts d'APD (1 milliard JPY)	Montants des projets en cours (1 milliard JPY)
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires								
					Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours					
2-1. Moyen-Orient et Maghreb																					
Oman		0,44		2008	0,56	Effectifs	11	1	2	1	5										
				Dépenses		10 975		39 840		4 110											
Total cumulé	138,34	Effectifs		539		158		1 233													
Palestine	20,45	9,50		2008	12,36	Effectifs	997	24	38	14	95							54,75	2		
				Dépenses		123 046		134 716		387 990											
Total cumulé	61,18	Effectifs		3 422		122		371									18,71	4		0,900	
Qatar		0,04		2008	0,00	Effectifs	1														
				Dépenses		148															
Total cumulé	10,77	Effectifs		116		37		33									22,99				
Arabie saoudite		5,59		2008	4,14	Effectifs	50	2	5	9	58	1						10,49			
				Dépenses		48 794		127 149		201 429											
Total cumulé	204,46	Effectifs		1 995		806		1 095									3 039,12	5			
Yémen du Sud				2008		Effectifs															
				Dépenses																	
Total cumulé	7,05	Effectifs		29		12		56									17,20				
Syrie	1,72	11,03	(69,45)	2008	9,19	Effectifs	213	1	32	3	30		17	41	19	10			2		
				Dépenses		101 262		84 893		92 158		282 695		125 969							
Total cumulé	260,43	Effectifs		1 823		475		1 323		534			92				3 264,78	3		0,861	
Tunisie	0,03	7,14	48,04	2008	5,80	Effectifs	45	2	14	2	28		16	15	6	29					
				Dépenses		78 852		26 927		109 100		147 040		143 819							
Total cumulé	206,70	Effectifs		1 060		300		1 041		315			133				2 465,50	1		6,956	
Émirats arabes unis		0,06		2008		Effectifs															
				Dépenses		197		145		246											
Total cumulé	37,27	Effectifs		299 480		1 889 424		1 262 919									210,75				
Yémen	29,60	3,61	(21,31)	2008	3,53	Effectifs	103	2	16	2	14		10	11					29,18	2	
				Dépenses		59 294		53 075		58 581		91 260									
Total cumulé	88,95	Effectifs		700		264		569		63							1 614,56	1		0,739	
				2008		Effectifs															
				Dépenses		1 224 425		2 510 612		2 650 770		462 606									

2-2. Afrique																					
Angola	15,40	2,23		2008	1,91	Effectifs	246		1	1											
				Dépenses		58 371		15 509		94 684											
Total cumulé	34,02	Effectifs		730		9		422									8,13			3,972	
Bénin	21,07	6,09		2008	5,73	Effectifs	83	2	2	3	10		44	39					0,94		
				Dépenses		59 618		55 828		107 738		327 123									
Total cumulé	41,52	Effectifs		505		15		284		95							138,33			0,730	
Botswana	20,52	1,88	(24,60)	2008	1,44	Effectifs	49		1				5	13	2	6					
				Dépenses		36 069		8 869		68 208		26 826									
Total cumulé	47,03	Effectifs		463		13		96		223			21				171,04				
Burkina Faso	11,39	9,55		2008	9,57	Effectifs	104	3	7	6	32		33	63						20,59	
				Dépenses		116 538		127 917		137 687		383 781									
Total cumulé	76,27	Effectifs		460		32		485		221							250,29	3		0,067	
Burundi	20,83	3,21	(0,77)	2008	1,72	Effectifs	36		10	1	20									2	
				Dépenses		29 052		26 881		47 229											
Total cumulé	14,96	Effectifs		259		16		110		12							83,04		1	0,230	
Cameroun	12,50	3,04		2008	3,22	Effectifs	40	1	2	2	22		10	15	1						
				Dépenses		43 028		23 518		126 935		121 843		3 895							
Total cumulé	41,15	Effectifs		566		23		337		25			3				553,05			1,098	
Cap-Vert	3,66	1,57		2008	1,72	Effectifs	17				16										
				Dépenses		15 993				136 720											
Total cumulé	17,67	Effectifs		202		7		200									126,42		2	1,199	
République centrafricaine	12,57	0,16	(0,57)	2008	0,20	Effectifs	25				7										
				Dépenses		1 642				18 243											
Total cumulé	27,70	Effectifs		231		9		223									451,20				
Tchad	14,33	0,05		2008	0,00	Effectifs	2														
				Dépenses		450		5		43											
Total cumulé	7,48	Effectifs		152		166		43									58,40				
Comores		0,03		2008	0,02	Effectifs	2														
				Dépenses		1 990															
Total cumulé	7,03	Effectifs		69		12		35									47,24				
Congo	10,49	0,12		2008	0,00	Effectifs	3														
				Dépenses		769															
Total cumulé	2,65	Effectifs		76		3		17									60,18				
Cote d'Ivoire	18,88	0,60		2008	0,83	Effectifs	77	1													
				Dépenses		82 601		131		509		173									
Total cumulé	104,15	Effectifs		849		9		3 051 403		2 280 540							817,70			0,670	
République démocratique du Congo	45,32	5,88		2008	7,99	Effectifs	3 062	1	3	2	109	4									
				Dépenses		85 677		76 549		525 714		453									
Total cumulé	80,48	Effectifs		13 586		166		453									699,87		2	0,840	
Djibouti	2,24	1,48		2008	1,29	Effectifs	17				6		7	13							
				Dépenses		8 554				32 551		86 614									
Total cumulé	25,31	Effectifs		236		14		256		72							114,91			0,865	
Guinée équatoriale		0,08		2008	0,00	Effectifs	1														
				Dépenses		290															
Total cumulé	3,06	Effectifs		70		1											29,24				
Érythrée	17,24	0,47		2008	0,91	Effectifs	1		5	1	1								4,35	1	
				Dépenses		581		8 928		104											
Total cumulé	15,87	Effectifs		176		20		155									176,47			0,630	
				2008		Effectifs															
				Dépenses		238 385		286 712		769 279											

Pays	APD du Japon (2008)			Coopération technique de la JICA												Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA		
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (100 millions JPY)	Type (milliers de yens)										Fourniture d'équipements			Projets de coopération technique (Nouv.) (En cours)	Études de développement et études préparatoires (Nouv.)
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires						
					Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours					
2-2. Afrique																			
Éthiopie	32,88	14,14		2008	13,34	Effectifs	78	6	26	19	46	5	36	29	2	1	76,60	3	
				Dépenses	84 925		378 278		256 662		229 498		11 978						
				Total cumulé	223,20	Effectifs	1 629		406		911		472		7				
Gabon	0,37	4,05	(2,73)	2008	4,16	Effectifs	58	1	1	13		14	10				0,09		
				Dépenses	38 260		17 591		206 143		144 614								
				Total cumulé	19,08	Effectifs	309		16		78		37						
Gambie	0,61	0,46		2008	0,80	Effectifs	15	1									488,16		
				Dépenses	18 353				331										
				Total cumulé	26,63	Effectifs	187		7		220								
Ghana	33,86	20,09		2008	19,76	Effectifs	128	16	62	14	57		49	96	2	3	92,43		3
				Dépenses	189 525		209 790		268 176		639 653		25 140						
				Total cumulé	403,34	Effectifs	2 330		789		1 290		1 046		17				
Guinée	14,72	2,35	(0,24)	2008	2,26	Effectifs	50	1	1	2	22						10,44		
				Dépenses	27 831		44 870		134 624										
				Total cumulé	60,67	Effectifs	675		30		578								
Guinée-Bissau	5,07	0,75		2008	0,84	Effectifs	11	1			13						7,71		
				Dépenses	22 388				54 258										
				Total cumulé	6,05	Effectifs	108		3		59								
Kenya	41,59	21,57	(53,06)	2008	21,91	Effectifs	304	17	75	36	91		26	49	1	2	52,99	1	
				Dépenses	311 754		631 500		297 408		344 950		5 989						
				Total cumulé	908,01	Effectifs	6 246		2 074		3 396		1 340		20				
Lesotho	12,37	0,74		2008	0,24	Effectifs	34										182,32		
				Dépenses	23 790				25										
				Total cumulé	9,10	Effectifs	300				66								
Liberia	12,54	1,42		2008	2,82	Effectifs	23	1			16						10,85		1
				Dépenses	33 331		13 792		201 589				170						
				Total cumulé	41,77	Effectifs	280		32		140								
Madagascar	11,47	9,32	(0,48)	2008	10,78	Effectifs	123	9	29	12	34	3	13	30			31,45	2	2
				Dépenses	155 053		192 771		146 206		185 556								
				Total cumulé	141,69	Effectifs	816		225		1 047		96						
Malawi	16,71	13,96		2008	14,88	Effectifs	132	8	41	11	27		24	89	5	4	54,04	1	3
				Dépenses	175 274		380 222		165 243		460 202		35 749						
				Total cumulé	313,52	Effectifs	1 798		320		997		1 426		25				
Mali	32,01	2,48		2008	2,61	Effectifs	58		9		33						13,43	1	
				Dépenses	44 463		63 981		110 145										
				Total cumulé	79,84	Effectifs	434		20		729								
Mauritanie	10,75	3,69		2008	2,98	Effectifs	47		2	1	10	3					147,21		1
				Dépenses	21 984		7 659		254 811										
				Total cumulé	56,38	Effectifs	459		38		586								
Maurice	0,08	0,17	0,11	2008	0,32	Effectifs	16	1									353,20		1
				Dépenses	11 442				344										
				Total cumulé	45,99	Effectifs	342		60		2 216 322								
Mozambique	17,58	6,02		2008	8,37	Effectifs	9 688	4	14	5	18		15	35			14,04		1
				Dépenses	80 698		83 833		33 827		197 140								
				Total cumulé	85,64	Effectifs	10 249		81		754		106						
Namibie	0,61	1,88	7,15	2008	2,82	Effectifs	68						22	25			154,52		1
				Dépenses	18 718						166 257								
				Total cumulé	25,07	Effectifs	357		18		142		53						
Niger	5,56	11,35		2008	11,38	Effectifs	98	1	7	8	23	4	39	66			38,97		
				Dépenses	110 056		170 743		162 823		480 352								
				Total cumulé	174,25	Effectifs	694		73		792		605						
Nigeria	25,21	3,67		2008	3,65	Effectifs	740	7	6	4	29						17,39		
				Dépenses	131 758		80 684		87 588										
				Total cumulé	120,14	Effectifs	2 284		246		651								
Rwanda	10,26	7,43		2008	8,03	Effectifs	106	6	17	8	11		13	15	1		52,49		1
				Dépenses	83 376		144 619		174 895		124 885		3 490						
				Total cumulé	49,80	Effectifs	505		84		289		94		2				
Sao Tomé et Principe	7,15	0,04		2008	0,04	Effectifs	6										72,82		
				Dépenses	4 179				48										
				Total cumulé	6,80	Effectifs	124		6		242 081								
Sénégal	7,89	14,15	3,19	2008	14,45	Effectifs	114	4	33	10	18	7	40	57	1		29,83	2	
				Dépenses	97 943		257 350		210 873		396 728		6 756						
				Total cumulé	305,77	Effectifs	3 178		361		1 487		748		5				
Seychelles	0,36	1,26		2008	0,03	Effectifs	2										56,77		
				Dépenses	2 796				70										
				Total cumulé	13,47	Effectifs	285		14		264 673								
Sierra Leone	10,13	3,97		2008	4,69	Effectifs	33		30	2	15						51,78	2	
				Dépenses	45 755		73 185		186 899										
				Total cumulé	25,24	Effectifs	272		89		122								
Somalie	23,24	0,03		2008	0,04	Effectifs					1						106,03		
				Dépenses	95		21		45										
				Total cumulé	8,71	Effectifs	241 361		323 910		185 489								
Afrique du Sud	0,66	4,14	(0,91)	2008	4,08	Effectifs	49	2	25	7	5		5	13	1		104,01	3	
				Dépenses	62 276		180 055		12 491		84 060		2 357						
				Total cumulé	76,35	Effectifs	1 100		211		578		56		1				
Soudan	100,51	8,76		2008	12,10	Effectifs	162	2	24	3	32		1				108,08	4	2
				Dépenses	128 890		135 969		346 124		10 993								
				Total cumulé	80,54	Effectifs	1 182		154		530		9						

Pays	APD du Japon (2008)			Coopération technique de la JICA												Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA		
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (100 millions JPY)	Type (milliers de yens)										Fourniture d'équipements			Projets de coopération technique (Nouv.) (En cours)	Études de développement et études préparatoires (Nouv.)
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires						
					Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours			
2-2. Afrique																			
Swaziland	2,31	0,82		2008	0,90	Effectifs	44	1	9										
				Dépenses	31 813														
				Total cumulé	37,89	Effectifs	427		40	221							251,15	1	
Tanzanie	43,36	22,01	5,40	2008	20,10	Effectifs	564	20	40	20	46		45	68			50,23	3	1
				Dépenses	192 988		336 733		183 126		468 370								
				Total cumulé	650,45	Effectifs	7 617		906	2 707			1 284			6 373,46	8		
Togo	0,80	0,11	(0,59)	2008	0,11	Effectifs	35	1											
				Dépenses	10 849				448										
				Total cumulé	8,09	Effectifs	295		7	68						5,66			
Ouganda	39,75	12,43	4,62	2008	16,28	Effectifs	150	8	26	12	53		98	78	3	3	102,26	3	
				Dépenses	163 448		330 253		164 430		548 782								
				Total cumulé	144,24	Effectifs	1 985		222	709			307		6	1 248,85	7	1	
Zambie	18,57	18,48		2008	21,97	Effectifs	242	17	15	19	92	1	34	70	5	5	38,25	1	
				Dépenses	214 679		345 783		880 719		420 141				38 395				
				Total cumulé	472,98	Effectifs	2 417		615	1 674			1 134		39	5 494,48	10	2	
Zimbabwe	7,69	2,23		2008	1,60	Effectifs	54	7		2									
				Dépenses	76 531		12 274			64 675									
				Total cumulé	161,03	Effectifs	1 077		79	757			481			960,34	1		
				Dépenses	2 182 705		1 814 515		4 670 501				6 195 404						
2-3. Europe																			
Albanie	0,05	0,75	(3,28)	2008	0,84	Effectifs	27	3			7								
				Dépenses	59 939				21 242										
				Total cumulé	16,14	Effectifs	268		5	146						122,21			
Autriche				2008		Effectifs					1								
				Dépenses															
				Total cumulé	5,13	Effectifs			12	4						30,76			
Belgique				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,16	Effectifs			8	7									
Bosnie-Herzégovine	7,75	3,49	(0,65)	2008	3,90	Effectifs	41	7	10	3	1						26,20	3	
				Dépenses	85 389		61 389		1 525										
				Total cumulé	49,72	Effectifs	519		63	502						160,85	2		
Bulgarie	2,47	2,43	28,08	2008	0,67	Effectifs							15						
				Dépenses	700				5 102		55 193		17						
				Total cumulé	111,81	Effectifs	842		243	589			253		2	913,40		4,423	
Croatie	0,72	0,25	(0,95)	2008	0,25	Effectifs	4	1			15								
				Dépenses	10 541				14 853										
				Total cumulé	6,88	Effectifs	115		2	65						1,68			
Chypre		0,01		2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,93	Effectifs	30												
Tchécoslovaquie				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	5,96	Effectifs	139		3	33						0,68			
République tchèque		0,33		2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	5,73	Effectifs	185		11	1						65,69			
Denmark				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,05	Effectifs			1 743	2 288									
Estonie		0,10		2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	1,29	Effectifs	75												
Finlande				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,00	Effectifs				5									
France				2008	0,58	Effectifs			1	6	1								
				Dépenses				22 232		256									
				Total cumulé	6,66	Effectifs	1		132 192	305 177		106 442			6,15				
Allemagne				2008	0,09	Effectifs				4									
				Dépenses					2 587										
				Total cumulé	0,53	Effectifs	1		2	28									
Grèce				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	3,45	Effectifs	27		8	41						26,01			
Hongrie		1,21		2008	0,01	Effectifs													
				Dépenses				1 318		51									
				Total cumulé	76,90	Effectifs	800		103	375		138			735,27				
Irlande				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,00	Effectifs				2									
Italie				2008		Effectifs													
				Dépenses															
				Total cumulé	0,83	Effectifs			1	8					63,00				
Kosovo				2008	0,02	Effectifs	1												
				Dépenses				2 098											
				Total cumulé	0,84	Effectifs	38												
				Dépenses			80 583												

Pays	APD du Japon (2008)			Coopération technique de la JICA												Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA	
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (100 millions JPY)	Type (milliers de yens)								Fourniture d'équipements	Projets de coopération technique (Nouv.) (En cours)	Études de développement et études préparatoires (Nouv.)			
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV							Autres volontaires
					Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours		
Lettonie		0,06		2008	Effectifs													
				Dépenses														
Lituanie	0,03	0,10		2008	Effectifs													
				Dépenses														
Malte		0,01		2008	Effectifs													
				Dépenses														
Moldavie	9,35	0,22		2008	Effectifs	16												
				Dépenses		18 348												
Monaco				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Monténégro	0,60	2,54	(1,28)	2008	Effectifs	10	1			4								
				Dépenses		17 891				315 261								
Pays-Bas				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Norvège				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Pologne		1,04	(11,17)	2008	Effectifs				4	3								
				Dépenses				21 404		2 714								
Portugal				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Roumanie	0,60	2,37	62,43	2008	Effectifs	102		6	1	6			5					
				Dépenses		27 039		22 746		11 004		13 344						
Russie				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Serbie	3,46	2,41		2008	Effectifs	36	4	2	2	3								
				Dépenses		62 641		56 851		5 810								
Slovaquie		0,07	3,17	2008	Effectifs													
				Dépenses														
Slovénie		0,06		2008	Effectifs													
				Dépenses														
Ex-Union soviétique				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Espagne				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Suède				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Suisse				2008	Effectifs													
				Dépenses														
Ancienne République yougoslave de Macédoine	0,59	2,19	18,61	2008	Effectifs	37	2	3	1	2								
				Dépenses		81 352		24 739		4 114								
Turquie	2,90	9,21	274,34	2008	Effectifs	195	3	54	2	48				8				
				Dépenses		202 657		67 518		192 932		9 312		15 442				
Ukraine	4,76	2,10	1,56	2008	Effectifs	44		4	3	7								
				Dépenses		62 824		41 740		12 560								
Royaume-Uni				2008	Effectifs													
				Dépenses														

12-1. Modalités et conditions des prêts d'APD japonais

(hors « prêts d'APD pour la lutte contre le changement climatique », en vigueur à la date du 1^{er} avril 2009)

Catégorie	RNB par habitant (2007)	Modalités	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions d'achat
	Pays à faible revenu	Taux d'intérêt minimum « MIRAI »		0,01	40	10	Non lié
Pays les moins avancés (PMA)		Conditions générales	Standard	0,70	30	10	Non lié
			Option 1	0,65	25	7	
			Option 2	0,60	20	6	
		Conditions de faveur	Option 3	0,55	15	5	Non lié
			Standard	0,55	40	10	
			Option 1	0,45	30	10	
Pays à faible revenu	- 935 USD	Conditions générales	Option 2	0,40	20	6	Non lié
			Option 3	0,30	15	5	
			Standard	1,20	30	10	
		Conditions de faveur	Option 1	0,90	25	7	Non lié
			Option 2	0,75	20	6	
			Option 3	0,65	15	5	
STEP	Standard	0,55	40	10	Lié		
	Option 1	0,45	30	10			
	Option 2	0,40	20	6			
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)	936 USD - 1 785 USD	Conditions générales	Option 3	0,30	15	5	Non lié
			Standard	1,40	30	10	
			Option 1	0,80	20	6	
		Conditions de faveur	Option 2	0,70	15	5	Non lié
			Standard	0,65	40	10	
			Option 1	0,55	30	10	
STEP	Option 2	0,50	20	6	Lié		
	Option 3	0,40	15	5			
	Standard	0,20	40	10			
Pays à revenu intermédiaire	1 786 USD - 3 705 USD	Conditions générales	Option 1	0,10	30	10	Non lié
			Option 2	0,80	15	5	
			Standard	1,40	25	7	
		Conditions de faveur	Option 1	0,95	20	6	Non lié
			Option 2	0,80	15	5	
			Standard	0,65	40	10	
STEP	Option 1	0,55	30	10	Lié		
	Option 2	0,50	20	6			
	Option 3	0,40	15	5			
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)	3 706 USD - 6 465 USD	Conditions générales	Standard	0,20	40	10	Non lié
			Option 1	0,10	30	10	
			Option 2	1,70	25	7	
		Conditions de faveur	Option 1	1,60	20	6	Non lié
			Option 2	1,50	15	5	
			Standard	1,20	25	7	
STEP	Option 1	1,00	20	6	Non lié		
	Option 2	0,60	15	5			
	Standard	0,60	40	10			
Services de conseil		Pour les services de conseil, le taux d'intérêt est de 0,01% et les délais de remboursement et de grâce ainsi que les conditions d'achat sont les mêmes que celles appliquées pour les composants principaux.					
Options pour les prêts d'APD japonais de type programme		Dans le cadre d'un cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonais. Pour les pays qui se conforment aux actuels programmes soutenus par le FMI ou bénéficient de subventions de l'Association internationale de développement (IDA), il est possible de modifier les modalités des prêts d'APD japonaise et de satisfaire les critères de concessionnalité du FMI.					

Remarque : Les conditions spéciales de partenariat économique (*Special Terms for Economic Partnership*, STEP) sont définies et réévaluées tous les ans le 15 janvier. Cela permet de garantir l'admissibilité à l'aide liée.

Le niveau de concessionnalité des modalités optionnelles est inférieur ou égal à celui des modalités standard.

Dans le cadre de l'initiative d'Assistance renforcée au secteur privé (EPSA), les prêts relatifs aux projets cofinancés avec la BAfD sont accordés sous des « conditions de faveur » différentes suivant les catégories de revenu ; dans le cas des PMA à faible revenu, ce sont les modalités MIRAI.

Un prêt en deux temps est accordé à la BAfD pour couvrir ses prêts subsidiaires à des entreprises dans le cadre de l'initiative EPSA selon les modalités suivantes : taux d'intérêt de 0,55 % et délai de remboursement de 40 ans, avec un délai de grâce de 10 ans.

Quelle que soit la catégorie à laquelle appartiennent les pays, les prêts relatifs aux projets d'aide à la reconstruction après une catastrophe sont accordés suivant les modalités MIRAI, L'aide d'urgence sous la forme de prêts d'APD est liée à un taux d'intérêt variable (6 millions JPY, taux LIBOR) et à un délai fixe de 15 ans (trois ans).

Modalités des prêts d'APD japonais (en vigueur à compter du 1^{er} avril 2009)

Catégorie	RNB par habitant (2007)	Modalités	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Délai de remboursement (ans)	Délai de grâce (ans)	Conditions d'achat
	Pays à faible revenu	Taux d'intérêt minimal « MIRAI »		0,01	40	10	Non lié
Pays les moins développés (PMA)		Non lié	Standard	0,20	40	10	Non lié
			Option 1	0,15	30	10	
			Option 2	0,10	20	6	
Pays à faible revenu	- 935 USD	Non lié	Standard	0,25	40	10	Non lié
			Option 1	0,20	30	10	
			Option 2	0,15	20	6	
		STEP	Option 3	0,10	15	5	Lié
			Standard	0,10	40	10	
			Option 1	0,25	30	10	
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)	936 USD - 1 785 USD	Non lié	Option 2	0,20	20	6	Non lié
			Option 3	0,15	15	5	
			Standard	0,30	40	10	
		STEP	Standard	0,10	40	10	Lié
			Option 1	0,25	30	10	
			Option 2	0,20	20	6	
Pays à revenu intermédiaire	1 786 USD - 3 705 USD	Non lié	Option 3	0,15	15	5	Non lié
			Option 1	0,25	30	10	
			Option 2	0,20	20	6	
		STEP	Standard	0,15	15	5	Lié
			Standard	0,10	40	10	
			Option 1	0,25	30	10	
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)	3 706 USD - 6 465 USD	Non lié	Option 2	0,40	20	6	Non lié
			Option 3	0,30	15	5	
			Standard	0,60	40	10	
		STEP	Standard	0,60	40	10	Non lié
			Option 1	0,50	30	10	
			Option 2	0,40	20	6	
STEP	Option 3	0,30	15	5	Non lié		
	Standard	0,60	40	10			
	Option 1	0,50	30	10			
Services de conseil		Pour les services de conseil, le taux d'intérêt est de 0,01% et les délais de remboursement, de grâce et les conditions d'achat sont les mêmes que celles appliquées aux principaux composants.					

13-1. Projets de coopération technique (Comptes-rendus ou procès-verbaux des discussions nouvellement signés durant l'exercice 2008)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Intitulé du projet	Date de signature du compte-rendu ou procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet	Montant
Moyen-Orient et Maghreb					
Égypte	Université des Sciences et de la Technologie d'Égypte et du Japon « E-Just »	2008.09.30	2008.10.13	2013.10.12	65,11
	Promotion des services de santé scolaire en Haute-Égypte	2008.09.01	2008.10.01	2012.09.30	64,23
	Projet de modernisation de la gestion de l'eau II (Développement des capacités des associations d'utilisateurs d'eau)	2008.03.09	2008.06.01	2012.03.31	49,87
	Gestion de la qualité dans la lutte simultanée contre la tuberculose et le VIH en Afrique	2008.04.10	2008.05.01	2011.03.31	8,92
	Formation de formateurs sur la gestion des ressources en eau au Yémen	2008.07.01	2008.07.01	2011.03.31	8,35
	Formation à la lutte contre la tuberculose	2008.04.01	2008.10.01	2011.03.31	7,19
	Formation sur la santé des femmes au Yémen	2008.05.01	2008.05.01	2011.03.31	10,46
Iran	Mise en place d'un système de gestion participative de l'eau dans la province du Golestân	2008.08.06	2009.01.16	2014.01.15	26,35
Jordanie	Projet de développement des capacités pour réduire la quantité d'eau non génératrice de revenus en Jordanie, phase II 01.09.2008 01.09.2008 tard dans le mois	2008.09.01	2008.09.01	2011.07. tard dans le mois	46,25
	Introduction d'une technologie agricole avancée pour les terres arides de Jordanie dans le cadre de la coopération trilatérale Jordanie-Japon-Israël	2008.05.20	2008.06.01	2011.05.31	15,04
Palestine	Amélioration de la santé maternelle et infantile / santé génésique en Palestine (phase II)	2008.11.05	2008.11.15	2012.11.14	31,81
	Développement du tourisme durable par le partenariat public-privé à Jéricho	2008.09.22	2009.03.01	2012.02.28	22,34
Syrie	Développement des capacités en matière de surveillance environnementale, phase II	2008.11.11	2009.01.30	2013.01.30	48,64
	Projet de développement et d'extension de techniques d'irrigation efficaces, phase II	2008.10.15	2008.12.15	2012.07.15	54,96
Yémen	Amélioration du système d'enseignement technique et de formation professionnelle (TEVT) par la mise en place d'un modèle de PPP dans le secteur de la maintenance automobile	2008.11.29	2009.02.01	2013.05.31	33,79
	Modernisation du système de formation professionnelle au Yémen	2008.10.01	2009.02.01	2013.03.31	0,27
Afrique					
Burundi	Projet de renforcement des capacités du Prince Regent Charles Hospital et des Centres de santé publics de la ville de Bujumbura en vue d'améliorer la santé maternelle et infantile	2008.01.01	2009.01.31	2012.03.31	44,23
	Remise en état des transports publics	2008.10.16	2009.03.01	2012.03.31	24,65
Éthiopie	Projet d'amélioration de l'état nutritionnel des mères et des enfants	2008.07.08	2008.11.20	2013.11.19	37,18
	Projet de centre technique de l'eau pour l'Éthiopie, phase III	2008.10.16	2009.01.05	2013.11.30	28,36
	Projet de facilitation de l'accès à un enseignement primaire de qualité par la participation communautaire	2008.08.06	2008.09.20	2012.09.19	62,68
Érythrée	Projet de renforcement du système de gestion de l'équipement médical pour des services de santé de qualité	2007.12.13	2008.05.11	2011.05.10	76,02
Kenya	Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences (SMASE)	2008.11.28	2009.01.01	2013.12.31	22,67
Madagascar	Projet d'amélioration de la productivité rizicole dans les Hautes Terres du Centre	2008.12.01	2009.01.08	2014.01.07	37,79
	Projet de modernisation de la gestion de l'approvisionnement rural en eau et des pratiques d'hygiène dans la région d'Atsimo-Andrefana	2008.07.08	2008.09.19	2010.08.18	65,80
Malawi	Projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire (SMASSE) par la formation continue, Phase II	2008.07.15	2008.08.04	2012.08.03	55,71
Mali	Projet de soutien aux commissions d'administration des écoles	2008.03.04	2008.05.01	2011.04.30	76,98
Sénégal	Projet de développement des ressources pour les enfants et les femmes dans les villages de pêcheurs de Saint-Louis	2008.05.19	2008.08.01	2011.07.31	20,58
	Renforcement des soins de santé maternelle et infantile à Tambacounda	2008.10.22	2009.01.01	2011.12.31	27,94
Sierra Leone	Projet intégré d'amélioration de la santé en milieu rural	2007.06.12	2008.05.01	2011.04.30	41,15
Soudan	Projet d'appropriation des sages-femmes en matière de santé maternelle et infantile au Soudan	2008.04.09	2008.06.10	2011.06.09	72,65
	Développement des ressources humaines pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau	2008.04.08	2008.06.21	2011.03.31	118,51
	Développement de ressources humaines pour l'amélioration de la santé dans le Sud-Soudan	2008.12.15	2009.03.27	2012.03.26	69,21
	Développement des moyens de subsistance dans et autour de Juba en faveur de l'établissement d'une paix et d'un développement durables	2008.12.10	2009.02.10	2012.02.09	78,13
Tanzanie	Coopération technique en faveur du développement de capacités pour gérer l'orientation des malades au niveau régional	2008.03.10	2008.04.02	2011.04.02	3,67
	Coopération technique pour le renforcement des capacités d'appui en faveur de la planification et de la mise en œuvre des plans de développement agricole de district (DADP)	2009.01.01	2009.01.01	2012.02.14	18,21
	Projet d'évaluation finale de l'entretien des routes	2003.03.05	2008.09.01	2009.03.31	3,33
Ouganda	Aide technique pour le projet de développement durable de l'agriculture irriguée dans l'est de l'Ouganda	2008.04.28	2008.06.11	2011.06.30	107,63
	Projet de promotion du riz NERICA en Ouganda	2008.06.02	2008.08.18	2011.06.30	91,42
	Plan d'expansion national SESEMAT (renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire)	2008.07.17	2008.08.03	2011.08.02	36,61
Zambie	Projet de développement des capacités en faveur de l'électrification rurale	2008.12.18	2009.03.11	2012.03.10	4,44
Europe					
Bosnie-Herzégovine	Projet pour le renforcement de la confiance sur le développement des entreprises agricoles et rurales à Srebrenica (SACRED)	2008.08.31	2008.09.02	2011.09.01	63,47
	Projet de modernisation du programme d'enseignement informatique en Bosnie-Herzégovine	2008.02.15	2008.04.01	2010.07.31	41,92
	Gestion intégrée de la douleur en Bosnie-Herzégovine	2008.05.08	2008.05.15	2010.05.14	7,06
Serbie	Projet relatif à l'institutionnalisation du système de mentorat pour les PME	2008.02.01	2008.08.28	2011.08.27	38,01
Ancienne République yougoslave de Macédoine	Projet d'amélioration des capacités de promotion de l'investissement	2008.06.06	2008.09.01	2009.08.31	15,89

13-2. Aide non remboursable (Accords de dons nouvellement signés durant l'exercice 2008)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Intitulé du projet	Date de l'accord de don	Montant
Moyen-Orient et Maghreb			
Égypte	Aide non remboursable pour les agriculteurs défavorisés	2009.03.23	470
Palestine	Projet de création de nouvelles écoles en Cisjordanie	2009.02.26	900
Syrie	Projet d'amélioration des services d'urgence	2009.02.04	861
Afrique			
Bénin	Projet d'amélioration de l'eau potable en zone rurale (phase VI) (Étude du plan détaillé)	2009.03.13	60
	Aide alimentaire	2009.03.13	670
Burkina Faso	Projet de construction de systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions du Plateau central et du Centre-Sud (Étude du plan détaillé)	2009.02.17	67
Burundi	Projet d'amélioration des installations de santé dans la ville de Bujumbura	2009.02.20	230
Cameroun	Projet de construction d'écoles primaires (Phase IV)	2009.03.31	1 098
Cap-Vert	Aide alimentaire	2009.03.27	370
	Projet de modernisation de l'approvisionnement en eau dans l'île de Santiago au Cap-Vert	2009.03.27	829
Éthiopie	Projet d'approvisionnement en eau dans les zones rurales de la région d'Oromia (Étude du plan détaillé)	2009.01.23	28
	Aide alimentaire (par l'intermédiaire du programme alimentaire mondial)	2009.02.12	860
	Projet d'amélioration de l'équipement d'exploitation des eaux souterraines	2009.03.10	557
Gambie	Aide alimentaire	2009.03.30	480
Ghana	Projet de réfection de la route nationale à grand trafic n° 8 (Étude du plan détaillé)	2009.02.27	110
	Efforts du gouvernement ghanéen en faveur de la réduction de la pauvreté	2009.03.10	350
Kenya	Projet d'augmentation des capacités du système d'approvisionnement en eau de la ville de Kapsabet (Étude du plan détaillé)	2009.01.28	90
	Projet de lutte contre le VIH/sida	2009.01.28	335
Mali	Projet d'amélioration du système de vaccination	2009.02.06	146
	Projet de construction de ponts sur le corridor sud Mali-Sénégal (Étude du plan détaillé)	2009.02.06	15
	Projet de construction de l'Institut de formation des maîtres (IFM) à Kati	2009.03.19	687
Mozambique	Programme de soutien du milieu villageois par la participation communautaire (par l'intermédiaire du PNUD)	2009.03.18	585
	Programme d'adduction d'eau de secours pour faire face au changement climatique	2009.03.30	1 000
	Aide alimentaire	2009.03.30	920
Niger	Projet de lutte contre le paludisme	2009.02.17	410
	Projet d'approvisionnement en eau potable pour l'éradication du ver de Guinée dans la région de Tillabéri (Étude du plan détaillé)	2009.02.17	59
Rwanda	Projet d'appui à des environnements accueillants pour les enfants grâce à la participation communautaire dans la province de l'Ouest (par l'intermédiaire de l'UNICEF)	2009.01.30	670
	Projet de sécurité alimentaire pour les fermiers défavorisés	2009.03.03	300
Sénégal	Projet d'amélioration de l'infrastructure sanitaire dans la région de Tambacounda et Kédougou (Étude du plan détaillé)	2009.01.27	63
	Projet de construction de ponts sur le corridor sud Bamako-Dakar (Sénégal-Mali) (Étude du plan détaillé)	2009.01.27	15
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2009.03.30	390
	Programme d'adduction d'eau de secours pour faire face au changement climatique	2009.03.30	1 000
	Aide alimentaire	2009.03.30	860
Sierra Leone	Projet de prévention et de lutte contre les maladies infectieuses au Sierra Leone (par l'intermédiaire de l'UNICEF)	2009.02.11	266
Tanzanie	Projet à l'appui du développement du système d'adduction d'eau urbain à Zanzibar (Phase II)	2009.02.26	1 419
	Projet rural d'approvisionnement en eau dans les régions de Mwanza et Mara (Étude du plan détaillé)	2009.03.03	23
	Projet de renforcement des installations de transmission et distribution de la sous-station d'Oyster Bay (Phase II)	2009.03.03	520
	Efforts du gouvernement tanzanien en faveur de la réduction de la pauvreté	2009.03.03	520
Togo	Programme de soutien à des environnements accueillants pour les enfants grâce à la participation communautaire dans les régions des Savanes, de Kara et maritime (par l'intermédiaire de l'UNICEF)	2009.02.10	458
Ouganda	Projet de construction d'un centre de recherche et de formation sur le riz	2009.03.23	651
Zambie	Projet d'amélioration des rues des villes de Ndola et Kitwe (Étude du plan détaillé)	2009.01.30	37
Zimbabwe	Projet pour la prévention des maladies infectieuses chez les enfants en République du Zimbabwe (par l'intermédiaire de l'UNICEF)	2009.01.23	221

13-3. Liste des principaux engagements de prêts d'APD

(Accords de prêts nouveaux et approuvés durant l'exercice 2008)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Intitulé du projet	Signature du prêt	Montant
Moyen-Orient et Maghreb			
Égypte	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉNERGIE EN HAUTE-ÉGYPTE	2008.12.24	10 768
	PROJET D'ASSISTANCE AUX MICRO-ENTERPRISES	2008.12.24	3 760
	CENTRALE HYBRIDE SOLAIRE-GAZ DE KURAYMAT (II)	2008.12.24	9 440
Iraq	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BASRAH	2008.06.11	42 969
	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	2008.06.11	14 747
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	2009.03.17	34 266
	PROJET D'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE BAGDAD (Services d'ingénierie)	2009.03.17	2 141
Afrique			
Cameroun	PROGRAMME DE FACILITATION DES TRANSPORTS POUR LE CORRIDOR BEMENDA-MAMFE-EKOK/MFUM-ABAKALIKI-ENUGU	2009.03.31	4 540
Tanzanie	SIXIÈME CRÉDIT DE SOUTIEN À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	2009.03.03	2 000
Zambie	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES ÉLECTRIQUES	2009.03.26	5 511
Europe			
Albanie	PROJET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU GRAND TIRANA	2008.06.30	11 121
Bulgarie	PROJET DE CRÉATION DE NOUVEAUX TERMINAUX À CONTENEURS DANS LES PORTS DE VARNA ET DE BOURGAS	2008.08.29	36 932
Organisations internationales, etc.			
Banque africaine de développement	SECOND PRÊT D'AIDE AU SECTEUR PRIVÉ DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE CONJOINTE D'ASSISTANCE RENFORCÉE AU SECTEUR PRIVÉ POUR L'AFRIQUE (EPSA)	2008.09.11	32 100

* Le nombre total d'engagements de prêts ne reflète pas l'aide additionnelle (supplémentaire) en prêts d'APD apportée à l'Arménie. Cette augmentation est toutefois incluse dans le montant global des engagements de prêts.

13-4. Projets d'études de développement

(Accords sur l'étendue des travaux nouvellement signés au cours de l'exercice 2008)

Pays	Intitulé du projet	Catégorie de mise en œuvre
Afrique		
République démocratique du Congo	Étude du projet d'appui à la relance communautaire dans le district des Cataractes de la Province du Bas-Congo en République démocratique du Congo	Coopération technique pour la planification du développement (étude sur l'énergie et l'environnement mandatée)
Ghana	Étude sur le développement agricole intégré dans la région du Haut Ghana occidental	Projet d'étude de développement (examen de l'application)
Guinée	Étude et planification pour un développement rural durable	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Liberia	Étude du plan directeur sur la réfection et la modernisation des installations urbaines	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Madagascar	Projet de système de cartographie géologique et d'information sur les minéraux pour la promotion de l'industrie minière	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Malawi	Étude du plan directeur d'aménagement urbain pour Lilongwe	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Mauritanie	Étude de développement relative au programme intégré de développement de Foug Gleita	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Rwanda	Étude de développement pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Sierra Leone	Étude du plan directeur sur l'alimentation en électricité dans la région ouest de la Sierra Leone	Coopération technique pour la planification du développement (étude sur l'énergie et l'environnement mandatée)
Soudan	Projet d'étude de développement relative à la stratégie	Développement du système de formation professionnelle (plan de développement)
Ouganda	Étude du plan de développement des ressources en eau et du plan de gestion du bassin versant du lac Kyoga	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Zambie	Développement et renforcement des capacités pour le programme d'irrigation des petits exploitants agricoles	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
	Étude du plan directeur de développement du réseau électrique	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)

Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

La JICA et l'AGRA ont signé un protocole d'accord destiné à renforcer leur coopération mutuelle.

Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO)

Organisme international de recherche agricole, l'ADRAO a été créée en 1971 par 11 pays africains.

Banque asiatique de développement (BASD)

L'objectif de cette institution financière multilatérale de développement est de promouvoir le développement socioéconomique des pays d'Asie et du Pacifique par l'intermédiaire de prêts et d'une aide technique. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

Plus grande agence d'aide au développement dans le monde, la Banque mondiale accorde des prêts aux gouvernements centraux et agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CLSP)

En septembre 1999, les Comités du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont subordonné l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), dans le cadre de l'initiative PPTE, à la préparation d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CLSP). Ce cadre, qui définit les politiques propres d'un pays en développement en faveur de la réduction de la pauvreté, est préparé par le gouvernement par le biais d'un processus participatif qui fait intervenir la société civile et les partenaires au développement. Les CLSP sont en règle générale mis à jour tous les trois ans.

Centre japonais de recherche international pour les sciences agricoles (JIRCAS)

Cet organisme national effectue des recherches approfondies dans les domaines des technologies agricoles, forestières et halieutiques dans les pays en développement, plus particulièrement dans les régions tropicales et subtropicales.

Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

Ce groupement consultatif composé de donateurs bilatéraux et multilatéraux, d'institutions de recherche et d'autres organismes, a pour objectif de promouvoir la riziculture en Afrique par le partage d'informations, l'harmonisation des initiatives et projets existants, et la promotion de nouveaux investissements.

Comité d'aide au développement (CAD)

Forum au sein duquel les pays donateurs examinent les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon fait partie du CAD depuis 1964.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international axé sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée depuis 1993 en partenariat par le gouvernement japonais et les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et encore d'autres agences. Une conférence s'est tenue tous les cinq ans depuis 1993. La dernière, intitulée TICAD IV, a été organisée à Yokohama en 2008.

Cool Earth Partnership (mécanisme financier)

Au cours de la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, en janvier 2008, le Premier ministre japonais de l'époque, M. Yasuo Fukuda, a présenté le *Cool Earth Partnership*, un fonds d'environ 10 milliards USD mis en œuvre sur une période de cinq ans et qui servira à soutenir les efforts de lutte contre le changement climatique.

Développement des capacités

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités depuis l'extérieur, le développement des capacités fait référence au processus endogène du pays en développement à renforcer les capacités des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir les pays en développement en facilitant leurs efforts.

Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Créé par l'Assemblée générale des Nations unies en 1946 pour apporter une aide alimentaire et sanitaire d'urgence aux enfants des pays dévastés par la deuxième guerre mondiale, l'UNICEF apporte une aide à long terme sur le plan humanitaire et du développement aux enfants et aux mères de pays en développement.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir à relativement court terme à ses pays membres les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et paiements et garantir les autres flux financiers courant.

Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA)

Organisation de soutien à la recherche agricole constituée sous les auspices de l'Union africaine.

Gouvernance (gestion des affaires publiques)

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion du cadre institutionnel destiné à faciliter la stabilité et le développement d'un pays. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

Homologues

Représentants officiels et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

Institut international de recherche sur le riz (IIRR)

Fondé en 1960, cet organisme de formation et de recherche est spécialisé dans l'étude de la riziculture.

Mécanisme de développement propre (MDP)

C'est l'un des mécanismes de Kyoto – spécifiés dans le protocole de Kyoto – visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce mécanisme permet à un pays industrialisé de fournir des fonds ou de la technologie pour un projet réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans un pays en développement. En contrepartie, ce pays peut utiliser tout ou partie des crédits de réduction certifiée des émissions obtenus grâce au projet pour atteindre ses propres objectifs d'émission.

NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique)

Acronyme de *New Rice for Africa*. Ce projet concerne essentiellement les nouveaux cultivars des hautes terres (arides), mais des activités de recherche et développement sont également conduites concernant les variétés de riz d'irrigation. Le projet NERICA a permis de mettre au point des variétés hybrides en croisant des variétés africaines à haut rendement et des variétés africaines, résistantes à la sécheresse, aux maladies et aux pesticides. On espère beaucoup que ces variétés contribueront à faire du riz un aliment de base important en Afrique.

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Vision du développement de l'Afrique formulée de la propre initiative de ce continent, elle s'appuie sur la responsabilité commune de ses pays membres et l'esprit de bénéfice mutuel.

Nouvelle Charte de l'APD

Approuvée par le Cabinet en 2003, la Charte révisée de l'APD clarifie les idéaux et les principes de l'APD du Japon.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la Déclaration du millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser avant 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO - veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire. Au mois de novembre 2008, l'OMC comptait 153 pays et régions membres.

Pays émancipés de l'APD

En principe, pays dont le produit national brut (PNB) par habitant avoisine 10 000 USD et qui ont été classés trois ans consécutivement dans les pays à haut revenu par la Banque mondiale. Ces pays sont exclus de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD).

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Alors que ce terme désigne couramment l'ensemble des pays répondant à ce critère, la JICA l'utilise en règle générale seulement pour désigner les pays et régions de la première partie de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays moyennement développés

Pays dont le PNB par habitant dépasse 3 035 USD (estimation de la Banque mondiale de 1995).

Plan directeur

Un plan directeur sert de base à la mise en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Politique à moyen terme de l'APD

Elle présente les questions prioritaires liées à l'APD du Japon et l'approche adoptée dans chaque région. Élaborée à partir de la Charte de l'APD, elle a été annoncée en 2005. Elle définit les idées de base du Japon sur l'APD.

Postes frontières à guichet unique (OSBP)

Personnes, véhicules et biens effectuent un seul arrêt pour sortir d'un pays et entrer dans un autre. Les contrôles de douanes, de quarantaine et d'immigration sont effectués conjointement par les deux pays, ce qui simplifie les procédures de passage des frontières.

Prêts assortis de conditions particulières au titre du partenariat économique (STEP)

Mis en place en 2002 et destiné à promouvoir l'aide identifiée comme étant d'origine japonaise, ce programme de prêts privilégie la technologie avancée et le savoir-faire du Japon dans le cadre de projets de transferts de technologie avec les pays en développement.

Prêts d'aide publique au développement (APD)

Coopération bilatérale sous la forme de prêt public accordé à un pays en développement à un taux un préférentiel. De manière générale, ces prêts sont assortis d'un faible taux d'intérêt et d'un long délai de remboursement. Ils sont utilisés pour financer le développement. Les prêts d'APD du Japon prennent la forme de prêts en yens d'investissements financés par le secteur privé.

Produit national brut (PNB)

Mesure monétaire de l'activité économique d'un pays durant une période donnée. On peut l'exprimer simplement comme la somme totale d'argent dépensée au sein d'un pays durant une période donnée.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits intérieurement et à l'étranger par les citoyens d'un pays durant une période donnée.

Bureaux à l'étranger et antennes au Japon

Antennes au Japon

Sapporo International Center

Tél. : +(81-11)-866-8333
4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

Centre international d'Obihiro

Tél. : +(81-155)-35-1210
1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

Bureau régional du Tohoku

Tél. : +(81-22)-223-5151
15th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1, Ichiban-cho 4-chome,
Aoba-ku, Sendai City, Miyagi 980-0811

Centre de formation de Nihonmatsu

Tél. : +(81-243)-24-3200
4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

Centre international de Tsukuba

Tél. : +(81-29)-838-1111
3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

Centre international de Tokyo

Tél. : +(81-3)-3485-7051
49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

Centre de Hiroo/JICA Global Plaza

Tél. : +(81-3)-3400-7717
2-24, Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012

Centre international de Yokohama

Tél. : +(81-45)-663-3251
3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City, Kanagawa 231-0001

Centre de formation de Komagane

Tél. : +(81-265)-82-6151
15 Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

Bureau régional du Hokuriku

Tél. : +(81-76)-233-5931
4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2 Honmachi 1-chome, Kanazawa City,
Ishikawa 920-0853

Centre international du Chubu/Nagoya Global Plaza

Tél. : +(81-52)-533-0220
60-7, Hiraike-cho, 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

(Au 31 août 2009)



Centre international d'Osaka

Tél. : +(81-72)-641-6900
25-1, Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka 567-0058

Centre international du Hyogo

Tél. : +(81-78)-261-0341
5-2, Wakihama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City, Hyogo 651-0073

Centre international du Chugoku

Tél. : +(81-82)-421-6300
3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City, Hiroshima 739-0046

Bureau régional du Shikoku

Tél. : +(81-87)-833-0901
13th Floor, 114 Bldg., 5-1, Kamei-cho, Takamatsu City, Kagawa 760-0050

Centre international du Kyushu

Tél. : +(81-93)-671-6311 2-1,
Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

Centre international d'Okinawa

Tél. : +(81-98)-876-6000
1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger

(Au 31 août 2009)

Asie

JICA Afghanistan Office
 JICA Bangladesh Office
 JICA Bhutan Office
 JICA Cambodia Office
 JICA China Office
 JICA India Office
 JICA Indonesia Office
 JICA Kyrgyz Republic Office
 JICA Laos Office
 JICA Malaysia Office
 JICA/JOCV Maldives Office
 JICA Mongolia Office
 JICA Myanmar Office
 JICA Nepal Office
 JICA Pakistan Office
 JICA Philippines Office
 JICA Sri Lanka Office
 JICA Tajikistan Office
 JICA Thailand Office
 JICA Timor-Leste Office
 JICA Uzbekistan Office
 JICA Viet Nam Office

Océanie

JICA Fiji Office
 JICA/JOCV Marshall Islands Office
 JICA Micronesia Office
 JICA Palau Office
 JICA Papua New Guinea Office
 JICA Samoa Office
 JICA Solomon Islands Office
 JICA Tonga Office
 JICA Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

JICA Argentina Office
 JICA Belize Office
 JICA Bolivia Office
 JICA Brazil Office
 JICA Chile Office
 JICA Colombia Office
 JICA Costa Rica Office
 JICA Dominican Republic Office
 JICA Ecuador Office
 JICA El Salvador Office
 JICA Guatemala Office
 JICA Honduras Office
 JICA/JOCV Jamaica Office
 JICA Mexico Office
 JICA Nicaragua Office
 JICA Panama Office
 JICA Paraguay Office
 JICA Peru Office
 JICA/JOCV Saint Lucia Office
 JICA Uruguay Office
 JICA U.S.A. Office
 JICA Venezuela Office

Afrique

Bureau de la JICA et des JOCV au Bénin
 JICA/JOCV Botswana Office
 Bureau de la JICA et des JOCV au Burkina Faso
 Bureau de la JICA au Cameroun
 Bureau de la JICA en Côte d'Ivoire
 Bureau de la JICA en République démocratique du Congo
 Bureau de la JICA à Djibouti
 JICA Ethiopia Office
 Bureau de la JICA au Gabon
 JICA Ghana Office
 JICA Kenya Office
 Bureau de la JICA à Madagascar

JICA Malawi Office
 JICA Mozambique Office
 JICA/JOCV Namibia Office
 Bureau de la JICA au Niger
 JICA Nigeria Office
 Bureau de la JICA au Rwanda
 Bureau de la JICA au Sénégal
 JICA South Africa Office
 JICA Sudan Office
 JICA Tanzania Office
 JICA Uganda Office
 JICA Zambia Office
 JICA Zimbabwe Office

Moyen-Orient et Maghreb

JICA Egypt Office
 JICA Iran Office
 JICA Jordan Office
 Bureau de la JICA au Maroc
 JICA Saudi Arabia Office
 JICA Syria Office
 Bureau de la JICA en Tunisie
 JICA Office in Gaza
 JICA Yemen Office

Europe

JICA Balkan Office
 Bureau de la JICA en France
 JICA Turkey Office
 JICA U.K. Office

Les coordonnées de tous les bureaux à l'étranger sont disponibles sur le site web de la JICA (Home>Contact Us>Overseas Offices, <http://www.jica.go.jp/english/contact/overseas/>)

